

ÉTAT DE LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

DANS LES CANTONS
2017



suisse énergie

Notre engagement : notre futur.

EnDK

Konferenz Kantonaler Energiedirektoren
Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie
Conferenza dei direttori cantonali dell'energia
Conferenza dals directurs chantunals d'energia

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1 ^{ÈRE} PARTIE : RAPPORT ANNUEL 2016–2017	6
• Organisation et stratégie des cantons en matière de politique énergétique	7
• Législation	15
• Mesures indirectes librement consenties	20
• Programmes d'encouragement	23
2 ^E PARTIE : TABLEAUX.....	26



INTRODUCTION

L'état de la politique énergétique dans les cantons se fonde sur une enquête menée en mars 2017 par l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) et la Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK) auprès des cantons suisses et de la Principauté du Liechtenstein. Le questionnaire qui leur a été adressé portait sur l'exécution de la législation cantonale en matière d'énergie, les programmes d'encouragement, l'exemplarité ainsi que d'autres activités.

La première partie de ce document présente, sous une forme condensée, l'état de la politique énergétique des cantons et de la Principauté du Liechtenstein, sur la toile de fond de la situation nationale.

Quant à la deuxième partie, elle contient différents tableaux présentant des informations détaillées sur ce même sujet.

CREDITS PHOTOS

«Je cultive ma ville...»

Renforcement du lien social, végétalisation des villes, développement de la biodiversité et d'une production agricole saine et de saison... L'éclosion des potagers urbains au travers d'initiatives citoyennes, associatives et institutionnelles contribue à rendre «nos

villes et nos communautés plus durables» comme l'Objectif 11 de l'Agenda 2030 de l'ONU le souhaite. Les photos de ce rapport annuel ont été mises à disposition par l'Association equiterre-partenaire pour le développement durable (Genève-Lausanne-Berne), que nous remercions. Ce thème sera aussi traité lors de la Journée de l'énergie de l'OFEN qui aura lieu, le 25 septembre 2017, à Fribourg.



**1ÈRE PARTIE :
RAPPORT ANNUEL
2016 - 2017**

ORGANISATION ET STRATÉGIE DES CANTONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

ORGANISATION

Les cantons sont rassemblés sous la bannière de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) depuis 1979. Cet organisme et son pendant technique, la Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK), élaborent et coordonnent les activités communes des cantons en matière de politique énergétique (www.endk.ch). L'EnDK et l'EnFK sont les interlocutrices privilégiées de la Confédération à l'échelon cantonal pour tout ce qui touche à la politique énergétique.

Quatre conférences régionales ont vu le jour – Suisse orientale avec le Liechtenstein, Suisse centrale, Suisse du Nord-Ouest et Suisse occidentale (Suisse romande + Tessin) – pour définir notamment les modalités d'exécution des mesures de politique énergétique, les informations à diffuser ainsi que les formations (de base et de perfectionnement) à dispenser dans les régions concernées.

STRATÉGIE DES CANTONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

En vertu de la Constitution, la politique énergétique dans le domaine des bâtiments relève essentiellement de la compétence des cantons (art. 89, al. 4, Cst.). Mais les cantons développent aussi des activités dans d'autres secteurs de la politique énergétique : approvisionnement en énergie, planification directrice cantonale, soutien de projets dans le cadre du programme SuisseEnergie, politiques d'encouragement diverses, gros consommateurs d'énergie, mobilité, exemplarité, etc.

Ces dernières années, la majorité des cantons ont élaboré des stratégies, des programmes, des principes directeurs ou des rapports de planification relatifs à leur politique énergétique, formulant des objectifs concrets et des plans de mesures. Les objectifs fixés se basent sur ceux définis pour le concept de société à 2000 watts, pour la réduction des émissions de CO₂ ou encore pour le programme SuisseEnergie.

A l'occasion de son assemblée générale du 2 septembre 2011, l'EnDK a publié un document intitulé «Politique énergétique de l'EnDK – Repères et plan d'action» qui résume sa position et décrit les mesures qu'elle entend mettre en œuvre de sa propre compétence. En voici un extrait (source : www.endk.ch) :

- D'ici à 2014, le Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC 2008) sera révisé pour tenir compte des intentions manifestées par la sphère politique et des mesures qui en découlent tout en veillant au caractère supportable du point de vue économique. D'ici à 2018 au plus tard, les cantons intégreront dans leur législation les nouvelles prescriptions du MoPEC, en particulier avec les mesures suivantes :
 - Construction de nouveaux bâtiments
 - Dès 2020, les nouveaux bâtiments seront tous chauffés si possible entièrement de manière autonome tout au long de l'année, avec une part raisonnable d'électricité.
 - Bâtiments construits avant 1990
 - Dès 2015, il sera interdit de chauffer des locaux ou de préparer l'eau chaude sanitaire au moyen de résistances électriques, avec l'obligation d'assainir dans un délai de 10 ans. Dès 2020, dans les bâtiments subissant une rénovation importante, la préparation de l'eau chaude sanitaire doit se faire principalement à partir d'énergies renouvelables.
 - Le passage des énergies fossiles aux énergies renouvelables comme l'assainissement de l'enveloppe des bâtiments seront encore mieux encouragés qu'aujourd'hui.
 - Bâtiments en propriété du canton
 - L'approvisionnement en chaleur sera entièrement assuré sans recours à des combustibles fossiles, à l'horizon 2050. Des mesures de compensation éventuelles devront être prises sur le territoire du canton concerné.

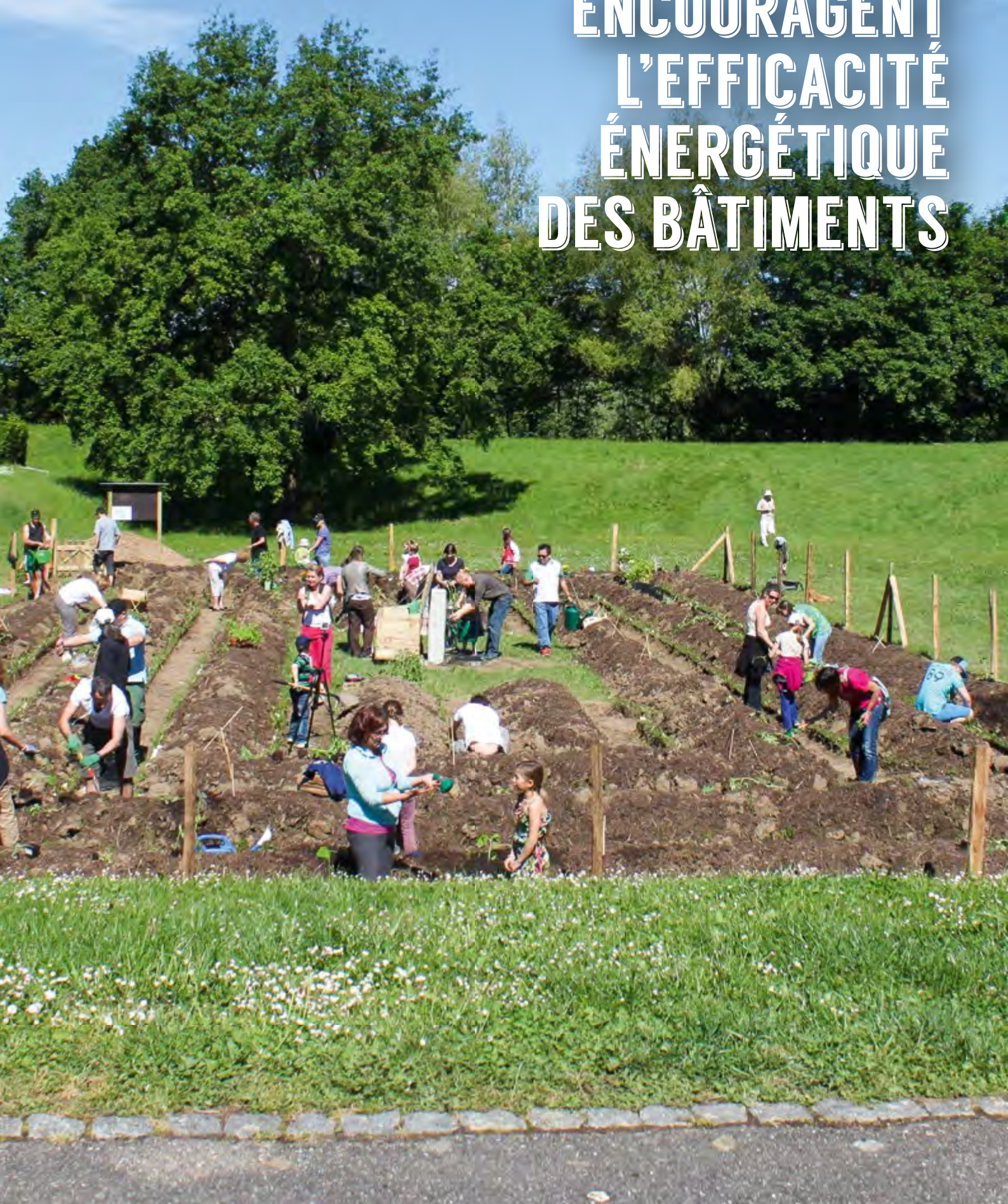
- D’ici à 2030, la consommation d’électricité sera réduite de 20% grâce à des mesures d’optimisation des procédés d’exploitation et à des opérations de rénovation des bâtiments ou, s’agissant des bâtiments publics des cantons, grâce à de nouvelles installations alimentées aux énergies renouvelables.
- Gros consommateurs d’énergie
 - Les cantons soutiendront la définition d’objectifs convenus avec les gros consommateurs visant à améliorer l’efficacité énergétique et à faciliter la mise en œuvre des mesures.
- D’ici à 2015, les plans directeurs cantonaux auront :
 - Identifié les potentiels de développement des énergies renouvelables encore exploitables, après qu’une pesée des intérêts entre les questions énergétiques et les aspects de protection de la nature, du paysage, des sites, des monuments historiques et de la pêche aura été effectuée.
 - Recensé les réseaux existants et à construire pour assurer la distribution d’énergie (électricité, gaz et chaleur à distance), après qu’une pesée des intérêts avec les autres utilisateurs de l’espace aura eu lieu.
- D’ici à 2015, les cantons auront créé les conditions générales permettant d’autoriser la construction d’installations solaires selon une procédure simplifiée et rapide.

L’EnDK soutient les efforts consentis par la Confédération dans l’exercice des tâches suivantes :

- Faciliter l’extension des réseaux d’approvisionnement en énergie au plan suisse et dans les régions frontalières, en simplifiant les procédures d’autorisation, sans toutefois toucher au droit de recours des associations environnementales.
- Renforcer les programmes de formation de base et de perfectionnement des professionnels conseillant les maîtres d’ouvrages (aménagistes, architectes, ingénieurs, techniciens en bâtiment), en collaboration avec les instances fédérales.
- Introduire des instruments de nature économique et/ou des éléments liés à l’économie de marché adéquats visant à inciter les consommateurs à économiser l’énergie, ce qui permettrait de renoncer à rendre toujours plus détaillées et complexes les normes techniques prescrites dans les législations sur la construction et sur l’énergie.
- Renforcer la recherche énergétique.

Lors de son Assemblée générale du 4 mai 2012, l’EnDK a poursuivi la concrétisation de son document intitulé «Politique énergétique de l’EnDK – Repères et plan d’action», en adoptant les «Principes directeurs de la politique énergétique de l’EnDK». On trouvera dans le tableau (p. 10) des extraits de l’annexe au communiqué de presse publié le 4 mai 2012 par cette organisation (source : www.endk.ch).

LES CANTONS ENCOURAGENT L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS





PRINCIPES DIRECTEURS DE LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DE L'ENDK

A : Principes de base de la politique énergétique

Principe de base 1 : La politique énergétique des cantons s'oriente en fonction des objectifs de protection climatique et de la protection des ressources

Principe de base 2 : La politique énergétique des cantons mise sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables

Principe de base 3 : La politique énergétique des cantons contribue à un approvisionnement en énergie sûr

Principe de base 4 : La politique énergétique des cantons suit les principes de subsidiarité et d'autoresponsabilité

Principe de base 5 : La politique énergétique des cantons respecte les cycles d'investissements et tient compte des possibilités de refinancement des rénovations

B : Principes directeurs de la politique énergétique

Principe directeur 1 : L'intensité énergétique de notre économie et de notre société doit être réduite grâce aux gains d'efficacité

Principe directeur 2 : La Suisse doit exploiter de manière optimale son potentiel en énergies renouvelables et d'utilisation des rejets de chaleur

Principe directeur 3 : Un approvisionnement optimal en électricité doit être en grande partie garanti sur la base d'une production indigène

Principe directeur 4 : Pour assurer la sécurité d'approvisionnement et défendre leurs intérêts, les cantons participent activement à la définition de la politique extérieure

Principe directeur 5 : Intégration de la production et de la distribution d'énergie dans le développement territorial

Principe directeur 6 : Les émissions de CO₂ doivent avoir un prix

Principe directeur 7 : L'abandon du courant électrique d'origine nucléaire doit être remplacé par le développement de la production d'électricité à partir des énergies renouvelables, l'augmentation de la capacité d'énergie de réglage, des centrales à gaz à cycle combiné (combined cycle gas turbine, CCGT) et des importations d'électricité

Principe directeur 8 : La sécurité d'approvisionnement en électricité nécessite une extension rapide du réseau

Principe directeur 9 : L'accès non discriminatoire au réseau suisse de gaz et son extension doivent être concrétisés

Principe directeur 10 : Les cantons encouragent l'amélioration continue de l'efficacité énergétique des bâtiments

Principe directeur 11 : Les cantons soutiennent de manière subsidiaire les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique des transports

Principe directeur 12 : Exemplarité des pouvoirs publics

Principe directeur 13 : Information, conseil, formation et perfectionnement

Lors de son Assemblée générale du 26 août 2016, la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie a adopté des principes directeurs pour le développement à long terme d'une politique intercantonale dans le domaine des bâtiments, la «Politique

Bâtiments 2050». Ces principes sont énumérés ci-après sous forme d'extraits, selon le chiffre VIII de la «Politique Bâtiments 2050» (source: www.endk.ch).

Politique Bâtiments 2050 – Principes directeurs

Principe directeur 1: L'EnDK vise à réduire les émissions de CO₂ dans le domaine des bâtiments à un niveau inférieur à 20 pourcent jusqu'en 2050 par rapport à celui de 1990.

Principe directeur 2: A partir de 2025 env., le MoPEC sera réactualisé, en fonction de l'évolution stratégique visée, tous les cinq à dix ans. La «carte stratégique» donne à ce sujet un cadre d'orientation. D'ici 2020, le MoPEC 2014 destiné aux nouvelles constructions sera complété, selon les possibilités, avec un module supplémentaire «Concept d'exécution simplifié», qui, après une phase de test, devrait façonner le module de base aux alentours de 2025.

Principe directeur 3: L'EnDK s'engage pour le passage à un système incitatif efficace en matière climatique et énergétique ainsi que pour la suppression à moyen terme de l'affectation partielle des taxes d'incitation.

Principe directeur 4: A partir de 2025, il n'y aura plus qu'un vaste encouragement limité au niveau national dans le domaine du bâtiment. La mise en œuvre du système incitatif et les prescriptions énergétiques en matière de construction dans le domaine des bâtiments atteindront d'ici là un niveau tel que la possibilité de ces vastes encouragements ne sera plus justifiée ou justifiée que de manière limitée. L'encouragement de projets pilotes et de démonstration pour de nouveaux produits, concepts et procédés restera toutefois possible, conjointement avec la Confédération.

Principe directeur 5: L'EnDK s'engage pour que les réglementations dans d'autres domaines politiques empêchant la mise en œuvre de la Politique Bâtiments 2050 soient adaptées ou abrogées.

Principe directeur 6: L'EnDK rejette l'ajout de compétences fédérales supplémentaires issues de réflexions de politique institutionnelle dans le domaine du bâtiment. Elle rejette également une compétence subsidiaire de la Confédération. Les prescriptions énergétiques en matière de construction seraient ainsi privées d'une légitimité cantonale démocratique.





LÉGISLATION

L'évaluation quantitative effectuée dans le cadre de l'étude «Effets des lois cantonales sur l'énergie – Analyse de l'efficacité conformément à l'art. 20 LEne, actualisation pour l'année 2012» a permis de conclure que sans les prescriptions énergétiques cantonales, les besoins en énergie finale (chaleur ambiante non comprise) des bâtiments construits ou rénovés en 2012, qui représentent respectivement une surface de référence énergétique de 7,9 et de 9,0 millions de mètres carrés, seraient d'environ 560 millions de kWh/an plus élevés. Ces économies d'énergie vont de pair avec une réduction significative des émissions de polluants atmosphériques et de CO₂. En 2012, les lois cantonales sur l'énergie ont par ailleurs généré des investissements supplémentaires de l'ordre de 1,5 milliard de francs, qui à leur tour ont eu un effet sur l'emploi estimé à environ 4500 personnes-année.¹

La législation fédérale – en particulier la loi sur l'énergie (LEne), la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEl) et la loi sur le CO₂ – prévoit de transférer aux cantons certaines compétences en matière de politique énergétique. Par exemple, une prescription importante, l'art. 9 LEne, précise les domaines dans lesquels les cantons sont tenus d'édicter des dispositions à leur niveau pour le secteur du bâtiment.

De plus, dans le cadre de la loi du 23 mars 2007 sur l'approvisionnement en électricité (LApEl), les cantons sont notamment chargés de désigner les zones de desserte, d'édicter des dispositions sur l'obligation de raccorder en dehors des zones de desserte ou des zones à bâtir, ainsi que de prendre des mesures visant à réduire les différences disproportionnées entre les tarifs d'utilisation du réseau pratiqués sur leur territoire.

ART. 9 BÂTIMENTS

- 1 Les cantons créent dans leur législation des conditions générales favorisant une utilisation économe et rationnelle de l'énergie ainsi que le recours aux énergies renouvelables.
- 2 Les cantons édictent des dispositions sur l'utilisation économe et rationnelle de l'énergie dans les bâtiments existants et à construire et soutiennent l'application de normes de consommation. Ils tiennent compte de l'état de la technique et évitent de créer des entraves techniques au commerce non justifiées.
- 3 Les cantons édictent notamment des dispositions concernant :
 - a. la part maximale d'énergies non renouvelables destinée au chauffage et à l'eau chaude ;
 - b. l'installation de chauffages électriques fixes à résistances et le remplacement de telles installations ;
 - c. la définition d'objectifs convenus avec des grands consommateurs ;
 - d. le décompte individuel des frais de chauffage et d'eau chaude pour les nouvelles constructions et les rénovations d'envergure ;
 - e. la production d'énergies renouvelables et l'efficacité énergétique : dans les bâtiments chauffés satisfaisant au moins aux normes MINERGIE ou MoPEC ou à une norme analogue, un dépassement de 20 cm au plus pour l'isolation thermique ou l'installation visant une meilleure utilisation des énergies renouvelables indigènes n'est pas pris en compte lors du calcul notamment de la hauteur du bâtiment, de la distance entre les bâtiments, de la distance à la limite, de la distance aux eaux publiques, de la distance à la route ou de la distance à la place de parc, ni dans le cadre de l'alignement des constructions.
- 4 Les cantons édictent des prescriptions uniformes sur l'indication de la consommation d'énergie des bâtiments (certificat énergétique des bâtiments). Ils peuvent décider que le certificat énergétique des bâtiments est obligatoire sur leur territoire et, le cas échéant, dans quelles circonstances.

¹ Source / informations détaillées : rapport de SuisseEnergie intitulé «Effets des lois cantonales sur l'énergie – Analyse de l'efficacité conformément à l'art. 20 LEne, actualisation pour l'année 2012»



MODÈLE DE PRESCRIPTIONS ÉNERGÉTIQUES DES CANTONS (MoPEC)

Sur le plan de la législation, le MoPEC offre depuis 1992 un catalogue de prescriptions complètes s'appliquant surtout aux bâtiments. Ces prescriptions correspondent aux exigences politiques actuelles relatives à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à la promotion accrue des énergies renouvelables. Elles permettent de concilier de manière opportune deux objectifs-clés de la politique énergétique, à savoir l'harmonisation optimale des prescriptions énergétiques et la conception sur mesure de la législation cantonale en matière d'énergie. Le MoPEC permet une combinaison élégante de ces deux objectifs.

LE MoPEC 2014 ADOPTÉ PAR L'ENDK LE 9 JANVIER 2015

Le 9 janvier 2015, l'Assemblée plénière de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) a adopté la version révisée du Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC 2014). (source : communiqué de presse publié le 14 janvier 2015 par l'EnDK, www.endk.ch.)

Dans le domaine des nouvelles constructions, le concept de «bâtiment à consommation d'énergie quasi nulle» a été introduit. L'objectif est d'appliquer un standard situé entre les exigences MINERGIE et MINERGIE P actuelles.

ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DU MoPEC 2014 DANS LES CANTONS À FIN MARS 2017

Réglementation tirée du MoPEC 2014	Introduite à fin mars 2017 dans les cantons suivants	% de la population
Production propre d'électricité dans les bâtiments à construire, art. 1.26–1.28	OW, BS*, VD*	12
Chaleur renouvelable lors du remplacement d'une installation de production de chaleur, art. 1.29–1.31	OW, BS*, BL*	6
Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB), art. 1.48	ZH, BE, UR, SZ, OW, NW, GL*, ZG*, FR, BS, BL, SH*, AR, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VD*, NE, JU	82
Etablissement d'un CECB pour certains bâtiments, module 9	ZH, FR, BS, VD*, NE, JU	36
Chauffages électriques fixes à résistance, art. 1.13–1.14	ZH, BE, UR*, OW, NW, GL*, ZG, FR, SO, BS*, BL, SH*, AR, AI*, SG*, GR, AG*, TG, TI, VD*, VS, NE, JU*	88
Obligation d'assainir les chauffages électriques équipés d'un système de distribution de chaleur hydraulique, art. 1.35/1.36	ZH*, BE*, OW, GL*, SO, BS, BL, SH, NE	43
Obligation d'assainir les chauffe-eau électriques centralisés, art. 1.37	OW, SO, BS	6
Obligation d'assainir les chauffages électriques décentralisés, module 6	ZH*, BE*, SO*, BS, BL, TG, NE	44
Exigences pour les Gros consommateurs, art. 1.44–1.46	ZH, BE, UR*, SZ, OW, NW, GL, ZG*, FR, SO, BS, BL, SH, AR, SG, GR, AG, TG*, TI, VD*, NE	84
Obligation d'équiper les bâtiments à construire de systèmes de domotique, module 5	BE, BS, VD*	24
Optimisation de l'exploitation, module 8	BE, BS, TG, VS	22
Planification énergétique cantonale, module 10, art. 10.1–10.3	ZH, BE*, GL*, ZG, FR, SO, BS, BL, SH*, AR*, SG*, AG, TG*, TI, VD*, VS, NE*, GE*	89

* Avec des différences dans la teneur des prescriptions par rapport au MoPEC 2014



Concrètement, pour un bâtiment situé sur un bien-fonds déterminé, il s'agit de réduire au maximum l'approvisionnement externe en énergie. L'énergie nécessaire doit, dans la mesure du possible, être produite sur la parcelle, voire sur ou dans le bâtiment. Par ailleurs, tous les nouveaux bâtiments devront à l'avenir couvrir une partie de leurs besoins en électricité grâce à leur production propre.

Dans le domaine des anciens bâtiments, l'objectif est de réduire progressivement les émissions de CO₂. Lors du remplacement de systèmes de chauffage fossiles, l'équivalent de 10% de l'énergie consommée jusqu'alors devra désormais soit provenir d'énergies renouvelables, soit être compensé par des mesures d'efficacité. Afin d'améliorer l'efficacité électrique dans les bâtiments, tous les chauffages centraux électriques devront en outre être remplacés dans un délai de quinze ans. Le MoPEC 2008 interdisait déjà l'installation de nouveaux chauffages électriques. En ce qui concerne les chauffe-eau électriques, l'installation de nouveaux appareils n'était autorisée, dans le cadre du MoPEC 2008, qu'à la condition qu'ils soient alimentés par d'autres sources d'énergie, telles que l'énergie solaire, en plus de l'électricité. Avec le MoPEC 2014, les chauffe-eau déjà installés qui fonctionnent exclusivement à l'électricité devront, également dans un délai de quinze ans, être combinés à d'autres sources d'énergie ou remplacés. S'agissant des

subventions, le Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB), accompagné du rapport de conseil, est désormais obligatoire dès lors que la contribution attendue dépasse les CHF 10'000.--.

Le module de base du MoPEC a été complété par d'autres modules, que les cantons peuvent mettre en œuvre en cas de besoin. L'un de ces modules porte sur l'obligation d'optimiser l'exploitation des bâtiments sans usage d'habitation qui consomment plus de 200'000 kWh d'électricité par an et ne font l'objet d'aucune convention d'objectifs pour gros consommateurs. Si ce module est mis en œuvre, les propriétaires des bâtiments en question sont alors tenus d'en optimiser les installations techniques tous les cinq ans et de documenter leurs démarches. Un deuxième module prévoit que les nouveaux bâtiments sans usage d'habitation qui présentent une surface de référence énergétique supérieure à 5000 m² doivent obligatoirement être équipés de systèmes de domotique, afin d'optimiser leur consommation d'énergie au quotidien. Un troisième module prévoit le remplacement des chauffages électriques décentralisés dans un délai de quinze ans.

MoPEC 2014 : ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE À LA FIN MARS 2017

Le tableau 1 présente l'état de l'application d'une sélection de mesures tirées du MoPEC 2014².

² Cf. tableaux en deuxième partie du présent rapport pour connaître l'état de la mise en œuvre d'autres mesures issues du MoPEC 2014.

MESURES INDIRECTES LIBREMENT CONSENTIES

Les cantons soutiennent l'exécution de la législation et la mise en œuvre des programmes d'encouragement par différentes mesures complémentaires (p. ex. classeurs d'exécution, formulaires, notices, communications sur Internet, manifestations d'information à l'intention des autorités, des responsables de l'exécution, des concepteurs et des particuliers, conseils par téléphone ou sur place, prises de position sur les dérogations, soutien aux travaux de planification énergétique des communes). A cet effet, la quasi-totalité d'entre eux dispose d'un ou de plusieurs services de conseil en matière d'énergie.

Ils collaborent entre eux dans des groupes de travail intercantonaux ou au sein de conférences régionales. Il convient de citer notamment les activités suivantes :

- l'accompagnement du Programme Bâtiments sur les plans stratégique et opérationnel
- le développement du Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB)
- l'élaboration de l'aide à l'exécution du MoPEC 2014
- la conception de brochures d'information
- l'accompagnement actif des travaux de révision des normes SIA
- l'accompagnement de l'analyse de l'efficacité des programmes cantonaux d'encouragement
- l'organisation du séminaire sur le contrôle des résultats
- l'organisation de manifestations sur différents thèmes en relation avec la mise en œuvre des mesures, la rénovation des bâtiments, la promotion du standard MINERGIE, etc.
- la participation, en collaboration avec l'OFEN, à l'élaboration de nouvelles offres de formation continue et de matériel didactique dans le domaine de l'énergie

En ce qui concerne le rôle de modèle des cantons, ceux-ci appliquent pour la plupart le standard MINERGIE ou d'autres exigences plus sévères pour leurs propres bâtiments. De nombreux cantons ont pu diminuer leur consommation d'énergie en améliorant les techniques de construction utilisées et en optimisant l'exploitation technique des bâtiments cantonaux. Par ailleurs, les cantons peuvent encore diminuer leur consommation d'énergie en se dotant de directives d'achat bien conçues pour l'acquisition de véhicules ou d'appareils – et en n'achetant effectivement plus que les meilleurs appareils.

Grâce aux rapports étroits qu'ils entretiennent avec les communes, les architectes et les concepteurs, les cantons jouent un rôle important de propagateurs pour la mise en œuvre des mesures librement consenties par les partenaires du programme SuisseEnergie. Ils soutiennent différents programmes ou organismes (notamment MINERGIE, SuisseEnergie pour les communes, Cité de l'énergie, energo, ou les réseaux d'énergies renouvelables). Ce faisant, ils font connaître divers « produits » de SuisseEnergie et les implantent sur le marché.





PROGRAMMES D'ENCOURAGEMENT

www.leprogrammebatiments.ch

www.suisseenergie.ch

Les moyens disponibles pour promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie, le recours aux énergies renouvelables et l'exploitation des rejets thermiques ont considérablement augmenté depuis l'introduction, en 2009 et 2010, de la rétribution à prix coûtant (RPC) du courant d'origine renouvelable, des appels d'offres publics pour les mesures d'efficacité dans le domaine de l'électricité et de l'affectation partielle du produit de la taxe sur le CO₂ au financement du Programme Bâtiments de la Confédération et des cantons.

COFINANCEMENT DES PROGRAMMES D'ENCOURAGEMENT CANTONAUX PAR LA CONFÉDÉRATION

Depuis l'an 2000, conformément à l'art. 15 LEne, la Confédération accorde des contributions globales aux cantons qui possèdent leurs propres programmes pour promouvoir l'utilisation économe et rationnelle de l'énergie, le recours aux énergies renouvelables ou l'exploitation des rejets thermiques. Tout canton qui souhaite bénéficier d'une contribution globale doit avoir adapté sa législation en conséquence et lancé son propre programme d'encouragement. Les montants de ces contributions sont déterminés en fonction du crédit cantonal mis à disposition ainsi que de l'efficacité du programme concerné – la base de calcul du coefficient d'efficacité étant la deuxième année précédant l'exercice sous revue. En particulier, la contribution globale allouée à un canton ne doit pas dépasser le montant du crédit annuel qu'il a approuvé pour mettre en œuvre son programme d'encouragement.

Le 12 juin 2009, les Chambres fédérales ont adopté une révision de la loi sur le CO₂ modifiant le régime de financement des programmes d'encouragement cantonaux par la Confédération. Pendant dix ans (jusqu'en 2019), un tiers du produit de la taxe sur le CO₂ (montant proposé de cette taxe : CHF 36/t CO₂ jusqu'au 31 décembre 2013, CHF 60/t CO₂ jusqu'au 31 décembre 2015 et CHF 84/t CO₂ à partir du 1^{er} janvier 2016), mais au plus CHF 300 millions par an, sera affecté au financement des mesures de réduction des émissions de CO₂ dans les bâtiments. A cet effet, la Confédération accorde aux cantons, en vertu de l'art. 34, al. 1, de la loi sur le CO₂ (version révisée du 23 décembre 2011), respectivement du Programme Bâtiments, des aides financières globales destinées :

- a. à assainir sur le plan énergétique les bâtiments chauffés, sur la base d'une convention-programme avec les cantons garantissant une mise en œuvre harmonisée (Programme Bâtiments Volet A);
- b. à promouvoir les énergies renouvelables, la récupération des rejets de chaleur et l'amélioration des installations techniques jusqu'à concurrence d'un tiers de la part annuelle affectée à ces activités du produit de la taxe dans le cadre de contributions globales conformément à l'article 15 de la loi sur l'énergie du 26 juin 1998 (Programme Bâtiments Volet B).

Le montant des aides financières globales dépend de l'efficacité des mesures et est limité jusqu'à fin 2019.

LE PROGRAMME BÂTIMENTS DE LA CONFÉDÉRATION ET DES CANTONS

Le Programme Bâtiments de la Confédération et des cantons a été réorganisé début 2017. La réorganisation touche aux compétences, à la réalisation et au financement du programme.

La distinction entre le volet A d'encouragement en faveur de la modernisation des bâtiments, géré au niveau national, et le volet B d'encouragement en faveur des énergies renouvelables, de la technique des bâtiments et de la récupération des rejets de chaleur, géré par les cantons, a été supprimée. Toutes les mesures d'encouragement incombent désormais aux cantons, qui peuvent ainsi affecter leurs subventions et leurs moyens financiers de manière plus spécifique à leur région.

Depuis 2017, les fonds affectés à partir de la taxe sur le CO₂ sont versés aux cantons par la Confédération uniquement sous forme de contributions globales. Pour obtenir une contribution globale, le canton doit entre autres disposer d'un programme d'encouragement cantonal en matière d'enveloppe du bâtiment, basé sur le Modèle d'encouragement harmonisé des cantons (ModEnHa 2015). Cette nouvelle organisation inscrite dans l'ordonnance sur le CO₂, révisée au 1^{er} janvier 2017 permettra de mettre en œuvre les recommandations du Contrôle fédéral des finances et de la délégation des finances des Chambres fédérales.

ÉTAT DU PROGRAMME BÂTIMENTS VOLET A AU 31.12.2016

Entre 2010 et 2016, ce ne sont pas moins de 99'500 requêtes qui ont été enregistrées, pour un montant total de presque CHF 1'061 millions. A fin 2016, plus de CHF 818 millions avaient été versés, pour satisfaire quelque 80'700 demandes. Les versements effectués pendant la période allant de 2010 à 2016 ont permis d'assainir, sur le plan énergétique, une surface de quelque 24'085'000 m², dont 2'398'000 m² de fenêtres, 10'745'000 m² de toitures et 8'241'000 m² de façades.

ÉTAT DU PROGRAMME BÂTIMENTS VOLET B (PROGRAMMES D'ENCOURAGEMENT CANTONAUX) – ANNÉE 2016

Au cours de l'année 2016, les programmes d'encouragement cantonaux ont versé 10% de contributions en moins par rapport à l'année précédente (2015). Avec un total de CHF 93 mio., les versements effectués en 2016 se situent, pour la première fois depuis 2008,

en dessous de CHF 100 mio., mais demeurent toutefois élevés par rapport à la période de 2001 à 2008.³

Les montants versés à titre d'encouragement en 2016 (CHF 93 millions, y c. la contribution globale de la Confédération; 2015: CHF 103 millions) ont eu les répercussions suivantes :

- Les effets énergétiques obtenus ont atteint quelque 8'000 GWh (sur toute la durée de vie des mesures);
- Des investissements supplémentaires de plus de CHF 300 millions ont été consentis dans le domaine de l'énergie;
- Les effets sur l'emploi ont été de quelque 2'800 personnes-années (en incluant les effets durables des années précédentes);
- Les émissions de CO₂ ont été réduites de quelque 1,45 million de tonnes (sur toute la durée de vie des mesures).

MODÈLE D'ENCOURAGEMENT HARMONISÉ DES CANTONS (ModEnHa)

Le 21 août 2015, l'Assemblée plénière de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) a adopté le Modèle d'encouragement harmonisé des cantons 2015⁴ (ModEnHa 2015).

Depuis 2017, le ModEnHa 2015 constitue le principal fondement à partir duquel les cantons établissent leurs programmes d'encouragement, afin de se conformer aux modifications apportées aux législations cantonale et fédérale.

Le ModEnHa tient compte des propositions de la Confédération portant sur le Programme Bâtiments dans le cadre de la Stratégie énergétique 2050, des efforts déployés au cours des dernières années et des futurs efforts à fournir de la part des cantons en matière de législation (MoPEC 2014) ainsi que des résultats de l'évaluation du Contrôle fédéral des finances du ModEnHa 2009 (CDF 2014). Depuis 2017, il s'agit de la base de référence principale en ce qui concerne les mesures d'encouragement subventionnées dans le cadre du Programme Bâtiments et cofinancées par la Confédération par le biais de l'affectation partielle des recettes de la taxe sur le CO₂. Il régit en outre les exigences relatives aux données à collecter et à la méthodologie du calcul de l'efficacité.

³ Source l'informations détaillées : rapport de SuisseEnergie intitulé «Contributions globales aux cantons selon l'art. 15 LÉne – Analyse de l'efficacité des programmes cantonaux d'encouragement – Résultats de l'enquête 2016»

⁴ Une première version de modèle d'encouragement harmonisé avait été élaborée en 2003. Celui-ci a été révisé en 2007, puis en 2009, afin de l'adapter aux modifications des conditions-cadres.





2^E PARTIE : TABLEAUX

TABLEAUX COMPARATIFS

1. POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE CANTONALE: APERÇU DES BASES LÉGALES	29
2. POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE CANTONALE: STRATÉGIE, CONCEPT ÉNERGÉTIQUE, PRINCIPE DIRECTEUR	31
3. POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE CANTONALE: PLANIFICATION ÉNERGÉTIQUE CANTONALE ET COMMUNALE	35
4. POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE CANTONALE: PLANS DIRECTEURS CANTONAUX.....	37
5. EXÉCUTION: ORGANISATION DANS LE DOMAINE DU BÂTIMENT	38
6. EXÉCUTION: SOUTIEN, ÉVALUATION DE LA QUALITÉ, PROBLÈMES.....	40
7. LÉGISLATION: ISOLATION THERMIQUE DES BÂTIMENTS EN HIVER ET EN ÉTÉ	44
8. LÉGISLATION: ISOLATION THERMIQUE DES LOCAUX FRIGORIFIQUES ET DES SERRES, ISOLATION THERMIQUE ET UTILISATION DU SOL, PRISE EN COMPTE DE L'ISOLATION THERMIQUE / DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LE CALCUL DES DISTANCES	46
9. LÉGISLATION: PRODUCTION DE CHALEUR, CHAUFFAGES ÉLECTRIQUES FIXES À RÉSISTANCE, CHAUFFE-EAU	49
10. LÉGISLATION: OBLIGATION D'ASSAINIR LES CHAUFFAGES ET CHAUFFE-EAU ÉLECTRIQUES	51
11. LÉGISLATION: DISTRIBUTION DE CHALEUR, UTILISATION DES REJETS THERMIQUES, VENTILATION, RAFRAÎCHISSEMENT, HUMIDIFICATION ET DÉSHUMIDIFICATION	52
12. LÉGISLATION: BESOINS EN ÉLECTRICITÉ POUR LES BÂTIMENTS À CONSTRUIRE, LES TRANSFORMATIONS ET LES CHANGEMENTS D'AFFECTATION; UTILISATION DES REJETS THERMIQUES DES INSTALLATIONS PRODUCTRICES D'ÉLECTRICITÉ.....	54
13. LÉGISLATION: CHAUFFAGES DE PLEIN AIR, CHAUFFAGE DES PISCINES EXTÉRIEURES À CIEL OUVERT, RÉSIDENCES SECONDAIRES ET LOGEMENTS DE VACANCES	56
14. LÉGISLATION: BESOINS DE CHALEUR DANS LES BÂTIMENTS À CONSTRUIRE, CHALEUR RENOUVELABLE LORS DU REMPLACEMENT D'UNE INSTALLATION DE PRODUCTION DE CHALEUR, PRODUCTION PROPRE DE COURANT DANS LES BÂTIMENTS À CONSTRUIRE	58
15. LÉGISLATION: CERTIFICAT ÉNERGÉTIQUE CANTONAL DES BÂTIMENTS (CECB ET CECB-PLUS).....	60
16. LÉGISLATION: OBLIGATION D'ÉQUIPER LES BÂTIMENTS À CONSTRUIRE DE SYSTÈMES DE DOMOTIQUE, OPTIMISATION DE L'EXPLOITATION, OBLIGATION D'AUTORISATION POUR LES INSTALLATIONS SOLAIRES	62
17. LÉGISLATION: DÉCOMPTE INDIVIDUEL DES FRAIS DE CHAUFFAGE ET D'EAU CHAUDE SANITAIRE.....	64
18. LÉGISLATION: GROS CONSOMMATEURS	65
19. LÉGISLATION: APPROVISIONNEMENT EN ÉLECTRICITÉ – DÉSIGNATION DES ZONES DE DESSERTE – MANDAT DE PRESTATION	67
20. LÉGISLATION: APPROVISIONNEMENT ÉLECTRIQUE – OBLIGATION DE RACCORDEMENT	69
21. LÉGISLATION: EXPLOITATION DE LA FORCE HYDRAULIQUE	71
22. LÉGISLATION: EXPLOITATION DU SOUS-SOL (GÉOTHERMIE, HYDROCARBURES, STOCKAGE)	75
23. ENCOURAGEMENT DIRECT: PROGRAMME D'ENCOURAGEMENT, BUDGET	78

24. ENCOURAGEMENT INDIRECT: CONSEIL EN ÉNERGIE, INFORMATION, FORMATION ET PERFECTIONNEMENT.....	82
25. MESURES D'ENCOURAGEMENT: AUTRES INSTRUMENTS D'ENCOURAGEMENT	85
26. COMMUNES, CITÉS DE L'ÉNERGIE	87
27. ENCOURAGEMENT DES TRANSPORTS PUBLICS, DE LA MOBILITÉ DOUCE ET DU TRAFIC EFFICACE.....	90
28. DIFFÉRENCIATION DES IMPÔTS SUR LES VÉHICULES À MOTEUR	96
29. EXEMPLARITÉ CANTONALE: PRINCIPE DE BASE, EXIGENCES MINIMALES EN MATIÈRE D'APPROVISIONNE- MENT EN CHALEUR ET CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ, OPTIMISATION DE L'EXPLOITATION	98
30. EXEMPLARITÉ CANTONALE: CHARTE ÉNERGÉTIQUE, COMPTABILITÉ ET STATISTIQUE ÉNERGÉTIQUE, PRISE EN COMPTE DES COÛTS EXTERNES, ÉNERGIE ÉLECTRIQUE, APPAREILS	102
31. EXEMPLARITÉ CANTONALE: EXIGENCES RELATIVES AUX BÂTIMENTS CANTONAUX (STANDARD BÂTIMENT), PROJETS RÉALISÉS	104
32. EXEMPLARITÉ CANTONALE: INDICES ÉNERGÉTIQUES DES BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS ET DES ÉCOLES	106
33. ORGANISATION DU SERVICE CANTONAL DE L'ÉNERGIE	107

1. Kantonale Energiepolitik: Überblick der Rechtsgrundlagen Politique énergétique cantonale : aperçu des bases légales

Kt.	Kantonale Rechtsgrundlagen z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss	Anpassungen im Berichtsjahr Erlass, Anpassung	Bemerkungen z.B. Absichten
Ct.	Bases légales cantonales par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat	Adaptations durant l'exercice sous revue Acte, adaptation	Remarques par ex. intentions
ZH	Energiegesetz (EnerG) 1983, (Rev. 1995, 2001, 2002, 2010, 2011, 2014); Planungs- und Baugesetz (PBG) 1992; Besondere Bauverordnung I (BBV I) 1981, (Rev 1996, 1999, 2002, 2005, 2009, 2013)	EnerG neuer §14a betreffend "Stromangebot aus erneuerbaren Energien", Beschluss 20.01.14, in Kraft 01.01.16	Ziele des Regierungsrats, RRZ 7.2 b für die Legislaturperiode 2015-2019: Mustervorschriften der Kantone im Energiebereich (MuKen 14) dem Kantonsrat mittels Änderung des EnerG unterbreiten
BE	741.1 Kantonales Energiegesetz (KEng) 15.05.11, in Kraft 01.01.12 741.111 Kantonale Energieverordnung (KEnV) 26.10.11, in Kraft 01.01.12 (Stand 01.09.16)	Teilrevision kantonale Energieverordnung	Anpassen des kantonalen Energiegesetzes (KEng) an die interkantonale Harmonisierung (MuKen)
LU	EnerG in Kraft seit 01.01.90. Aktuelle Version vom 01.06.13; kEnV in Kraft 01.01.91. Aktuelle Version vom 01.01.14	Keine	Gesamtrevision KEnG/EnV: Botschaft zhd. KR bis Ostern 2017; geplant: 1. Lesung im KR September, bzw. 2. Lesung Oktober 2017; in Kraft frühestens 01.03.18 möglich
UR	EnG 1999 EnR 2004 EnR 16.12.08 (in Kraft 01.04.09)		Momentan keine Aktivitäten bei der Umsetzung der MuKen 2014 in die kt. Gesetzgebung, da das Parlament (Landrat) am 13.04.16 nicht auf die Vorlage eingetreten ist
SZ	Energiegesetz 16.09.09 (SRSZ 420.100), in Kraft 01.04.10; Energieverordnung 16.02.10 (SRSZ 420.111), in Kraft 01.04.10		Die Teilrevision des Energiegesetzes wurde aus dem Gesetzgebungsprogramm 2017-2018 gestrichen
OW	Baugesetz vom 12.06.94 Regierungsratsbeschluss 472 vom 07.04.09 (Förderprogramm), Ausführungsbestimmungen über die Energieverwendung im Gebäudebereich vom 17.05.11		Regierungsratsbeschluss 313 vom 07.02.17 zu den neuen Ausführungsbestimmungen über die Energieverwendung im Gebäudebereich (GDB 710.112) und zur Einführung der MuKen 2014 per 01.01.18
NW	kEnG 16.12.09; kEnV 20.04.10. RRB 20.12.16		
GL	An der Landsgemeinde 09 wurde ein neues Energiegesetz genehmigt. Die Verordnung am 23.09.09 durch den Landrat und die Vollzugsverordnung am 17.11.09 vom Regierungsrat beschlossen	Anpassung Gesetz, Übergangsbestimmung zur Abgabepflicht für die thermische Nutzung von Grundwasser	Revision der Energiegesetzgebung und der Verordnung auf Grund der MuKen 2014. Übernahme des Basis-Moduls und weiterer Module
ZG	Energiegesetz (EnG) 01.07.04 (Stand 13.06.15); Verordnung zum Energiegesetz (VEnG) 12.07.05 (Stand 01.07.12)	Mehrjähriges Anschlussprogramm "KRB Energiebeiträge II" über 10 Mio. verabschiedet. Die Beiträge wurden auf maximal 20 % (bisher ein Drittel) der Kosten begrenzt	Kantonales Förderprogramm läuft voraussichtlich im 2017 aus, da der Kredit aufgebraucht sein wird
FR	LEn 00, REn 01, LAEE 03, RAEE du 25.11.14, Loi du 12.05.11 instituant un Fonds cantonal de l'énergie, OEn06, OEn 07, OEn 10, OEn 11, OEn 16	Modification en date du 31.10.16 du REn 01. Entrée en vigueur 01.01.17	Modification de la LEn 00 et du REn pour introduction MoPEC 2014. Planification 2017-2018
SO	Energiegesetz EnGSO 03.03.91; Verordnung zum Energiegesetz (EnVSO) 23.08.10; Verordnung zum EnG über Staatsbeiträge (EnGVB) 25.09.12		Teilrevision Energiegesetz in Arbeit
BS	EnG 98, VEnG 2010, IWB-Gesetz 09	VEnG in Kraft 24.06.12	Rev. EnG vom Parlament verabschiedet am 16.11.16, in Kraft inkl. rev. Energieverordnung am 01.10.17, siehe auch Abschnitt 2
BL	Energiegesetz (EnG BL) 16.06.16; Dekret zum Energiegesetz 26.01.17; Energieverordnung (EnV BL) 20.12.16; Verordnung über Förderbeiträge 15.12.09	EnG BL; Dekret zum EnG BL; EnV BL; Verordnung über Förderbeiträge	
SH	Baugesetz 700.100 vom 01.12.97, Stand 01.01.12 Energiehaushaltsverordnung 700.401 vom 15.02.05, Stand 01.01.11	Keine	Revision Baugesetz (1. Massnahmenpaket zur Umsetzung der kantonalen Energiestrategie) wurde vom Stimmvolk am 08.03.15 abgelehnt. Als Folge davon "Marschhalt" für energiepolitische Vorlagen des Regierungsrats bis Ende Legislatur (Ende 2016)
AR	kEnG 24.09.01, bGS 750.1, in Kraft 01.01.12; kEnV 18.12.01, bGS 750.11, in Kraft 01.01.12	kEnG und kEnV in Kraft 01.01.12 Anpassung an MuKen 2008	Interkantonale Vereinbarung seit 01.01.07 im Raum OCH (ZH, SG, AR, GL, SZ) bezüglich „Private Kontrolle“; zusätzlich seit 01.01.12 „Private Kontrolle“ für den Fachbereich Beleuchtung

1. Kantonale Energiepolitik: Überblick der Rechtsgrundlagen Politique énergétique cantonale : aperçu des bases légales

Kt.	Kantonale Rechtsgrundlagen z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss	Anpassungen im Berichtsjahr Erlass, Anpassung	Bemerkungen z.B. Absichten
Ct.	Bases légales cantonales par ex. loi, ordonnance, arrêté du Conseil d'Etat	Adaptations durant l'exercice sous revue Acte, adaptation	Remarques par ex. intentions
AI	EnerG 01, EnergV 02	In Kraft 01.01.2010	
SG	Energiegesetz 2000 EnG, In kraft 01.07.01; Verordnung zum Energiegesetz 2001 EnV, in Kraft 01.07.01, Verordnung über Förderungsbeiträge nach dem Energiegesetz 2012, EnFöV, in Kraft 01.11.12		Überführung der MuKEN 2014 in kantonales Recht in Vorbereitung, Vollzugsbeginn des überarbeiteten Energiegesetzes geplant für 01.01.20
GR	Energiegesetz, BEG 820.200, in Kraft 01.01.11; Energieverordnung, BEV 820.210 (Teilrevision), in Kraft 01.01.17	Anpassung BEV: Bereich Förderung an HFM 2015 angepasst	Es ist geplant, die MuKEN 2014 bis Anfang 2019 ins kantonale Recht zu überführen. Im 2017 soll die Vernehmlassung erfolgen
AG	EnergieG 17.01.12, EnergieV 04.07.12 (Stand 30.06.13)	Keine	
TG	Energienutzungsgesetz 731.1 vom 10.03.04, (Stand 01.01.17); Verordnung zum Energienutzungsgesetz 731.11 vom 09.11.10 (Stand 29.10.11)	Energienutzungsgesetz 731.1: § 2a (neu) Vorbildfunktion EVU, § 15 Abs. 2 (Anpassung) Nutzungsplanung bei Fernwärmeversorgungen	Ab 01.01.18 Vorgabe für alle EVU: Standardstrommix 100 % erneuerbar, vorzugsweise aus Schweizer Produktion
TI	Legge cantonale energia (LCEn) 08.02.94; legge edilizia cantonale (LE) 13.03.91. RUEn 16.09.08, DL 17.03.11 e DE 06.04.16 per incentivi, RFER del 19.04.14	DE 06.04.16, modifica 21.12.16 (integrazione Programma Edifici negli incentivi cantonali), RUEn modifica 10.11.16	Creazione basi legali per l'applicazione del MoPEC 2014
VD	Loi cantonale sur l'énergie 06 (LVLEne, 01.09.06) ; Loi vaudoise sur le secteur électrique (LSecEl, 01.10.09) ; Loi sur l'utilisation des lacs et cours d'eau (LLC, 12.09.44) Divers règlements spécifiques	Publication du Règlement sur le certificat énergétique des bâtiments (R-CECB, 24.09.16). Entrée en vigueur au 01.01.17	Une adaptation partielle de la loi sur l'énergie (LVLEne) afin de l'adapter aux évolutions de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC) est prévue pour 2017
VS	Len 04 Ord. Utilisation rationnelle de l'énergie dans les constructions et les installations, OURE 2011 ; Ord. Mesures de promotion énergétiques, OPromEn 04		LEn entrée en vigueur 15.01.04 Nouvelle OURE entrée en vigueur 01.03.11 OPromEn entrée en vigueur 05.11.04, modifiée 01.02.08, 01.01.10, 01.01.12, 01.12.12
NE	Loi cantonale sur l'énergie (LCEn) du 18.06.01, état au 01.01.15. Règlement d'exécution de la loi cantonale sur l'énergie (RELCEn) 19.11.02, état au 01.01.17	RELCEn: modification du 21.09.16 concernant les gros consommateurs. ASUBEn: entrée en vigueur de l'arrêté relatif aux subventions dans le domaine de l'énergie du 05.12.16	
GE	Len 86 (L 2 30), REn 03 (L 2 30.01), LCI, RCI, LSIG		L'office a été réorganisé avec deux directions en 2016, une direction des opérations d'efficiency énergétique et une direction de la planification énergétique. La première administre les subventions
JU	Loi sur l'énergie LEN 24.11.88 ; Ordonnance sur l'énergie OEN 24.08.93	Rédaction d'une nouvelle ordonnance portant application de la loi cantonale sur l'énergie révisée, adoptée par le Parlement en 2015. Entrée en vigueur des nouvelles dispositions prévues le 01.07.17	Les réponses ci-dessous tiennent compte des bases légales en vigueur jusqu'au 30.06.17
FL	Energieeffizienzgesetz und Bauvorschriften gemäss Energieverordnung zum Baugesetz sowie Energieausweisgesetz		

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, principe directeur

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2017 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO ₂ -Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.2017 für die Legislatur 2018-2021	z.B. Absichten
Ct.	Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou du principe directeur	Objectif visé avec délais	Date d'adoption, validité	Remarques
	par ex. Stratégie énergétique 2017 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. Société à 2000 watts d'ici 2050, société à 1 tonne de CO ₂ , objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.17 pour la législature 2018-2021	par ex. intentions
ZH	Energieplanungsbericht 2013 (Bericht des Regierungsrates an den Kantonsrat betr. alle Energiethemen), Vision Energie 2050	2.2 t CO ₂ bis 2050 (gemäss Energieplanungsbericht) und Energiegesetz § 1d	Energieplanungsbericht 2013 vom RR beschlossen. Ziele in Richtlinien der Regierungspolitik 2015-2019 enthalten	Nächster Energieplanungsbericht 2017 (muss gemäss Energiegesetz alle 4 Jahre erstellt werden) wird auf neue Energiepolitik des Bundesrates eingehen
BE	Energiestrategie 06 (mit 7 Bereichszielen) und Wasserstrategie, Teilstrategie Wassernutzung	Vision 2000-W-Gesellschaft; 4000-W-Gesellschaft bis 2035 bei 1 t/CO ₂ pro Kopf; mit 4-Jahres-Massnahmenplänen	Beschluss Regierungsrat vom 05.07.06	Kleine Anpassung der Strategie per 2016
LU	Planungsbericht Energie 06, Beschluss KR 05.12.06; Verdoppelung ern. Energie bis 2030, Energiegesetz 01.01.90	2000-W-Gesellschaft in der Phase 2050 bis 2080 gemäss Planungsbericht, Verdoppelung Anteil erneuerbarer Energie am Gesamtenergieverbrauch bis 2030	Planungsbericht Energie 06, Beschluss des Kantonsrates 05.12.06; Energiekonzept 2013-2016, RRB Nr. 804 vom 02.07.13	Erarbeitung Energiekonzept 2017ff nach Inkraftsetzung des neuen Energiegesetzes
UR	Gesamtenergiestrategie Uri vom 30.09.08 Themen: Energienutzung, Erneuerbare Energien, Wasserkraft, Stromversorgung	2000-W-Gesellschaft mit klimaneutraler Energiegewinnung Marktgerechte Entschädigung der Wasserkraft	Gesamtenergiestrategie verabschiedet am 30.09.08; Aktualisierung verabschiedet am 15.10.13	Meilensteine bis 2020 - 4000-W-Gesellschaft - Anteil Erneuerbare Energien von 5% auf 25% - Erhöhung Stromproduktion aus Wasserkraft um 10% - Steigerung finanz.Ertrag aus Wasserkraft mind. 25%
SZ	Energiestrategie 2013-2020	Orientiert sich für den Zeitraum nach 2020 an den Energiezielen des Bundes	Verabschiedet durch Regierungsrat 03.12.13	
OW	Energiekonzept seit 09 in Umsetzung (Bestandesaufnahme, Potentiale, Ziele, Massnahmen)	Ziele bis 2020: - -20% Verbrauch foss. En. in Gebäuden + Infrastruktur ggü. 1990; - -5% foss. En. im Verkehr ggü. 2000; - +10% Prod. ern. En.; - max. 2% Stromzuwachs; - -2% Energieverbrauch kant. Gebäude	Regierungsrat 17.03.09 Kantonsrat 30.04.09	Die Eignerstrategie des Elektrizitätswerkes Obwalden soll gestartet werden
NW	Kein			
GL	Vision 2000-W-Gesellschaft im kantonalen Energiekonzept festgelegt	Reduktion Gesamtenergieverbrauch (inkl. Verkehr) bis 2020 um 20%	Genehmigt vom Regierungsrat 14.08.12	Überarbeitung Energiekonzept (Zwischenstand) 2017

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, principe directeur

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2017 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO2-Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.2017 für die Legislatur 2018-2021	z.B. Absichten
Ct.	Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou du principe directeur	Objectif visé avec délais	Date d'adoption, validité	Remarques
	par ex. Stratégie énergétique 2017 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. Société à 2000 watts d'ici 2050, société à 1 tonne de CO2, objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.17 pour la législature 2018-2021	par ex. intentions
ZG	Energie im Kanton Zug - Leitbild, Leitsätze, Massnahmen	Versorgungssicherheit; Ausbau der erneuerbaren Energien; Energiebedarf muss sinken; die 2000-W-Gesellschaft ist Ziel und der Weg dazu mit verhältnismässigen Massnahmen zu ebenen	Leitbild vom Regierungsrat beschlossen am 21.06.11	Periodische Überprüfung, im Gange
FR	Nouvelle stratégie énergétique depuis 2010. Concerne notamment le domaine du bâtiment (utilisation rationnelle de l'énergie) et la production d'énergie au moyen des énergies renouvelables	Objectif de la politique énergétique du canton : atteindre la société à 4000 watts d'ici 2030	Rapport n°160 du Conseil d'Etat présenté en novembre 09 au Grand Conseil	Rapport n° 160 du Conseil d'Etat
SO	Energiekonzept Kanton SO 2014	Vision: 2000 Watt bis 2050, Ziele: Zubau lokale Stromproduktion, Reduktion Fossile (Gebäude), Stabilisierung Stromverbrauch, Reduktion Energieverbrauch Mobilität	RRB 2014/1110 in Kraft gesetzt, Monitoring Bericht alle 4 Jahre, erstmals Q1 2017	
BS	Effiziente Energienutzung, die langfristig zu mind. 90% auf erneuerbarer Energie beruht	a) Reduktion CO2-Ausstoss auf max. 1 to pro EinwohnerIn bis 2050 b) Fernwärmeproduktion zu mind. 80% CO2-frei bis 2020	Verabschiedet am 16.11.16, gültig ab 01.10.17	
BL	Energiestrategie des Regierungsrates vom 18.12.12 für die Energiepolitik des Kantons Basel-Landschaft (Themen: Ziele, Gebäude, Stromversorgung, erneuerbare Energien, Versorgungssicherheit)	Energiestrategie: Neubaustandard MINERGIE-P bis 2030; bestehende Bauten 2000 Watt tauglich bis 2050; weitere Massnahmen im Sinne der Energiestrategie 2050 des Bundes	18.12.12	
SH	Leitlinien und Massnahmen der kantonalen Energiepolitik 2008-2017	Bis im Jahr 2017 sollen folgende Ziele erreicht werden: - Fossile Energie: → in Gebäuden -20% → Verkehr -5% - Verbrauch Elektrizität max +5% - Erneuerbare Wärme + 10% - Erneuerbarer Strom + 2%	06.05.08 Umsetzung im Zeitraum 2008-2017	Controlling über die Periode 2008 - 2016 sowie Update der Leitlinien und Massnahmen der kantonalen Energiepolitik für 2017-2018 vorgesehen
AR	Energiekonzept 2008-2015 vom KR genehmigt am 15.09.08	Eine Tonne CO2 pro Person und 2000-W-Gesellschaft bis 2100	2008 bis 2015 Regierungsrat erlassen am 12.08.08, genehmigt Kantonsrat am 15.09.08	Revidiertes Energiekonzept ist bis 10.02.17 in der Vernehmlassung
AI				

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, principe directeur

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2017 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO2-Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.2017 für die Legislatur 2018-2021	z.B. Absichten
Ct.	Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou du principe directeur	Objectif visé avec délais	Date d'adoption, validité	Remarques
	par ex. Stratégie énergétique 2017 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. Société à 2000 watts d'ici 2050, société à 1 tonne de CO2, objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.17 pour la législature 2018-2021	par ex. intentions
SG	Energiekonzept Kanton St.Gallen, Schwerpunkte: Energieeffizienz im Gebäude, Erneuerbare Energie, Stromeffizienz, Vorbildfunktion, Information und Bildung	2000-W-Gesellschaft (etwa 2100); Ziele 2020: - Gesamtenergieeffizienz +20% - CO2-Emissionen -20% (im Vergleich zu 1990) - erneuerbare Energie: 20% am Gesamtenergieverbrauch	Verabschiedung durch die Regierung am 17.04.13; vom Kantonsrat zur Kenntnis genommen: 17.09.13	Umsetzung des Energiekonzepts bzgl. Massnahmen auf Kurs. Ziele wurden mit Zielen der umliegenden Länder (20/20/20) angepasst. Das Energiekonzept wurde um den Teilbereich Strom ergänzt
GR	Effiziente und nachhaltige Energienutzung; Wirtschaftliche und umweltschonende Energieversorgung; Substitution von fossilen Energieträgern; Verstärkte Nutzung einheim. und erneuerbarer Energie	2000-Watt- und 1-Tonne-CO2-Gesellschaft 2035: - 80% Reduktion foss. En. bei Neubauten - 25% Reduktion foss. En. bei Wohnbauten - 40% Substitution mit ern. Energie bei Wohnbauten	Siehe BEG, Art. 3 : Bündner Energiegesetz	Stromproduktion aus Wasserkraft und neuen erneuerbaren Energien erhöhen. Förderprogramm verstärken und erweitern. Energiegesetz und -verordnung in Abstimmung mit den MuKE anpassen
AG	Strategie Kanton Aargau, energieAARGAU	Senkung durchschn. Verbrauch Endenergie, Referenz 2000: - 16% (2020) bzw. 43% (2035); - Strom 3% (2020) bzw. 13% (2035); - Stromproduktion erneuerbar min. 340 GWh (2020) bzw. 1'130 GWh (2035)	Beschluss durch den Grosse Rat vom 02.06.15	
TG	"1) Konzept zur verstärkten Förderung erneuerbarer Energien und der Energieeffizienz (2006 - 2015); 2) Konzept für einen Thurgauer Strommix ohne Kernergie (2013)	Bis im Jahr 2015 sollen folgende Ziele erreicht werden: - Foss. En. in Gebäuden -15%, - Verkehr -5% - Verbrauch Elektrizität max +5% - Erneuerbare Wärme + 4.5%, - Erneuerbarer Strom + 1.5% Bis 2020: Kernenergie im Strommix max. 65%	1) 06.03.07 Umsetzung im Zeitraum 2006 bis 2015 2) 19.11.13	Vision: 2000-W-Gesellschaft im Jahr 2050-2080
TI	Linee direttive cantonali del canton Ticino 2015-2019. Scheda V3 del piano direttore cantonale. Scheda IS7 Piano risanamento dell'aria. Piano energetico cantonale PEC	Società a 4000 W, obiettivi di SvizzeraEnergia, obiettivi PEC (-30% consumi edifici, -35% apparecchi el. e illuminazione, -20% nei processi industriali, -33% settore commercio e servizi) entro il 2050	PEC: Piano d'azione approvato dal CdS il 09.04.13 e dal GC il 05.11.14	
VD	Conception cantonale de l'énergie CoCEn 2011. Programme de législature 2012-2017 (action contre le réchauffement climatique, promotion des énergies renouvelables et transports publics,...)	Emissions de CO2: 1,5 million de tonnes par an en 2050 (3,5 en 2004 ; 2,7 en 2017 ; 2,3 en 2025). Energies renouvelables: part de 30% en 2050 (6,1% en 2004 ; 17,5% en 2020 ; 25% en 2035)	Programme de législature 2012-2017 adopté par le Conseil d'Etat (12.10.12) Conception cantonale de l'énergie révisée et adoptée par le Conseil d'Etat (01.06.11)	Réalisation d'un état des lieux de la politique énergétique cantonale devant servir de base à la révision de la CoCEn et au prochain programme de législature (2017-2022)

2. Kantonale Energiepolitik: Strategie, Energiekonzept, Leitbild Politique énergétique cantonale: stratégie, concept énergétique, principe directeur

Kt.	Titel/Hauptthema der Strategie, des Energiekonzepts oder des Leitbildes	Zielsetzung mit Fristen	Verabschiedungsdatum Gültigkeit	Bemerkungen
	z.B. Energiestrategie 2017 Kanton xy (Themen: Gebäude, Wasserkraft, Energieversorgung)	z.B. 2000-Watt-Gesellschaft bis 2050, 1-Tonnen-CO2-Gesellschaft, EnergieSchweiz-Ziele	z.B. Verabschiedet durch Regierungsrat am 01.03.2017 für die Legislatur 2018-2021	z.B. Absichten
Ct.	Titre/Thème principal de la stratégie, du concept énergétique ou du principe directeur	Objectif visé avec délais	Date d'adoption, validité	Remarques
	par ex. Stratégie énergétique 2017 du canton xy (thèmes: bâtiments, force hydraulique, approvis. énergétique)	par ex. Société à 2000 watts d'ici 2050, société à 1 tonne de CO2, objectifs de SuisseEnergie	par ex. adopté par le Conseil d'Etat le 01.03.17 pour la législature 2018-2021	par ex. intentions
VS	Stratégie "Efficacité et approvisionnement en énergie" 2013, Stratégie sectorielle "Energie éolienne" 2013, stratégie sectorielle "Energie photovoltaïque" 2013. Stratégie forces hydrauliques 2011	2010 – 2020 : - én. foss. -18,5% - Stabiliser consommation électrique au niveau 2010 - Production énergies renouvelables + 1'400 GWh - Augmenter l'appartenance dans chaîne de valeur énergétique	Adopté par le Conseil d'Etat le 10.01.13. Objectifs pour 2020 par rapport à 2010.	
NE	Nouvelle Conception directrice de l'énergie 2015 proposée par le Conseil d'Etat et traitée en Commission énergie du Grand Conseil (adoption en 2017)	Tendre vers la Société à 2000 watts à l'horizon 2050. Objectifs de réduction de consommation et d'augmentation de production d'énergies renouvelables pour 2025 et 2035	Validé le 24.01.17	
GE	La Conception Générale de l'énergie (CGE2013) adoptée par le Grand Conseil le 17.09.15. La Feuille de route du département DALE adoptée en janvier 2015	Le CGE2013 vise la société à 2000 watts sans nucléaire. Objectif de baisse consommation thermique 13% pour 2018 par personne. Plan directeur en cours d'élaboration	Le plan directeur de l'énergie 2016-2023 est en cours d'élaboration	
JU	La conception cantonale de l'énergie (CCE) repose sur la sortie du nucléaire et une autonomie énergétique maximale.	La CCE vise à atteindre une société à 3500 watts en 2035. A cet horizon, l'autonomie énergétique du Canton visée est de 65% pour l'électricité et pour la chaleur	La CCE a été adoptée par le Gouvernement en 2015. Elle sera révisée périodiquement	L'obligation pour le Gouvernement d'établir une conception cantonale de l'énergie est intégrée dans la loi révisée
FL	Energiestrategie 2020	Erhöhung der Energieeffizienz um 20% zur Verbrauchsstabilisierung, 20% erneuerbare, einheimische Energieträger. Reduktion des CO2-Ausstosses um 20% gegenüber dem Jahr 1990	2012 und Halbzeitbericht Frühjahr 2017	

3. Kantonale Energiepolitik: Kantonale und kommunale Energieplanung

Politique énergétique cantonale: planification énergétique cantonale et communale

Kt.	Kantonale Energieplanung gemäss MuKE n 2014-Modul 10 Art. 10.1-10.3	Kommunale Energieplanung gemäss MuKE n 2014-Modul 10 Art. 10.4	Erarbeitete Energierichtpläne (kantonal, regional, kommunal)	Bemerkungen
			z.B. Energierichtplan Kanton xy 2017, Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 2014
Ct.	Planification énergétique cantonale selon Module 10, art. 10.1-10.3 MoPEC 2014	Planification énergétique communale selon Module 10, art. 10.4 MoPEC 2014	Plans directeurs énergétiques établis (cantonal, régional, communal)	Remarques
			par ex. Plan directeur énergétique du canton xy 2017, des communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kant. Energieplan (2013), kant. Teilrichtplan Versorgung, Bereich Energie, regionale Versorgungspläne in Revision, kommunale Energieplanung in 70 Gemeinden (75% der Bevölkerung)	
BE	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kantonaler Richtplan Wind 2013 (Überarbeitung 2016) 37 Gemeinden haben einen genehmigten Richtplan Energie; 1 überregionaler Richtplan Energie, 3 reg. RP Windenergie	
LU	Nein	Nein	Behördenverbindlicher Teilrichtplan Wärme für die Gebiete Luzern Nord und Ost in Kraft (Juli 2015). Energierichtplan (ERP) Stadt Luzern vom 17.12.15. Komm. EP Emmen 2016	Kommunale Energieplanung Ebikon, Kriens, Root (in Arbeit); Regionale Energieplanung Regio Zofingen (in Kooperation mit Kt. AG/Gde. Zofingen)
UR	Nein	Nein		Schutz- und Nutzungskonzept Uri für Erneuerbare Energien durch die Gewässerhoheitsträger verabschiedet (Korporation Uri, Korporation Ursern, Landrat Uri)
SZ	Nein	Nein	Teilrichtpläne Wärme für Küssnacht und Freienbach wurden als behördenverbindlich genehmigt	
OW	Nein	Nein		
NW	Nein	Nein		Bezgl. MuKE n ist vorgesehen, nur das Basismodul in das kant. Gesetz/Verordnung zu übernehmen per 01.01.19
GL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Die drei Gemeinden des Kantons Glarus sind nach Möglichkeit in den nächsten Jahren Energiestädte, d.h. der Kt. Glarus wird Energiekanton	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Überarbeitung im Gange	Die konkrete Umsetzung der MuKE n 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Thème "énergie" du plan directeur cantonal en cours d'élaboration. Plan sectoriel de l'énergie validé en 2002, en cours de révision. Planification énergétique obligatoire pour les communes	Plan sectoriel de l'énergie validé en 2002, en cours de révision. Planification énergétique obligatoire pour les communes
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Kommunale Energieplanung: Zuchwil, Solothurn, Biberist; Regionale Energieplanung: Repla Grenchen-Büren, Region Thal	Keine Verpflichtungen aus der Energieplanung festgelegt
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Bislang keine	Gültig ab Inkraftsetzung (01.10.17)
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Noch keine, da erst seit 01.01.17 in Kraft	
SH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Stadt Schaffhausen und Thayngen mit Energierichtplan; Kantonaler Richtplan 2015	Gesamtrevision Kantonaler Richtplan durch Kantonsrat am 08.09.14 verabschiedet, Genehmigung durch den Bundesrat erfolgte im Oktober 2015. Positivplanung Windenergie (potenzielle Standorte für Gross- und Kleinwindanlagen) als Teil dieser Gesamtrevision

3. Kantonale Energiepolitik: Kantonale und kommunale Energieplanung

Politique énergétique cantonale: planification énergétique cantonale et communale

Kt.	Kantonale Energieplanung gemäss MuKE 2014-Modul 10 Art. 10.1-10.3	Kommunale Energieplanung gemäss MuKE 2014-Modul 10 Art. 10.4	Erarbeitete Energierichtpläne (kantonal, regional, kommunal)	Bemerkungen
			z.B. Energierichtplan Kanton xy 2017, Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 2014
Ct.	Planification énergétique cantonale selon Module 10, art. 10.1-10.3 MoPEC 2014	Planification énergétique communale selon Module 10, art. 10.4 MoPEC 2014	Plans directeurs énergétiques établis (cantonal, régional, communal)	Remarques
			par ex. Plan directeur énergétique du canton xy 2017, des communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
AR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		
AI	Nein	Nein	Kantonaler Richtplan Energie genehmigt durch Bundesrat 04.09.15	
SG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Mehrere Gemeinden erarbeiteten kommunale Energiekonzepte, einige erlassen behördenverbindliche kommunale Energieplanungen	Das EnG verlangt vom Kanton ein Energiekonzept inkl. Erfolgskontrolle; von Gemeinden mit mehr als 7000 Einwohnern ein kommunales Energiekonzept, dieses kann auch regional erstellt werden
GR	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Arbeitshilfe Energiekonzept für Gemeinden des Kantons Graubünden (Oktober 2011) Arbeitshilfe Richtplanung Energie für Gemeinden des Kantons Graubünden (November 2009)	Die Gemeinden sind autonom im Energie- und Baubereich
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine detaillierte Kenntnisse über kommunale Energieplanungen	Die Verpflichtung von Gemeinden zur Durchführung einer Energieplanung ist nicht vorgesehen. Sie können in Nutzungsplänen strengere energetische Anforderungen formulieren
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Steckborn	Nicht in Energiegesetzgebung enthalten: Art. 10.1 Abs1 bis 3; Art 10.2 Abs. 1 bis 3; Art. 10.3 Abs1 bis 2
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	No	Scheda V3 Energia del Piano Direttore cantonale. Piano energetico cantonale (PEC) approvato dal Consiglio di Stato il 09.04.13 e dal Gran Consiglio il 05.11.14	
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Conception cantonale de l'énergie CoCEn 2011. Plan directeur cantonal: fiche 51 relative aux énergies renouvelables et à l'énergie éolienne. Environ 10 communes ont réalisé une planification énergétique	Un guide de planification énergétique territoriale à l'intention des communes a été publié en 2016 en collaboration avec le service en charge de l'aménagement du territoire (SDT)
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Fiche G.2/2 "Approvisionnement en énergie" du plan directeur cantonal	Tout le plan directeur cantonal est en révision. Un cadastre thermique pour le canton du Valais est en élaboration
NE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Uniquement certaines communes ont établi leur plan communal de l'énergie	Le plan cantonal de l'énergie est en travail depuis plusieurs années
GE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	La planification énergétique territoriale est inscrite dans la loi et prend en compte l'énergie dans les projets d'infrastructures énergétiques à l'échelle des communes et des quartiers	La planification énergétique territoriale est un outil majeur de politique énergétique. Un plan directeur des énergies de réseau est en cours d'élaboration, adoption planifiée fin 2017
JU	Non	Non	La planification énergétique cantonale est réalisée sous la forme d'une Conception cantonale de l'énergie (CCE)	Les nouvelles bases légales sont basées sur le MoPEC 2014, avec quelques particularités
FL	Nein	Nein		

4. Kantonale Energiepolitik: Kantonale Richtpläne Politique énergétique cantonale: plans directeurs cantonaux

Kt.	Wurden die erschliessbaren Potentiale an erneuerbaren Energien festgelegt und mit dem Natur-, Landschafts- und Ortsbildschutz sowie der Denkmalpflege und der Fischerei im kantonalen Richtplan gem. Positionspapier EnDK vom 2.9.2011 abgestimmt?	Wurden bestehende und neu notwendige Energieversorgungsnetze (Strom, Gas und Fernwärme) mit anderen räumlichen Interessen im kantonalen Richtplan gem. Positionspapier EnDK vom 2.9.2011 festgelegt und abgestimmt?	Bemerkungen
Ct.	A-t-on identifié les potentiels de développement des énergies renouvelables encore exploitables, après avoir pesé les intérêts entre les questions énergétiques et les aspects de protection de la nature, du paysage, des sites, des monuments historiques et de la pêche, dans le plan directeur cantonal, conf. à la prise de position de l'EnDK du 2 sept. 2011?	A-t-on défini dans le plan directeur cantonal, conf. à la prise de position de l'EnDK du 2 sept. 2011, les réseaux existants et à construire pour assurer la distribution d'énergie (électricité, gaz et chaleur à distance) après avoir pesé les intérêts avec les autres utilisateurs de l'espace?	Remarques
			z.B. Absichten, Abweichungen zum Positionspapier der EnDK
			par ex. intentions, divergences par rapport à la prise de position de l'EnDK
ZH	Ja	Ja	
BE	Ja	Teilweise	
LU	Nein	Teilweise	Die Festlegung der Potentiale (insb. der Windenergie) wurde an die regionalen Entwicklungsträger delegiert
UR	Ja	Nein	Schutz- und Nutzungskonzept für erneuerbare Energien wurde im kantonalen Richtplan festgeschrieben, Richtplan wurde vom Landrat verabschiedet
SZ	Nein	Nein	
OW	Nein	Nein	
NW	Nein	Nein	
GL	Teilweise	Teilweise	
ZG	Ja	Ja	
FR	Oui	Oui	Planification en cours, phase de consultation
SO	Ja	Teilweise	
BS	In Vorbereitung	In Vorbereitung	Gültig ab Inkraftsetzung (01.10.17)
BL	Teilweise	Nein	
SH	Ja	Ja	
AR	In Vorbereitung	In Vorbereitung	
AI	Nein	Nein	
SG	Teilweise	Nein	Meldepflicht für Solaranlagen wurde eingeführt; Anlagen auf Kulturdenkmälern benötigen Bewilligung
GR	Nein	Nein	
AG	Teilweise	Nein	5 Standorte für Windenergie und die Nutzung von Wasserkraft in Bächen und Flüssen im Richtplan festgelegt
TG	Ja	Ja	Stromleitungen und Gas im gültigen Richtplan; Fernwärme, Biogas und Wind in Teilrevision (Stadium Vernehmlassung)
TI	Oui	Oui	In preparazione: definizione di accordi di obiettivi con i grandi consumatori
VD	Partiellement	En préparation	Des cadastres du potentiel des énergies renouvelables du Canton sont en cours de préparation et devraient être publiés en 2017
VS	Partiellement	Non	Une stratégie sectorielle "gaz" a été élaborée qui permettra de guider le développement des réseaux gaz et CAD
NE	Oui	Non	
GE	En préparation	En préparation	Un cadastre des potentiels solaires des toitures est mis à disposition du public. Un cadastre des potentiels géothermiques est en cours
JU	Partiellement	Partiellement	Le plan directeur est en cours de révision, en particulier pour les fiches qui concernent la force hydraulique et l'énergie éolienne
FL	Nein	Nein	

5. Vollzug: Organisation Gebäudebereich Exécution: organisation dans le domaine du bâtiment

Kt.	Vollzugsbehörde Gebäudebereich	Projektnachweis gemäss Art. 1.52 MuKE n 2014	Übertragung von Vollzugsaufgaben an Private gemäss Art. 1.53 MuKE n 2014	Prüfstelle Projektnachweis im Zusammenhang mit Art. 1.52/1.53 MuKE n 2014	Ausführungs- bestätigung gemäss MuKE n 2014-Modul 7	Bemerkungen
						z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 2014
Ct.	Autorité d'exécution dans le domaine du bâtiment	Justificatif selon art. 1.52 MoPEC 2014	Transfert de tâches d'exécution à des personnes ou organismes privés selon art. 1.53 MoPEC 2014	Organe de contrôle pour justificatif en rapport avec les art. 1.52/1.53 MoPEC 2014	Attestation d'exécution selon Module 7 MoPEC 2014	Remarques
						par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
ZH	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BE	Kanton und Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kommunal verschieden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
LU	Gemeinden	Nein	Nein	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Nein	
UR	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Nein	Abweichung: Minergie-Label nicht explizit aufgeführt
SZ	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ab 01.07.10 ist zusätzlich die private Kontrolle (Private im Auftrag der Bauherrschaft) zugelassen
OW	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
NW	Kanton	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Kommunal verschieden	Nein	Umsetzung MuKE n 2014 geplant auf 01.01.19
GL	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die konkrete Umsetzung der MuKE n 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden.
FR	Canton	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Variable selon les communes	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
SO	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Behörde selber	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine Private Kontrolle und keine Leistungsaufträge der Kontrolleure mit dem Kanton. Vollzug und Kontrolle ist Sache der Gemeinde
BS	Kanton	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Behörde selber	Nein	Projektnachweis: das Minergie-Zertifikat allein genügt nicht
BL	Kanton	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Behörde selber	Nein	Abweichung: MINERGIE Nachweis gilt nicht als Projektnachweis
SH	Kanton und Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Behörde (Behördliche Kontrolle durch private Büros)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Einführung der MuKE n 2014 erst im Jahr 2019 vorgesehen. Die Antworten beziehen sich deshalb noch auf die MuKE n 2008
AR	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	

5. Vollzug: Organisation Gebäudebereich
Exécution: organisation dans le domaine du bâtiment

Kt.	Vollzugsbehörde Gebäudebereich	Projektnachweis gemäss Art. 1.52 MuKE n 2014	Übertragung von Vollzugsaufgaben an Private gemäss Art. 1.53 MuKE n 2014	Prüfstelle Projektnachweis im Zusammenhang mit Art. 1.52/1.53 MuKE n 2014	Ausführungsbestätigung gemäss MuKE n 2014-Modul 7	Bemerkungen
Ct.	Autorité d'exécution dans le domaine du bâtiment	Justificatif selon art. 1.52 MoPEC 2014	Transfert de tâches d'exécution à des personnes ou organismes privés selon art. 1.53 MoPEC 2014	Organe de contrôle pour justificatif en rapport avec les art. 1.52/1.53 MoPEC 2014	Attestation d'exécution selon Module 7 MoPEC 2014	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 2014
						par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
AI	Kanton	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Behörde selber	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SG	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GR	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Kommunal verschieden	Nein	
AG	Gemeinden	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Behörde selber	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Projektnachweis nur bei baubewilligungspflichtigen Massnahmen gemäss Baugesetzgebung. Bezug externer Dienstleistungen zur Unterstützung im Vollzug möglich, keine private Kontrolle
TG	Gemeinden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Private im Auftrag der Bauherrschaft («Private Kontrolle»)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TI	Canton et communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Autorité elle-même	Oui, sans divergence dans le contenu	L'attestazione di conformità della realizzazione (modulo 7 MoPEC 2014) è di competenza del comune
VD	Communes	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Variable, selon les communes	Non	Le Canton soutient les communes: liste de professionnels certifiés, cours, informations. A venir: 5 à 7 pour les communes, pages internet spécifiques, cours pour les communes
VS	Communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Variable, selon les communes	Oui, sans divergence dans le contenu	
NE	Canton et communes	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Autorité elle-même	Oui, sans divergence dans le contenu	
GE	Canton	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Autorité elle-même	Non	Calcul obligatoire de l'indice de dépense chaleur pour tous les bâtiments, excepté villas
JU	Canton	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Autorité elle-même	Non	Attestation d'exécution intégrée dans nouvelles bases légales, en vigueur dès le 01.07.17
FL	Kanton	Nein	Nein	Behörde selber	Nein	

6. Vollzug: Unterstützung, Einschätzung Qualität, Probleme
Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes

Kt.	Vollzugsunterstützung für Behörden, Vollzugsverantwortliche	Vollzugsunterstützung für Architekten, Planer, Baufachleute, Handwerker	Vom Kanton durchgeführte Vollzugsuntersuchungen, Stichprobenkontrollen	Einschätzung Qualität, Probleme beim Vollzug auf kantonaler und kommunaler Ebene	Bemerkungen
	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	Titel der Studie, Jahr der Erhebung, Häufigkeit der Kontrollen	Lücken, Optimierungsmassnahmen	z.B. Absichten
Ct.	Soutien d'exécution pour les autorités, les responsables de l'exécution	Soutien d'exécution pour les architectes, concepteurs, professionnels du bâtiment, artisans	Contrôles d'exécution, contrôles aléatoires réalisés par le canton	Evaluation de la qualité, problèmes lors de l'exécution sur le plan cantonal et communal	Remarques
	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Titre de l'étude, année de l'analyse, fréquence des contrôles	Lacunes, mesures d'optimisation	par ex. intentions
ZH	Vollzugsordner, Gemeindedoku für Energieplanung (alle Unterlagen auf Internet); jährlich Gemeinde-Seminarien und ein Energieplanungs-Seminar	Vollzugsordner, 2x jährlich Bulletin "Ostschweizer EnergiePraxis", 2x jährlich EnergiePraxis-Seminarien, jährlich rund 50 Veranstaltungen für Fachleute	Untersuchung Projektunterlagen: Stichproben rund alle drei Jahre, letztmals 2015. Untersuchung ausgeführte Bauten: 2014 Berichte: www.energie.zh.ch/pk	Untersuchungen zeigen hohe Umsetzungsrate bei den Vorschriften. Stichprobenkontrollen sind wichtig und werden fortgeführt	Die Private Kontrolle inkl. Aus- und Weiterbildung wird zusammen mit den Kantonen AR, GL, SG und SZ betrieben
BE	Energieordner mit Vollzugshilfen / Merkblättern und Links im Internet, Regionale Energieberatungsstellen, Kurse im Verband bernischer Bauinspektoren und Veranstaltungen der Energiefachstelle	Energieordner mit Vollzugshilfen / Merkblättern im Internet, Regionale Energieberatungsstellen, Veranstaltungen der Energiefachstelle / EnFK NWCH und CRDE, Weiterbildungs- und Handwerkerkurse	Evaluation Energiemassnahmenachweis-Kontrolle und kommunale Energievorschriften, 2016	QS beim Baubewilligungsverfahren weitgehend o.k. QS nach Bauabschluss mit begrenzten Ressourcen	
LU	Digitaler Energieordner online seit 07.15; Zusätzlich Merkblätter, Aus- und Weiterbildungen, Schulungen, Formulare etc.	Digitaler Energieordner online seit 07.15; Zusätzlich Merkblätter, Aus- und Weiterbildungen, Schulungen, Formulare etc.	Gallati, Justus; Lötcher, Alex (2016): Vollzug der Energievorschriften durch die Gemeinden im Kanton Luzern: IBR Institut, Hochschule Luzern	Auf Bewährtem aufbauen (Energie bleibt Zuständigkeit der Gemeinde), aber Lücken schliessen: QS-Konzept mit Stichproben- und Ausführungskontrollen. Qualifikation der externen Fachleute thematisieren	
UR	Veranstaltungen, Kurse, Internet	Veranstaltungen, Kurse, Internet		Gemeinden erachten die Energievorschriften insbesondere die diesbezüglichen Normen nach wie vor als eher kompliziert	Infomappe und weitere Informationsveranstaltungen auf Wunsch der Gemeinde auch Referate und Besprechung mit Gemeindebehörden
SZ	Vollzugsordner, 1x pro Jahr ERFA Veranstaltung mit Gemeinden und Rundschreiben, Internet	Vollzugsordner, Veranstaltungen und Internet Weiterbildungs- und Informationsveranstaltungen, Rundschreiben	Vollzug der Energievorschriften 2015. Private Kontrolle in den Kantonen AR, GL, SG und SZ	Fehlende personelle Ressourcen, zum Teil fachliche Überforderung kleinerer Gemeinden. Bei Personalwechsel bei den Vollzugsstellen werden die Nachfolger/innen teilweise mangelhaft eingeführt	Bei den Vollzugsschulungen auf die kritischen Punkte hinweisen
OW	Periodische Bauämter Sitzungen, Infoveranstaltung anfangs Jahr, Programm auf www.energie-zentralschweiz.ch	Zusatzkurse in Obwalden zur neuen MuKE n 2014 für Vollzugsbehörden, Planer und Haustechniker geplant	Vollzug der Energienachweiskontrolle und der Baukontrolle muss auf kommunaler Ebene stärker umgesetzt werden		Die periodischen Bauämter Sitzungen werden für die Klärung allfälliger Fragen und Probleme im Vollzug genutzt; dieses Instrument hat sich bewährt, um einen einheitlichen Vollzug gewährleisten zu können

6. Vollzug: Unterstützung, Einschätzung Qualität, Probleme
Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes

Kt.	Vollzugsunterstützung für Behörden, Vollzugsverantwortliche	Vollzugsunterstützung für Architekten, Planer, Baufachleute, Handwerker	Vom Kanton durchgeführte Vollzugsuntersuchungen, Stichprobenkontrollen	Einschätzung Qualität, Probleme beim Vollzug auf kantonaler und kommunaler Ebene	Bemerkungen
	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	Titel der Studie, Jahr der Erhebung, Häufigkeit der Kontrollen	Lücken, Optimierungsmassnahmen	z.B. Absichten
Ct.	Soutien d'exécution pour les autorités, les responsables de l'exécution	Soutien d'exécution pour les architectes, concepteurs, professionnels du bâtiment, artisans	Contrôles d'exécution, contrôles aléatoires réalisés par le canton	Evaluation de la qualité, problèmes lors de l'exécution sur le plan cantonal et communal	Remarques
	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Titre de l'étude, année de l'analyse, fréquence des contrôles	Lacunes, mesures d'optimisation	par ex. intentions
NW	https://www.energie-zentralschweiz.ch/vollzug/energienachweise.html	https://www.energie-zentralschweiz.ch/vollzug/energienachweise.html	Keine		
GL	Periodische Infos (u.a. Newsletter) und Veranstaltungen	Periodische Infos (u.a. Newsletter) und Veranstaltungen	Vollzug der Energievorschriften 2015, Private Kontrolle in den Kantonen AR, GL, SG und SZ	Seit Einführung der privaten Kontrolle Entlastung der Gemeinden	Verstärktes Augenmerk auf Vorliegen der Ausführungsbestätigung
ZG	Ja, Monitoring des Vollzugs. Formulare und Planungshilfen zum Energienachweis	Inhouse-Schulungen für Ingenieur- und Architektenbüros und Handwerksbetriebe	In Bearbeitung	Teilweise Überforderung der Baufachleute; knappe Verfügbarkeit von Fachleuten; Qualitätsprüfung bei 10 erstellten Solaranlagen an Ort und Stelle	
FR	Site internet du SdE : www.admin.fr.ch/sde , cours de formation continue, différentes séances d'information, envoi de notices d'information. Site internet de l'EnDK	Site internet du SdE : www.admin.fr.ch/sde , cours de formation continue, différentes séances d'information, envoi de notices d'information. Site internet de l'EnDK	Moins de 10% des bâtiments contrôlés par le canton. Contrôle d'exécution en cours de renforcement, avec la collaboration souhaitée des communes	Contrôle d'exécution en cours de renforcement, avec la collaboration souhaitée des communes	Prise en compte des expériences réalisées et mesures d'optimisation à prendre dans la phase de mise en œuvre de la nouvelle stratégie énergétique. Programme de formation mis en place pour les communes
SO	Veranstaltungen für Gemeindebehörden, Internet, Projektberatung und Unterstützung bei Vollzugsfragen	Kursausreibungen und Durchführung von zahlreichen Kursen zusammen mit den NWCH-Energiefachstellen	2011-2013	Unterschiedliche Resultate von sehr gut bis mangelhaft. Deutliche Zunahme von Fragen an die Energiefachstelle. Wechselnde Behörden und damit wenig Fachkenntnisse in der Gemeinde	Verbesserung des Vollzuges, Schulung von Behörden vor Ort zusammen mit Stichprobenkontrolle
BS	Homepage, div. Formulare (EDV-gestützt)	Homepage, div. Formulare (EDV-gestützt), kein Vollzugsordner	Alle 2 Jahre stichprobenweise Prüfung einer Anzahl von thermischen Solaranlagen- sowie Wärmepumpen-installationen	Qualität ist i.O.	
BL	Kanton ist selbst Vollzugsbehörde	Kantonale Vollzugshilfen. Publikation auf www.energie.bl.ch . Kurse mit Energiefachstellenkonferenz Nordwestschweiz. Energieapéro	Das Ressort Energie führt periodisch Stichprobenkontrollen auf den Baustellen durch. Die Ergebnisse werden protokolliert und den Bauverantwortlichen zugestellt		

6. Vollzug: Unterstützung, Einschätzung Qualität, Probleme
Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes

Kt.	Vollzugsunterstützung für Behörden, Vollzugsverantwortliche	Vollzugsunterstützung für Architekten, Planer, Baufachleute, Handwerker	Vom Kanton durchgeführte Vollzugsuntersuchungen, Stichprobenkontrollen	Einschätzung Qualität, Probleme beim Vollzug auf kantonaler und kommunaler Ebene	Bemerkungen
	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	Titel der Studie, Jahr der Erhebung, Häufigkeit der Kontrollen	Lücken, Optimierungsmassnahmen	z.B. Absichten
Ct.	Soutien d'exécution pour les autorités, les responsables de l'exécution	Soutien d'exécution pour les architectes, concepteurs, professionnels du bâtiment, artisans	Contrôles d'exécution, contrôles aléatoires réalisés par le canton	Evaluation de la qualité, problèmes lors de l'exécution sur le plan cantonal et communal	Remarques
	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Titre de l'étude, année de l'analyse, fréquence des contrôles	Lacunes, mesures d'optimisation	par ex. intentions
SH	Energieordner (in Papier und auf Internet) Sprechstunde Energie Vollzugskurse	Energieordner (in Papier und auf Internet) Vollzugskurse		Unterschiedliche Vollzugsqualität in den Gemeinden, knappe personelle Ressourcen, fehlendes Wissen in Bezug auf die private Kontrolle	Für 2017-2018 ist eine Vollzugsuntersuchung vorgesehen. Gemeinsame Liste private Kontrolle Thurgau und Schaffhausen existiert und wird laufend aktualisiert
AR	Internet, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Vollzugshilfen	Internet, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Vollzugshilfen	Siehe Bericht: Vollzug der Energievorschriften 2015; Bericht Vollzugsuntersuchung Energie 2015 in den Kantonen AR, GL, SG, SZ und ZH	Siehe Kapitel 1.5 und 1.6 des oben genannten Berichtes.	Wiederholung der Vollzugsuntersuchung zur "Privaten Kontrolle" mit noch zu bestimmendem Spezialfokus
AI		Veranstaltung Erstellung Energienachweis			
SG	Vollzugshilfsmittel inkl. Formulare im Internet verfügbar, Kurse, ERFA-Tagungen, individuelle Beratung Recht (AFU) und Technik (Energieagentur St.Gallen GmbH)	Vollzugshilfsmittel inkl. Formulare im Internet verfügbar, Fachkurse, EnergiePraxis-Seminare für Private Kontrolleure, individuelle Beratung Recht (AFU) und Technik (Energieagentur St.Gallen GmbH)	Prüfung der Energienachweise; Vollzug der Energievorschriften 2015 - Private Kontrolle in den Kantonen AR, GL, SG und SZ; Erhebungsjahre 2009, 2012, 2015; Alle 2 bis 3 Jahre	Qualität ist auf hohem Niveau	Auffrischung/Vertiefung erfolgt im Rahmen von jährlich durchgeführten Weiterbildungsangeboten
GR	Veranstaltungen, Kurse, Nachweisformulare, Vollzugshilfen, Empfehlungen, Erfatag, Internet	Kurse, Vollzugshilfen, Merkblätter, Vorgehensberatung, Internet	Keine, Vollzug gemäss BEG/BEV zu 100% bei den Gemeinden	Personelle und fachliche Engpässe, steigender Detaillierungsgrad belastet Vollzugaufwand zusätzlich	Konzentration auf Wesentliches
AG	Digitaler Ordner, Merkblätter, Informationsveranstaltungen für Bauverwaltungen in den Gemeinden, Kurse SIA 380/1, Vollzugsunterlagen sind auch im Internet abrufbar	Digitaler Ordner, Merkblätter, Informationsveranstaltungen für Architekten und Haustechnikfachleute, Kurse SIA 380/1, Kurse für Installateure zu Nutzung der Sonnen- und Holzenergie	Keine	Knappe Personalressourcen bei den Gemeinden; Kanton begrüsst die Schaffung von regionalen Bauverwaltungen und damit von Kompetenzzentren auch bezüglich Energie	Ausbildung von Architekten und Haustechnikfachleuten verbessern. Empfehlung zur Schaffung von regionalen Bauverwaltungen. Qualitätskontrolle in Zusammenarbeit mit den Gemeinden
TG	Energieordner (in Papier und auf Internet), Sprechstunde Heizungsersatz, Hauswartkurse, Internetauftritt überarbeitet, Newsletter 6x jährlich, Energieapéro	Energieordner (in Papier und auf Internet), Sprechstunde Heizungsersatz, Internetauftritt überarbeitet, Newsletter 6x jährlich, Energieapéro	Vollzugsuntersuchung Energie 2015, 83 Neubauten in 18 Gemeinden, 30 Projekte vor Ort	Ausführungskontrollen, teilweise fehlende Nachweise, Armaturen von Heizleitungen nicht gedämmt	

6. Vollzug: Unterstützung, Einschätzung Qualität, Probleme
Exécution: soutien, évaluation de la qualité, problèmes

Kt.	Vollzugsunterstützung für Behörden, Vollzugsverantwortliche	Vollzugsunterstützung für Architekten, Planer, Baufachleute, Handwerker	Vom Kanton durchgeführte Vollzugsuntersuchungen, Stichprobenkontrollen	Einschätzung Qualität, Probleme beim Vollzug auf kantonaler und kommunaler Ebene	Bemerkungen
	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	z.B. Ordner, Merkblätter, Veranstaltungen, Kurse, Internet	Titel der Studie, Jahr der Erhebung, Häufigkeit der Kontrollen	Lücken, Optimierungsmassnahmen	z.B. Absichten
Ct.	Soutien d'exécution pour les autorités, les responsables de l'exécution	Soutien d'exécution pour les architectes, concepteurs, professionnels du bâtiment, artisans	Contrôles d'exécution, contrôles aléatoires réalisés par le canton	Evaluation de la qualité, problèmes lors de l'exécution sur le plan cantonal et communal	Remarques
	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	par ex. classeurs, notices, rencontres, cours, Internet	Titre de l'étude, année de l'analyse, fréquence des contrôles	Lacunes, mesures d'optimisation	par ex. intentions
TI	Disponibili i formulari elettronici standard EnFK aggiornati + schede d'aiuto aggiornate, workshop e corsi	Incontri d'informazione, corsi e aggiornamenti professionali c/o SUPSI. Workshop per professionisti, corsi sui cantieri proposti da Ticinoenergia con supporto didattico specifico		Risorse insufficienti per controlli in cantiere. Sono organizzate giornate di formazione per gli uffici tecnici comunali con supporti (check list) e sono incentivati ai comuni i controlli in cantiere	Traduzione in italiano di diverse norme SIA, formazioni, corsi e workshop in ambito energetico (in collaborazione con SUPSI e Ticinoenergia), maggiore coordinazione con comuni e professionisti
VD	Information sur site internet cantonal, cours spécialisés, permanence téléphonique et mail, courriers d'information spécifiques	Information sur site internet cantonal, permanence téléphonique et mail. Séances d'information. Certification pour auteurs de justificatifs thermiques	Pas de contrôles effectués par le Canton en 2016 (hors cas de dénonciation)	Manque de compétences pour le contrôle des justificatifs thermiques, en particulier dans les petites communes. Le Canton les incite à faire appel à des spécialistes	A venir: 5 à 7 pour les communes, pages internet spécifiques, cours pour les communes
VS	Information pour les autorités et les communes intéressées	Cours pour architectes, planificateurs, ingénieurs et responsables communaux	Il y a quelques contrôles aléatoires réalisés par le canton	Moyens financiers et en personnel limités. Manque de compétence ou d'intérêt	L'intérêt des communes pour une exécution correcte est croissant
NE	Classeurs, notices, rencontres, cours, internet	Classeurs, notices, rencontres, cours, internet	Contrôle des inst. solaires thermiques - Rapport SuisseEnergie du 23.09.16. Contrôles grandes installations de chauff. au bois subventionnées. Contrôles aléatoires sur chantiers	Assez bonne exécution	
GE	Directives internes, mandats externes pour études spécifiques, formation continue	Formation plate forme FE3, rencontres OCEN, plateforme GEnergie2050.ch, prospectus explicatifs, permanence téléphonique	Mise en œuvre depuis 2016 d'un nouveau dispositif contrôle-chantier (162 contrôles, 63 non-conformités)	Dispositif d'évaluation des dispositifs de la mise en œuvre des instruments cantonaux en cours d'élaboration	Accentuation des mesures de contrôle-chantier
JU	Les compétences d'application étant cantonales, les communes reçoivent de l'information nécessaire à la procédure de suivi des dossiers	Des séances d'information et des cours sont organisés pour les professionnels concernés (architectes, ingénieurs, installateurs, milieux immobiliers)	Peu de contrôles réalisés en 2016	Peu d'indications à ce sujet	Volonté de développer les contrôles d'exécution à l'avenir
FL					

7. Gesetzgebung: Winterlicher und sommerlicher Wärmeschutz von Gebäuden

Législation: isolation thermique des bâtiments en hiver et en été

Kt.	Anforderungen und Nachweis winterlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.7 MuKE n 2014	Anforderungen und Nachweis sommerlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.8 MuKE n 2014	Befreiung / Erleichterung gemäss Art. 1.9 MuKE n 2014	Bemerkungen
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 2014
Ct.	Exigences et justification concernant la protection thermique en hiver selon art. 1.7 MoPEC 2014	Exigences et justification concernant la protection thermique en été selon art. 1.8 MoPEC 2014	Dispense et allègement selon art. 1.9 MoPEC 2014	Remarques
				par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Abweichungen: Erleichterungen/Ausnahmen auch für selten benutzte Bauten und Fahrnisbauten
LU	Nein	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Anforderungen und Nachweis winterlicher und sommerlicher WS gemäss MuKE n 2008
UR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Wärmeschutz mit Umsetzung MuKE n 2008 eingeführt; U-Werte entsprechen MuKE n 2008; diverse Abweichungen bei den Erleichterungen
SZ	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
NW	Nein	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Umsetzung MuKE n 2014 geplant auf 01.01.19
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die konkrete Umsetzung der MuKE n 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Gültig ab Inkraftsetzung (01.10.17)
BL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Einführung der MuKE n 2014 erst im 2019 vorgesehen. Die Antworten beziehen sich deshalb noch auf die MuKE n 2008
AR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AI	Nein	Nein	Nein	Der Kanton AI hat das Energiegesetz bzw. Verordnung noch nicht nach MuKE n 2014 angepasst, immer noch MuKE n 2008
SG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Anforderungen gemäss MuKE n 2008, zusätzlich: Befreiung von Erfüllung der Anforderungen bei Umbauten im Umfang von weniger als CHF 25'000
GR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Einführung MuKE n 2014 ca. 2019
TI	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	I valori limiti dei coefficienti termici in materia di protezione termica invernale si riferiscono al MoPEC 2008. Deroghe maggiori

7. Gesetzgebung: Winterlicher und sommerlicher Wärmeschutz von Gebäuden

Législation: isolation thermique des bâtiments en hiver et en été

Kt.	Anforderungen und Nachweis winterlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.7 MuKE 2014	Anforderungen und Nachweis sommerlicher Wärmeschutz gemäss Art. 1.8 MuKE 2014	Befreiung / Erleichterung gemäss Art. 1.9 MuKE 2014	Bemerkungen
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 2014
Ct.	Exigences et justification concernant la protection thermique en hiver selon art. 1.7 MoPEC 2014	Exigences et justification concernant la protection thermique en été selon art. 1.8 MoPEC 2014	Dispense et allègement selon art. 1.9 MoPEC 2014	Remarques
				par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Les divergences concernant l'allègement portent sur les installations provisoires
VS	Non	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
GE	Non	Non	Non	MoPEC 2014 sera applicable dès 2018 et des études sont en cours pour définir les modalités d'application
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
FL	Nein	Nein	Nein	

8. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Kühlräumen und Gewächshäusern, Wärmedämmung / Ausnützung, Mitzählung Wärmedämmung / erneuerbare Energie bei Abständen
Législation: isolation thermique des locaux frigorifiques et des serres, isolation thermique et utilisation du sol, prise en compte de l'isolation thermique / des énergies renouvelables dans le calcul des distances

Kt.	Kühlräume gemäss Art. 1.10 MuKE n 2014	Gewächshäuser und beheizte Traglufthallen gemäss Art. 1.11 MuKE n 2014	Wärmedämmung / Ausnützung gemäss MuKE n 2014-Modul 11	Wird bei beheizten Gebäuden die Überschreitung von maximal 20 cm für die Wärmedämmung oder Anlagen zur besseren Nutzung erneuerbarer Energien bei Gebäudehöhe, Gebäude-, Grenz-, Gewässer-, Strassen- oder Parkplatzabständen und Baulinien nicht mitgezählt (gem. Art. 9 Abs. 3 Bst. e EnG)?	Bemerkungen
Ct.	Locaux frigorifiques selon art. 1.10 MoPEC 2014	Serres et halles gonflables chauffées selon art. 1.11 MoPEC 2014	Isolation thermique et utilisation du sol selon Module 11 MoPEC 2014	Dans les bâtiments chauffés, un dépassement de 20 cm au plus pour l'isolation thermique ou l'installation visant une meilleure utilisation des énergies renouvelables indigènes n'est pas pris en compte lors du calcul notamment de la hauteur du bâtiment, de la distance entre les bâtiments, de la distance à la limite, de la distance aux eaux publiques, de la distance à la route ou de la distance à la place de parc, ni dans le cadre de l'alignement des constructions (conf. à l'art. 9, al. 3, let. e LEne)?	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 2014, weitergehende kantonale Anforderungen für den Wärmeschutz
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja	Weitergehende Erleichterungen für nachträgliche Aussenwärmedämmungen: Nichtanrechnung an Ausnützung, Abstandsvorschriften und ausdrücklich Nachbarbeeinflussung (PBG, in Kraft 01.04.13)
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja	Gemeinden können für die Erfüllung erheblich erhöhter Anforderungen einen Nutzungsbonus geben
LU	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Teilweise	
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja	Ausnützung im Zusammenhang mit der Wärmedämmung sind in der Gesetzgebung zur Raumplanung geregelt; daher in den Energievorschriften nicht benötigt
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Teilweise	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	Umsetzung MuKE n 2014 geplant auf 01.01.19
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja	Die konkrete Umsetzung der MuKE n 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden

8. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Kühlräumen und Gewächshäusern, Wärmedämmung / Ausnützung, Mitzählung Wärmedämmung / erneuerbare Energie bei Abständen
Législation: isolation thermique des locaux frigorifiques et des serres, isolation thermique et utilisation du sol, prise en compte de l'isolation thermique / des énergies renouvelables dans le calcul des distances

Kt.	Kühlräume gemäss Art. 1.10 MuKE 2014	Gewächshäuser und beheizte Tragflughallen gemäss Art. 1.11 MuKE 2014	Wärmedämmung / Ausnützung gemäss MuKE 2014-Modul 11	Wird bei beheizten Gebäuden die Überschreitung von maximal 20 cm für die Wärmedämmung oder Anlagen zur besseren Nutzung erneuerbarer Energien bei Gebäudehöhe, Gebäude-, Grenz-, Gewässer-, Strassen- oder Parkplatzabständen und Baulinien nicht mitgezählt (gem. Art. 9 Abs. 3 Bst. e EnG)?	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 2014, weitergehende kantonale Anforderungen für den Wärmeschutz
Ct.	Locaux frigorifiques selon art. 1.10 MoPEC 2014	Serres et halles gonflables chauffées selon art. 1.11 MoPEC 2014	Isolation thermique et utilisation du sol selon Module 11 MoPEC 2014	Dans les bâtiments chauffés, un dépassement de 20 cm au plus pour l'isolation thermique ou l'installation visant une meilleure utilisation des énergies renouvelables indigènes n'est pas pris en compte lors du calcul notamment de la hauteur du bâtiment, de la distance entre les bâtiments, de la distance à la limite, de la distance aux eaux publiques, de la distance à la route ou de la distance à la place de parc, ni dans le cadre de l'alignement des constructions (conf. à l'art. 9, al. 3, let. e LEne)?	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014, exigences cantonales renforcées concernant la protection thermique
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Oui	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Teilweise	§ 56bis* Kantonale Bauverordnung
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Teilweise	Modul 11 nicht übernommen, eigene Regelung mit Individualbeurteilung. Überschreitung von Baulinien zur Allmend möglich nach Einzelbeurteilung
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja	
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja	Einführung der MuKE 2014 erst im Jahr 2019 vorgesehen. Die Antworten beziehen sich deshalb noch auf die MuKE 2008
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Der Kanton AI hat das Energiegesetz bzw. Verordnung noch nicht nach MuKE 2014 angepasst, immer noch MuKE 2008
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Teilweise	Modul 8: Teil "Wärmedämmung" Teil des BPG: Teilausnützung nicht realisiert; wurde bei Revision Planungs- und Baugesetz (PBG) berücksichtigt, Vollzug ab 01.10.17
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Teilweise	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja	

8. Gesetzgebung: Wärmeschutz von Kühlräumen und Gewächshäusern, Wärmedämmung / Ausnützung, Mitzählung Wärmedämmung / erneuerbare Energie bei Abständen
Législation: isolation thermique des locaux frigorifiques et des serres, isolation thermique et utilisation du sol, prise en compte de l'isolation thermique / des énergies renouvelables dans le calcul des distances

Kt.	Kühlräume gemäss Art. 1.10 MuKE 2014	Gewächshäuser und beheizte Traglufthallen gemäss Art. 1.11 MuKE 2014	Wärmedämmung / Ausnützung gemäss MuKE 2014-Modul 11	Wird bei beheizten Gebäuden die Überschreitung von maximal 20 cm für die Wärmedämmung oder Anlagen zur besseren Nutzung erneuerbarer Energien bei Gebäudehöhe, Gebäude-, Grenz-, Gewässer-, Strassen- oder Parkplatzabständen und Baulinien nicht mitgezählt (gem. Art. 9 Abs. 3 Bst. e EnG)?	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 2014, weitergehende kantonale Anforderungen für den Wärmeschutz
Ct.	Locaux frigorifiques selon art. 1.10 MoPEC 2014	Serres et halles gonflables chauffées selon art. 1.11 MoPEC 2014	Isolation thermique et utilisation du sol selon Module 11 MoPEC 2014	Dans les bâtiments chauffés, un dépassement de 20 cm au plus pour l'isolation thermique ou l'installation visant une meilleure utilisation des énergies renouvelables indigènes n'est pas pris en compte lors du calcul notamment de la hauteur du bâtiment, de la distance entre les bâtiments, de la distance à la limite, de la distance aux eaux publiques, de la distance à la route ou de la distance à la place de parc, ni dans le cadre de l'alignement des constructions (conf. à l'art. 9, al. 3, let. e LEne)?	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014, exigences cantonales renforcées concernant la protection thermique
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja	Modul 11: Ausnützungsbonus für MINERGIE-Gebäude sowie Gebäude mit U-Wert gegen Aussen besser als 0.15 (5%) und MINERGIE-P-Gebäude sowie für Gebäude mit U-Wert gegen Aussen besser 0.12 (+10%)
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Partiellement	Agevolazioni calcolo degli indici di sfruttamento, altezze e distanze (isolamento computato solo parzialmente). Bonus 5% sui nuovi edifici Minergie-P o CECE AB e per risanamenti Minergie o CECE BB
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Partiellement	
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Non	Bonus sur l'indice pour bâtiments MINERGIE depuis 1999
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui	
GE	Non	Non	Non	Non	MoPEC 2014 sera applicable dès 2018 et des études sont en cours pour définir les modalités d'application
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Non	Prise en compte de la surépaisseur de l'isolation pourrait être intégrée dans la loi cantonale sur les constructions et l'aménagement du territoire, qui sera prochainement révisée
FL	Nein	Nein	Nein	Nein	

9. Gesetzgebung: Wärmeerzeugung, elektrische Widerstandsheizungen, Wassererwärmer
Législation: production de chaleur, chauffages électriques fixes à résistance, chauffe-eau

Kt.	Wärmeerzeugung gemäss Art. 1.15 MuKE 2014	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen gemäss Art. 1.13/1.14 MuKE 2014	Wassererwärmer gemäss Art. 1.16 MuKE 2014	Bemerkungen
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 2014
Ct.	Production de chaleur selon art. 1.15 MoPEC 2014	Chauffages électriques à résistance selon art. 1.13/1.14 MoPEC 2014	Chauffe-eau selon art. 1.16 MoPEC 2014	Remarques
				par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ersatzverbot gilt nicht nur für Elektroheizungen mit Wasserverteilsystem sondern auch für dezentrale Elektroheizungen
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Bei Ersatz Elektroboiler, wie Neubau
LU	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen sind auf Gesetzesstufe (EnG Uri) mit einer Bewilligungspflicht ab 3 kW reglementiert
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Umsetzung MuKE 2014 geplant auf 01.01.19
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die konkrete Umsetzung der MuKE 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	1.13/1.14: el. Widerstandsheizungen bis 2kW sind als Zusatzheizung erlaubt. 1.16: Das Warmwasser muss mit mindestens 50% erneuerbarer Energie erzeugt werden
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Wassererwärmung: Mind. 50% erneuerbare Energie
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Einführung der MuKE 2014 erst im Jahr 2019 vorgesehen. Die Antworten beziehen sich deshalb noch auf die MuKE 2008
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Der Kanton AI hat das Energiegesetz bzw. Verordnung noch nicht nach MuKE 2014 angepasst, immer noch MuKE 2008
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Bestimmungen gemäss MuKE 2008
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TI	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Per risanamenti impianto gas/olio e nuove installazioni: obbligo en. rinnovabili per edifici pubblici, obbligo 30% solare termico per edifici plurifamiliari (cat.I)
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Bien qu'entrée en vigueur en 2014/2015, la législation vaudoise sur l'énergie révisée s'était déjà inspirée du MoPEC 2014 et non seulement du MoPEC 2008

**9. Gesetzgebung: Wärmeerzeugung, elektrische Widerstandsheizungen, Wassererwärmer
Législation: production de chaleur, chauffages électriques fixes à résistance, chauffe-eau**

Kt.	Wärmeerzeugung gemäss Art. 1.15 MuKE n 2014	Ortsfeste elektrische Widerstandsheizungen gemäss Art. 1.13/1.14 MuKE n 2014	Wassererwärmer gemäss Art. 1.16 MuKE n 2014	Bemerkungen
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 2014
Ct.	Production de chaleur selon art. 1.15 MoPEC 2014	Chauffages électriques à résistance selon art. 1.13/1.14 MoPEC 2014	Chauffe-eau selon art. 1.16 MoPEC 2014	Remarques
				par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Formulation de l'article sur le chauffage électrique différente, mais conséquence identique
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
GE	Non	Non	Non	Le MoPEC 2014 sera applicable dès 2018 et des études sont en cours pour définir les modalités d'application
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
FL	Nein	Nein	Nein	

10. Gesetzgebung: Sanierungspflicht Elektroheizungen und Elektro-Wassererwärmer

Législation: obligation d'assainir les chauffages et chauffe-eau électriques

Kt.	Sanierungspflicht Elektroheizungen mit Wasserverteilsystem gemäss Art. 1.35/1.36 MuKE 2014	Sanierungspflicht zentrale Elektro-Wassererwärmer gemäss Art. 1.37 MuKE 2014	Sanierungspflicht dezentrale Elektroheizungen gemäss MuKE 2014-Modul 6	Bemerkungen
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 2014
Ct.	Obligation d'assainir les chauffages électriques équipés d'un système de distribution de chaleur hydraulique selon art. 1.35/1.36 MoPEC 2014	Obligation d'assainir les chauffe-eau électriques centralisés selon art. 1.37 MoPEC 2014	Obligation d'assainir les chauffages électriques décentralisés selon Module 6 MoPEC 2014	Remarques
				par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
ZH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Verbot für den Ersatz von Elektroheizungen (§10b EnerG) seit 2013 wirkt wie eine lange Sanierungsfrist. Bezüglich Wassererwärmer: vollständiger Ersatz nicht zulässig
BE	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Umsetzung MuKE Art. 1.37 geplant mit der nächsten KEnG-Revision
LU	Nein	Nein	Nein	
UR	Nein	Nein	Nein	
SZ	Nein	Nein	Nein	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
NW	Nein	Nein	Nein	Umsetzung MuKE 2014 geplant auf 01.01.19
GL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein	Bei Überarbeitung EG vorgesehen
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die konkrete Umsetzung der MuKE 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden
FR	Non	Non	Non	Adaptation des dispositions légales en cours pour application art. 1.35 à 1.37 MoPEC 2014 et Module 6
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Die Verordnung dazu ist noch in Erarbeitung
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	Einführung der MuKE 2014 erst im Jahr 2019 vorgesehen. Sanierungspflicht zentrale Elektroheizungen mit hydr. Wärmeverteilung bereits umgesetzt
AR	Nein	Nein	Nein	
AI	Nein	Nein	Nein	Der Kanton AI hat das Energiegesetz bzw. Verordnung noch nicht nach MuKE 2014 angepasst, immer noch MuKE 2008
SG	Nein	Nein	Nein	
GR	Nein	Nein	Nein	
AG	Nein	Nein	Nein	MuKE 2014 im aktuellen EnergieG noch nicht berücksichtigt
TG	Nein	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TI	Non	Non	Non	Sono in preparazione le basi legali per l'applicazione del MoPEC 2014. Scaldacqua elettrici ammessi solo a determinate condizioni. Posa di nuovi riscaldamenti elettrici vietata
VD	Non	Non	Non	
VS	Non	Non	Non	
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Oui, sans divergence dans le contenu	
GE	Non	Non	Non	MoPEC 2014 sera applicable dès 2018 et des études sont en cours pour définir les modalités d'application
JU	Non	Non	Non	Aucune obligation d'assainir n'a été retenu dans la loi révisée sur l'énergie
FL	Nein	Nein	Nein	

11. Gesetzgebung: Wärmeverteilung, Abwärmenutzung, Lüften, Kühlen, Be- und Entfeuchten
Législation: distribution de chaleur, utilisation des rejets thermiques, ventilation, rafraîchissement, humidification et déshumidification

Kt.	Wärmeverteilung und -abgabe gemäss Art. 1.17 MuKEn 2014	Abwärmenutzung gemäss Art. 1.18 MuKEn 2014	Lüftungstechnische Anlagen inkl. deren Wärmedämmung gemäss Art. 1.19/1.20 MuKEn 2014	Kühlen, Be- und Entfeuchten gemäss Art. 1.21 MuKEn 2014	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 2014
Ct.	Distribution et émission de chaleur selon art. 1.17 MoPEC 2014	Utilisation des rejets thermiques selon art. 1.18 MoPEC 2014	Installations de ventilation, isolation thermique incluse selon art. 1.19/1.20 MoPEC 2014	Rafrâichissement, humidification et déshumidification selon art. 1.21 MoPEC 2014	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
LU	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
UR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Referenzraumregulierung ist grundsätzlich zugelassen
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Umsetzung MuKEn 2014 geplant auf 01.01.19
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die konkrete Umsetzung der MuKEn 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Obligation d'alimenter les installations de climatisation de confort par des énergies renouvelables produites si possible sur le site
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die Norm SIA 382/1:2009 ist noch gültig. Revision von Gesetz und Verordnung sind im Gang
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Einführung der MuKEn 2014 erst im Jahr 2019 vorgesehen. Die Antworten beziehen sich deshalb noch auf die MuKEn 2008
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Der Kanton AI hat das Energiegesetz bzw. Verordnung noch nicht nach MuKEn 2014 angepasst, immer noch MuKEn 2008
SG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Bestimmungen gemäss MuKEn 2008

11. Gesetzgebung: Wärmeverteilung, Abwärmenutzung, Lüften, Kühlen, Be- und Entfeuchten
Législation: distribution de chaleur, utilisation des rejets thermiques, ventilation, rafraîchissement, humidification et déshumidification

Kt.	Wärmeverteilung und -abgabe gemäss Art. 1.17 MuKE n 2014	Abwärmenutzung gemäss Art. 1.18 MuKE n 2014	Lüftungstechnische Anlagen inkl. deren Wärmedämmung gemäss Art. 1.19/1.20 MuKE n 2014	Kühlen, Be- und Entfeuchten gemäss Art. 1.21 MuKE n 2014	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 2014
Ct.	Distribution et émission de chaleur selon art. 1.17 MoPEC 2014	Utilisation des rejets thermiques selon art. 1.18 MoPEC 2014	Installations de ventilation, isolation thermique incluse selon art. 1.19/1.20 MoPEC 2014	Rafraîchissement, humidification et déshumidification selon art. 1.21 MoPEC 2014	Remarques
					par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Possibile deroga per impianti con potenza elettrica >7 W/m2 (edifici nuovi) o 12 W/m2(risanati) se giustificati da posizione o utilizzazione particolare dell'edificio
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Nouvelles installations humid. et/ou refroid.: 100% énergie renouvelable obligatoire. Sinon, électricité pour appareils à produire obligatoirement sur site
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	
GE	Non	Non	Non	Non	Des études sont en cours pour définir les modalités d'application du MoPEC 2014 par rapport au RE n
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
FL	Nein	Nein	Nein	Nein	

12. Gesetzgebung: Elektrizitätsbedarf bei Neubauten, Umbauten und Umnutzungen; Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen

Législation: besoins en électricité pour les bâtiments à construire, les transformations et les changements d'affectation; utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité

Kt.	Grenzwerte für den Elektrizitätsbedarf Beleuchtung bei Neubauten gemäss Art. 1.33 MuKE n 2014	Grenzwerte für den Elektrizitätsbedarf bei Umbauten und Umnutzungen gemäss Art. 1.34 MuKE n 2014	Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugung sanlagen gemäss Art. 1.43 MuKE n 2014	Bewilligte Elektrizitätserzeugungsanlagen im Berichtsjahr	Bemerkungen
				z.B. Standort und Leistung der Anlage in [MW]	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 2014
Ct.	Valeurs limites des besoins en électricité pour l'éclairage, bâtiments à construire selon art. 1.33 MoPEC 2014	Valeurs limites des besoins en électricité pour transformations ou changements d'affectation selon art. 1.34 MoPEC 2014	Utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité selon art. 1.43 MoPEC 2014	Installations productrices d'électricité autorisées durant l'exercice sous revue	Remarques
				par ex. emplacement et puissance de l'installation en [MW]	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nicht bekannt, da Bewilligungen durch Gemeinden	
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
LU	Nein	Nein	Nein		
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
SZ	Nein	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Umsetzung MuKE n 2014 geplant auf 01.01.19
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	Die konkrete Umsetzung der MuKE n 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu		
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	1 Gas-BHKW neu: Leistung 115 kW el., 257 kW thermisch	
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Keine bekannt	Einführung der MuKE n 2014 erst im Jahr 2019 vorgesehen. Die Antworten beziehen sich deshalb noch auf die MuKE n 2008
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		

12. Gesetzgebung: Elektrizitätsbedarf bei Neubauten, Umbauten und Umnutzungen; Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugungsanlagen

Législation: besoins en électricité pour les bâtiments à construire, les transformations et les changements d'affectation; utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité

Kt.	Grenzwerte für den Elektrizitätsbedarf Beleuchtung bei Neubauten gemäss Art. 1.33 MuKEn 2014	Grenzwerte für den Elektrizitätsbedarf bei Umbauten und Umnutzungen gemäss Art. 1.34 MuKEn 2014	Wärmenutzung bei Elektrizitätserzeugung sanlagen gemäss Art. 1.43 MuKEn 2014	Bewilligte Elektrizitätserzeugungsanlagen im Berichtsjahr	Bemerkungen
				z.B. Standort und Leistung der Anlage in [MW]	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 2014
Ct.	Valeurs limites des besoins en électricité pour l'éclairage, bâtiments à construire selon art. 1.33 MoPEC 2014	Valeurs limites des besoins en électricité pour transformations ou changements d'affectation selon art. 1.34 MoPEC 2014	Utilisation des rejets thermiques des installations productrices d'électricité selon art. 1.43 MoPEC 2014	Installations productrices d'électricité autorisées durant l'exercice sous revue	Remarques
				par ex. emplacement et puissance de l'installation en [MW]	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Der Kanton AI hat das Energiegesetz bzw. Verordnung noch nicht nach MuKEn 2014 angepasst, immer noch MuKEn 2008
SG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Bestimmungen gemäss MuKEn 2008
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine Kenntnisse, da Vollzug durch Gemeinden.	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Betriebsbewilligung f. das "Bio WKK Kraftwerk" in bestehende Infrastruktur mit max. 20MW (th) Feuerungswärmeleistung mit 9MW (el) elektr. und 8MW (heat) therm. Leistung; 5312 Döttingen	
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Keine	Einführung MuKEn 2014 ca. 2019
TI	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu		Per edifici nuovi è chiesto il rispetto dei valori per ventilaz. e climatizz. possibili deroghe, se giustificata, alla verifica fabbisogno elettricità se la potenza è >7 W/m ² (edifici nuovi)
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Aucune pour le chauffage de l'habitat	Les articles 1.33 et 1.34 sont regroupés dans un article unique
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non		
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Aucune	
GE	Non	Non	Non		Des études sont en cours pour définir les modalités d'application du MoPEC 2014 par rapport au REN
JU	Non	Non	Non	Aucune	
FL	Nein	Nein	Nein		

13. Gesetzgebung: Heizungen im Freien, beheizte Freiluftbäder, Ferienhäuser und -Wohnungen
Législation: chauffages de plein air, chauffage des piscines extérieures à ciel ouvert, résidences secondaires et logements de vacances

Kt.	Heizungen im Freien gemäss MuKE 2014-Modul 3 Art. 3.1	Beheizte Freiluftbäder gemäss MuKE 2014-Modul 3 Art. 3.2/3.3	Ferienhäuser und Ferienwohnungen gemäss MuKE 2014-Modul 4	Gegenüber MuKE 2014 weitergehende kantonale Anforderungen an gebäudetechnische Anlagen	Bemerkungen
				z.B. weitere bewilligungspflichtige Anlagen (Warmluftvorhänge, Sportanlagen, Beschneigungsanlagen, Rolltreppen)	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 2014
Ct.	Chauffage de plein air selon Module 3 art. 3.1 MoPEC 2014	Piscines à l'air libre chauffées selon Module 3 art. 3.2/3.3 MoPEC 2014	Résidences secondaires et logements de vacances selon Module 4 MoPEC 2014	Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 2014 pour les installations techniques du bâtiment	Remarques
				par ex. autres installations soumises à autorisation (rideaux à air chaud, installations sportives, installations d'enneigement, escaliers roulants)	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Keine	
LU	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	kEnG § 13; Heizungen für Freiluftbäder werden nur bewilligt, wenn die Anlage mit Sonnenenergie oder nicht anders nutzbarer Abwärme beheizt wird	
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Artikel zu den beheizten Freiluftbädern bereits jetzt auch für Bäder unter 8m3 Inhalt umgesetzt
SZ	Nein	Nein	Nein		
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Umsetzung MuKE 2014 geplant auf 01.01.19
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Die konkrete Umsetzung der MuKE 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Chauffages en plein air interdits, sauf exceptions. Pas de limite concernant le volume min. pour être considéré comme piscine, jacuzzi compris	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Keine	Keine Gebäudekategorie Ferienhäuser im Kanton SO
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Warmluftvorhänge zulässig mit Ausnahmegewilligung	Modul 4 hat im Kanton Basel-Stadt keine Bedeutung
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Anforderungen gelten auch für Warmluftvorhänge	Nicht nur Heizungen sondern auch Kühlungen im Freien sind analog geregelt
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Einführung der MuKE 2014 erst im Jahr 2019 vorgesehen. Die Antworten beziehen sich deshalb noch auf die MuKE 2008
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Der Kanton AI hat das Energiegesetz bzw. Verordnung noch nicht nach MuKE 2014 angepasst, immer noch MuKE 2008

13. Gesetzgebung: Heizungen im Freien, beheizte Freiluftbäder, Ferienhäuser und -Wohnungen
Législation: chauffages de plein air, chauffage des piscines extérieures à ciel ouvert, résidences secondaires et logements de vacances

Kt.	Heizungen im Freien gemäss MuKE 2014-Modul 3 Art. 3.1	Beheizte Freiluftbäder gemäss MuKE 2014-Modul 3 Art. 3.2/3.3	Ferienhäuser und Ferienwohnungen gemäss MuKE 2014-Modul 4	Gegenüber MuKE 2014 weitergehende kantonale Anforderungen an gebäudetechnische Anlagen	Bemerkungen
				z.B. weitere bewilligungspflichtige Anlagen (Warmluftvorhänge, Sportanlagen, Beschneigungsanlagen, Rolltreppen)	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 2014
Ct.	Chauffage de plein air selon Module 3 art. 3.1 MoPEC 2014	Piscines à l'air libre chauffées selon Module 3 art. 3.2/3.3 MoPEC 2014	Résidences secondaires et logements de vacances selon Module 4 MoPEC 2014	Exigences cantonales renforcées par rapport au MoPEC 2014 pour les installations techniques du bâtiment	Remarques
				par ex. autres installations soumises à autorisation (rideaux à air chaud, installations sportives, installations d'enneigement, escaliers roulants)	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Für Ferienhäuser sind keine Vorschriften geplant, da diese Gebäudegruppe im Aargau keinen relevanten Anteil darstellt
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Possibilità di emanare direttive per regolare l'utilizzazione di sistemi di riscaldamento mobili all'aperto ("funghi")	
VD	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Les rideaux à air chaud nécessitent une autorisation. Les exigences pour les piscines concernent toutes les surfaces de bassins, jacuzzis y compris	Les patinoires sont soumises à autorisation et doivent faire l'objet d'un concept énergétique
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Exigences pour les piscines en halles fermées	Piscines avec accès public supérieures 200 m ² , chauffées au moins pour moitié par énergies renouvelables ou rejets de chaleur
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Piscine extérieur dont la surface du plan d'eau < 200 m ² , la pompe à chaleur n'est pas admise	
GE	Non	Non	Non		Des études sont en cours pour définir les modalités d'application du MoPEC 2014 par rapport au REn
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Aucune	
FL	Nein	Nein	Nein		

14. Gesetzgebung: Wärmebedarf von Neubauten, erneuerbare Wärme beim Wärmeerzeugungsersatz, Eigenstromerzeugung bei Neubauten

Législation: besoins de chaleur dans les bâtiments à construire, chaleur renouvelable lors du remplacement d'une installation de production de chaleur, production propre de courant dans les bâtiments à construire

Kt.	Anforderungen an die Deckung des Wärmebedarfes von Neubauten gemäss Art. 1.22-1.25 MuKE n 2014	Erneuerbare Wärme beim Wärmeerzeugungsersatz gemäss Art. 1.29-1.31 MuKE n 2014	Eigenstromerzeugung bei Neubauten gemäss Art. 1.26-1.28 MuKE n 2014	Bemerkungen
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 2014
Ct.	Exigences concernant la couverture des besoins de chaleur dans les bâtiments à construire selon art. 1.22-1.25 MoPEC 2014	Chaleur renouvelable lors du remplacement d'une installation de production de chaleur selon art. 1.29-1.31 MoPEC 2014	Production propre de courant dans les bâtiments à construire selon art. 1.26-1.28 MoPEC 2014	Remarques
				par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
ZH	Nein	Nein	Nein	Es gelten noch die Vorschriften an den Höchstanteil an nichterneuerbaren Energien (gemäss MuKE n 2008)
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	Umsetzung MuKE n Art. 1.28 - 1.31 geplant mit der nächsten KEnG-Revision
LU	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein	80/20-Regelung bei Neubauten gemäss MuKE n 2008
UR	Nein	Nein	Nein	
SZ	Nein	Nein	Nein	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
NW	Nein	Nein	Nein	Umsetzung MuKE n 2014 geplant auf 01.01.19
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die konkrete Umsetzung der MuKE n 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Non	Adaptation des dispositions légales en cours pour compatibilité avec le MoPEC 2014
SO	Nein	Nein	Nein	Gesetzesrevision im Gang
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	1.26-1.28: Eigenstromerzeugung nur aus erneuerbarer Quelle zulässig. 1.29-1.31: Anteil nichterneuerbar max. 80% (statt 90%), GEAK C (statt D), Standardlösungen mit Wirkung < 20% sind zu ergänzen
BL	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Erneuerbare Wärme für 50% Brauchwarmwasser
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	Einführung der MuKE n 2014 erst im Jahr 2019 vorgesehen. Die Antworten beziehen sich deshalb noch auf die MuKE n 2008
AR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein	
AI	Nein	Nein	Nein	Der Kanton AI hat das Energiegesetz bzw. Verordnung noch nicht nach MuKE n 2014 angepasst, immer noch MuKE n 2008
SG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein	Gemäss Bestimmungen MuKE n 2008
GR	Nein	Nein	Nein	
AG	Nein	Nein	Nein	MuKE n 2014 im aktuellen EnergieG noch nicht berücksichtigt
TG	Nein	Nein	Nein	Einführung MuKE n 2014 ca. 2019
TI	Non	Non	Non	Obbligo en. rinnovabili per edifici pubblici. Obbligo solare termico per acqua calda (min. 30% fabbisogno en.) per edifici plurifam. (3 o più appartamenti)

14. Gesetzgebung: Wärmebedarf von Neubauten, erneuerbare Wärme beim Wärmeerzeugungsersatz, Eigenstromerzeugung bei Neubauten

Législation: besoins de chaleur dans les bâtiments à construire, chaleur renouvelable lors du remplacement d'une installation de production de chaleur, production propre de courant dans les bâtiments à construire

Kt.	Anforderungen an die Deckung des Wärmebedarfes von Neubauten gemäss Art. 1.22-1.25 MuKE n 2014	Erneuerbare Wärme beim Wärmeerzeugungsersatz gemäss Art. 1.29-1.31 MuKE n 2014	Eigenstromerzeugung bei Neubauten gemäss Art. 1.26-1.28 MuKE n 2014	Bemerkungen
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 2014
Ct.	Exigences concernant la couverture des besoins de chaleur dans les bâtiments à construire selon art. 1.22-1.25 MoPEC 2014	Chaleur renouvelable lors du remplacement d'une installation de production de chaleur selon art. 1.29-1.31 MoPEC 2014	Production propre de courant dans les bâtiments à construire selon art. 1.26-1.28 MoPEC 2014	Remarques
				par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
VD	Non	Non	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Besoins de chaleur selon SIA 380/1, éd. 2009. 30% de l'ECS et 20 % de l'électricité à produire avec des énergies renouvelables. Exigences plus élevées pour gaz et mazout
VS	Non	Non	Non	MoPEC 2014 pas encore mis en vigueur
NE	Non	Non	Non	Application du MoPEC 2008
GE	Non	Non	Non	Des études sont en cours pour définir les modalités d'application du MoPEC 2014 par rapport au RE n
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Non	Art. 1.26 à 1.31 introduit dans les nouvelles bases légales, avec quelques divergences
FL	Nein	Nein	Nein	

15. Gesetzgebung: Gebäudeenergieausweis der Kantone GEAK und GEAK Plus
Législation: Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB et CECB-Plus)

Kt.	Gebäudeenergieausweis der Kantone (GEAK) gemäss Art. 1.48 MuKE 2014	GEAK Plus-Pflicht bei Förderung von Massnahmen an der Gebäudehülle gemäss Art. 1.50/1.51 MuKE 2014	GEAK-Anordnung für bestimmte Bauten gemäss MuKE 2014-Modul 9	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit dem GEAK resp. GEAK Plus	Bemerkungen
				z.B. Informationsveranstaltungen, Zusammenarbeit mit Verbänden	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 2014
Ct.	Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB) selon art. 1.48 MoPEC 2014	CECB-Plus obligatoire lors de subventions de mesures liées à l'enveloppe des bâtiments selon art. 1.50/1.51 MoPEC 2014	Etablissement d'un CECB pour certains bâtiments selon Module 9 MoPEC 2014	Mesures de mise en œuvre concernant le CECB et le CECB-Plus	Remarques
				par ex. rencontres d'information, collaboration avec les associations	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Bei kantonalen Informationsveranstaltungen gibt es immer ein Referat zum GEAK	Umsetzung MuKE Modul 9 geplant mit der nächsten KEnG-Revision
LU	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein		GEAK Plus-Pflicht bei Förderung von Massnahmen an der Gebäudehülle gemäss Programmvereinbarung
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	Im Förderprogramm Energie Uri wird der GEAK / GEAK Plus als eigenständige Massnahme mit Beiträgen unterstützt	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Energieberatung mit GEAK Plus wird finanziell gefördert	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Der GEAK Plus wird aktuell gefördert, sofern er nicht ohnehin Bestandteil einer Förderbedingung ist	
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		Umsetzung MuKE 2014 geplant auf 01.01.19
GL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein		
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Vgl. MuKE 2014; Gründung Verein GEAK durch EnDK	Die konkrete Umsetzung der MuKE 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Campagne d'information et de sensibilisation	La LEN précise l'obligation du CECB lors d'un changement de propriétaire. Les installations de climatisation confort devront être alimentées par une énergie renouvelable
SO	Nein	Nein	Nein		GEAK soll als freiwilliges Instrument eingesetzt werden. In der Förderung durch Anpassung der Förderbedingungen eingeführt
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Es wurden bereits Info-Veranstaltungen durchgeführt, weitere Veranstaltungen sind geplant, auch in Zusammenhang mit neuem EnG	
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein		

15. Gesetzgebung: Gebäudeenergieausweis der Kantone GEAK und GEAK Plus
Législation: Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB et CECB-Plus)

Kt.	Gebäudeenergieausweis der Kantone (GEAK) gemäss Art. 1.48 MuKE n 2014	GEAK Plus-Pflicht bei Förderung von Massnahmen an der Gebäudehülle gemäss Art. 1.50/1.51 MuKE n 2014	GEAK-Anordnung für bestimmte Bauten gemäss MuKE n 2014-Modul 9	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit dem GEAK resp. GEAK Plus	Bemerkungen
				z.B. Informationsveranstaltungen, Zusammenarbeit mit Verbänden	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 2014
Ct.	Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB) selon art. 1.48 MoPEC 2014	CECB-Plus obligatoire lors de subventions de mesures liées à l'enveloppe des bâtiments selon art. 1.50/1.51 MoPEC 2014	Etablissement d'un CECB pour certains bâtiments selon Module 9 MoPEC 2014	Mesures de mise en œuvre concernant le CECB et le CECB-Plus	Remarques
				par ex. rencontres d'information, collaboration avec les associations	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
SH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein		Einführung der MuKE n 2014 erst im Jahr 2019 vorgesehen. Die Antworten beziehen sich deshalb noch auf die MuKE n 2008
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein		
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein		GEAK Plus Pflicht bei Förderung, jedoch nicht in Gesetz bzw. in Verordnung. Der Kanton AI hat das Energiegesetz bzw. Verordnung noch nicht nach MuKE n 2014 angepasst, immer noch MuKE n 2008
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Förderung von umfassenden GEAK Plus-Beratungsberichten (so genannten Gebäudemodernisierung mit Konzept-Berichten)	
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Info und Veranstaltungen, Publikationen, Energieapéro, etc.	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die Ausarbeitung eines GEAK Plus wird gefördert	
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	5 Informationsveranstaltungen "Gebäude erneuern - Energiekosten halbieren", Energieapéro	
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non		
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Séances d'information, courriers, flyers, collaboration avec associations et milieux immobiliers, subventions	CECB obligatoire lors de la vente d'un bâtiment et en cas de remplacement d'un chauffage par un chauffage utilisant une énergie non renouvelable
VS	Non	Oui, sans divergence dans le contenu	Non		
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Détermination de la performance énergétique pour les bâtiments mentionnés à l'article 39 de la LCE n et du chapitre 6a du RELCE n	
GE	Non	Non	Non		Des études sont en cours pour définir les modalités d'application du MoPEC 2014 par rapport au REN
JU	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	CECB présenté lors des séances d'information publique relative aux subventions. CECB obligatoire pour les subventions des panneaux solaires thermiques	
FL	Nein	Nein	Nein		

16. Gesetzgebung: Ausrüstungspflicht Gebäudeautomation bei Neubauten, Betriebsoptimierung, Bewilligungspflicht von Solaranlagen

Législation: obligation d'équiper les bâtiments à construire de systèmes de domotique, optimisation de l'exploitation, obligation d'autorisation pour les installations solaires

Kt.	Ausrüstungspflicht Gebäudeautomation bei Neubauten gemäss MuKEn 2014-Modul 5	Betriebsoptimierung gemäss MuKEn 2014-Modul 8	Solaranlagen gemäss Art. 18a Abs. 2 Bst. a RPG: Hat der Kanton Bauzonen festgelegt, in denen auch andere Solaranlagen ohne Baubewilligung erstellt werden können?	Solaranlagen gemäss Art. 18a Abs. 2 Bst. b RPG: Sieht der Kanton in klar umschriebenen Typen von Schutzzonen eine Baubewilligungspflicht vor?	Bemerkungen
					z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEn 2014, Erläuterungen zu den Baubewilligungen bei Solaranlagen
Ct.	Obligation d'équiper les bâtiments à construire de systèmes de domotique selon Module 5 MoPEC 2014	Optimisation de l'exploitation selon Module 8 MoPEC 2014	Installations solaires selon art. 18a, al. 2, let. a LAT: Le canton a-t-il désigné des zones à bâtir dans lesquelles d'autres installations solaires peuvent aussi être dispensées d'autorisation?	Installations solaires selon art. 18a, al. 2, let. b LAT: Le canton prévoit-il une obligation d'autorisation dans des types précisément définis de zones à protéger?	Remarques
					p.ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014, explications concernant la procédure d'autorisation des installations solaires
ZH	Nein	Nein	Ja	Ja	In Gewerbe und Industriezonen ist das Meldeverfahren auch möglich
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	Richtlinie für baubewilligungsfreie Anlagen zur Gewinnung erneuerbarer Energie, Juni 2012
LU	Nein	Nein	Ja	Ja	
UR	Nein	Nein	Nein	Nein	
SZ	Nein	Nein	Ja	Ja	
OW	Nein	Nein	Ja	Ja	Baubewilligungsverfahren nach Art. 25 und 26 der Verordnung zum Baugesetz (BauV) für Vorhaben innerhalb der Bauzonen, gültig ab 01.06.11; unter 12 m ² im Normalfall bewilligungsfrei
NW	Nein	Nein	Nein	Ja	Umsetzung MuKEn 2014 geplant auf 01.01.19
GL	Nein	Nein	Nein	Ja	Bei Überarbeitung EG vorgesehen
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja	Ja	Die konkrete Umsetzung der MuKEn 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden
FR	Non	Non	Oui	Oui	
SO	Nein	Nein	Ja	Ja	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja	Ja	
BL	Nein	Nein	Nein	Ja	
SH	Nein	Nein	Nein	Ja	Einführung der MuKEn 2014 erst im Jahr 2019 vorgesehen. Die Antworten beziehen sich deshalb noch auf die MuKEn 2008
AR	Nein	Nein	Nein	Nein	

16. Gesetzgebung: Ausrüstungspflicht Gebäudeautomation bei Neubauten, Betriebsoptimierung, Bewilligungspflicht von Solaranlagen

Législation: obligation d'équiper les bâtiments à construire de systèmes de domotique, optimisation de l'exploitation, obligation d'autorisation pour les installations solaires

Kt.	Ausrüstungspflicht Gebäudeautomation bei Neubauten gemäss MuKE 2014-Modul 5	Betriebsoptimierung gemäss MuKE 2014-Modul 8	Solaranlagen gemäss Art. 18a Abs. 2 Bst. a RPG: Hat der Kanton Bauzonen festgelegt, in denen auch andere Solaranlagen ohne Baubewilligung erstellt werden können?	Solaranlagen gemäss Art. 18a Abs. 2 Bst. b RPG: Sieht der Kanton in klar umschriebenen Typen von Schutzzonen eine Baubewilligungspflicht vor?	Bemerkungen
Ct.	Obligation d'équiper les bâtiments à construire de systèmes de domotique selon Module 5 MoPEC 2014	Optimisation de l'exploitation selon Module 8 MoPEC 2014	Installations solaires selon art. 18a, al. 2, let. a LAT: Le canton a-t-il désigné des zones à bâtir dans lesquelles d'autres installations solaires peuvent aussi être dispensées d'autorisation?	Installations solaires selon art. 18a, al. 2, let. b LAT: Le canton prévoit-il une obligation d'autorisation dans des types précisément définis de zones à protéger?	Remarques
AI	Nein	Nein	Nein	Ja	Der Kanton AI hat das Energiegesetz bzw. Verordnung noch nicht nach MuKE 2014 angepasst, immer noch MuKE 2008
SG	Nein	Nein	Nein	Nein	Beiträge an Betriebsoptimierungen im Rahmen der Förderung
GR	Nein	Nein	Nein	Ja	
AG	Nein	Nein	Nein	Ja	
TG	Nein	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Ja	Einführung MuKE 2014 ca. im Jahr 2019
TI	Non	Non	Non	Oui	Obbligo solare termico acqua calda (min. 30% fabbisogno en.) per nuove abitazioni plurifamiliari (3 o più appartamenti) o risanamenti
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	Oui	Non	Exigences domotiques pour les bâtiments administratifs et industriels. Installations solaires possibles sans autorisation sur toitures plates dans zones d'activités d'utilité publique et mixtes
VS	Non	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui	Oui	
NE	Non	Non	Non	Oui	
GE	Non	Non	Oui	Non	Coordination mise en place avec la politique de protection du patrimoine
JU	Non	Non	Non	Oui	
FL	Nein	Nein	Nein	Nein	

17. Gesetzgebung: Verbrauchsabhängige Heiz- und Warmwasserkostenabrechnung

Législation: décompte individuel des frais de chauffage et d'eau chaude sanitaire

Kt.	VHKA - Ausrüstungspflicht bei Neubauten gemäss Art. 1.38/1.40 - 1.42 MuKE 2014	VHKA - Ausrüstungspflicht bei wesentlichen Erneuerungen gemäss Art. 1.39 - 1.42 MuKE 2014	VHKA in bestehenden Gebäuden gemäss MuKE 2014-Modul 2	Bemerkungen
Ct.	DIFC – Obligation d'équipement pour les bâtiments à construire selon art. 1.38/1.40 - 1.42 MoPEC 2014	DIFC – Obligation d'équipement pour les rénovations d'envergure selon art. 1.39 - 1.42 MoPEC 2014	DIFC dans les bâtiments existants selon Module 2 MoPEC 2014	Remarques
				z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 2014 z.B. bei anderer Anzahl als ab 5 Nutzeinheiten
				par ex. intentions, divergences en réf. au MoPEC 2014, par ex. autre nbre que dès 5 unités d'occupation
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ersatz/Befreiung ist anders geregelt
LU	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Gebäude mit Baujahr vor 1991 sind befreit, ausser es ist in der Baubewilligung explizit als Auflage erwähnt
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Umsetzung MuKE 2014 geplant auf 01.01.19
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die konkrete Umsetzung der MuKE 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Non	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Einführung der MuKE 2014 erst im Jahr 2019 vorgesehen. Die Antworten beziehen sich deshalb noch auf die MuKE 2008
AR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Der Kanton AI hat das Energiegesetz bzw. Verordnung noch nicht nach MuKE 2014 angepasst, immer noch MuKE 2008
SG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Bei Neubauten ab 7 Nutzeinheiten; bei wesentlichen Erneuerungen ab 9 Nutzeinheiten
GR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Die 5 Nutzeinheiten sind im EnergieG festgeschrieben
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	VHKA-Pflicht für Heizung und Warmwasser, Einführung MuKE 2014 ca. im Jahr 2019
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Meno ampia la possibilità di deroghe al DIFC
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Une dispense de DIFC est possible pour les bâtiments Minergie - ou équivalents et si production de chaleur > 20W/m2
VS	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	
GE	Non	Non	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Des études sont en cours pour définir les modalités d'application du MoPEC 2014 par rapport au REN
JU	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Non	
FL	Nein	Nein	Nein	

18. Gesetzgebung: Grossverbraucher Législation: Gros Consommateurs

Kt.	Anforderungen für Grossverbraucher gemäss Art. 1.44 - 1.46 MuKE 2014	Stand der Umsetzung Grossverbrauchermodell	Anzahl Grossverbraucher	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit den Grossverbrauchern	Bemerkungen
				z.B. Informationsveranstaltungen, Vollzugsmassnahmen, Zusammenarbeit mit EnAW/Act/weiteren	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 2014
Ct.	Exigences pour gros consommateurs selon art. 1.44 - 1.46 MoPEC 2014	Etat de la mise en œuvre du modèle pour les gros consommateurs	Nombre de gros consommateurs	Mesures de mise en œuvre concernant les gros consommateurs	Remarques
				par ex. rencontres d'information, mesures d'exécution, collaboration avec l'AEnEC/Act/autres	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Vollzug läuft und ist eingespielt	ca. 1200 Betriebsstätten		Es haben mehr Betriebsstätten eine Vereinbarung als Grossverbraucher sind (d.h. es gibt auch viele freiwillige Zielvereinbarungen)
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Vereinbarungen/EVAs mehrheitlich in Erarbeitung	ca. 650	Informationsveranstaltungen / Zusammenarbeit mit Handelsverein, EnAW, Act etc.	
LU	Nein				
UR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Vollzug im Aufbau			Anforderungen an Grossverbraucher umgesetzt, Wirtschaftlichkeitskriterium aber nicht erwähnt. Keine derzeitigen Aktivitäten bei der Umsetzung des Grossverbrauchermodells
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Vollzug im Aufbau	ca 100		Es fehlen die rechtlichen Grundlagen, um EVUs zur Zusammenarbeit bzw. Datenlieferung der Elektrizitätsgrossverbrauch verpflichten zu können
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Vollzug im Aufbau	Unbekannt		
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Vollzug im Aufbau			Umsetzung MuKE 2014 geplant auf 01.01.19
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Vollzug läuft und ist eingespielt	58	Zusammenarbeit mit EnAW/act	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Vollzug läuft und ist eingespielt	ca. 120	Umsetzung geplant via Universalzielvereinbarung (UZV)	Ablösung «partnerschaftl. Commitments» durch ein System, bei dem sämtliche Grossverbraucher des Kantons einbezogen werden; Ermittlung aller Grossverbraucher; Anpassung EnergieVO zwecks Datenerhebung
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Accepté et en cours d'exécution	210		
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Grossverbraucher kontaktiert	55	Infoveranstaltungen mit ACT und EnAW durchgeführt	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Vollzug im Aufbau	ca. 250	Zusammenarbeit mit EnAW und act läuft, Umsetzung GV-Paragraph startet nach Inkraftsetzung EnG am 01.10.17	
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Vollzug im Aufbau	350		Informationsveranstaltungen sind geplant
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Grossverbraucher kontaktiert	ca. 90	Informationsveranstaltung am 21.09.16, gleichzeitig Start Umsetzung Grossverbrauchermodell (Art. 42k Baugesetz). Kostenlose Erstberatung durch Industrie- und Technozentrum Schaffhausen (ITS)	Einführung der MuKE 2014 erst im Jahr 2019 vorgesehen. Die Antworten beziehen sich deshalb noch auf die MuKE 2008

18. Gesetzgebung: Grossverbraucher Législation: Gros Consommateurs

Kt.	Anforderungen für Grossverbraucher gemäss Art. 1.44 - 1.46 MuKE 2014	Stand der Umsetzung Grossverbrauchermodell	Anzahl Grossverbraucher	Umsetzungsmassnahmen im Zusammenhang mit den Grossverbrauchern	Bemerkungen
				z.B. Informationsveranstaltungen, Vollzugsmassnahmen, Zusammenarbeit mit EnAW/Act/weiteren	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 2014
Ct.	Exigences pour gros consommateurs selon art. 1.44 - 1.46 MoPEC 2014	Etat de la mise en œuvre du modèle pour les gros consommateurs	Nombre de gros consommateurs	Mesures de mise en œuvre concernant les gros consommateurs	Remarques
				par ex. rencontres d'information, mesures d'exécution, collaboration avec l'AEnEC/Act/autres	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Vollzug im Aufbau	49		
AI	Nein	Vollzug im Aufbau	13		Der Kt. AI hat das Energiegesetz bzw. Verordnung noch nicht nach MuKE 2014 angepasst, immer noch MuKE 2008
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Vollzug läuft und ist eingespielt	500	Zusammenarbeit mit EnAW und Act; UZV Kanton ist in Audit involviert (Teilnahme an Feldaudits BFE/BAFU); EVA Plausibilisierung der Unterlagen & Überprüfung der Abschlussdokumente & Begehung bei Bedarf	
GR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Vollzug läuft und ist eingespielt	ca. 200	Zusammenarbeit mit den Agenturen EnAW und Act	
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Vollzug läuft und ist eingespielt	540	Vollzug des Grossverbraucherartikels; Abschluss von Zielvereinbarungen und Energieverbrauchsanalysen; Zielerreichung Abschluss 80%	Keine konkrete zeitliche Festlegung bei Notstromanlagen. Bei Elektrizitätserzeugungsanlagen mit fossilen Brennstoffen ist eine weitgehende Abwärmenutzung erforderlich
TG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Vereinbarungen/EVAs mehrheitlich abgeschlossen	251	Kostenlose Erstberatung durch KEEST, Förderbeitrag für Energieanalysen	Keine kantonale Zielvereinbarung möglich. Bereits vorhanden: 111 UZV, 87 EVA
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Préparation de la mise en œuvre		Incentivi per i grandi consumatori per analisi energetiche o misure di risparmio energetico	
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Accepté et en cours d'exécution	env. 600	Formation auditeurs et mise à disposition d'une méthodologie et d'outils d'analyse. Subventionnement. Séances d'information	L'essentiel des mesures du MoPEC 2014 sont reprises. Les nouveaux sites de consommation sont aussi pris en considération
VS	Non	Conventions/ACE conclues pour la majorité			
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	Conventions/ACE conclues pour la majorité	141 répartis sur 166 sites.	2 séances organisées en décembre 2016 lors desquelles les GC ont été informés du 2ème round de convention. Présence de Act et AEnEC	
GE	Non	Conventions/ACE conclues pour la majorité	644	Audit obligatoire avec la nouvelle loi (dès 5 GWh th / an ou 0.5 GWh él / an). Rencontres individuelles et envois de 51 décisions	Des études sont en cours pour définir les modalités d'application du MoPEC 2014 par rapport au REN
JU	Non	Préparation de la mise en œuvre	100	Groupe de travail spécifique dans le cadre de la rédaction de la nouvelle ordonnance sur l'énergie	Le délai fixé aux gros consommateurs pour être conforme à l'article qui les concernent est le 30.06.19
FL	Nein	Grossverbraucher kontaktiert			

19. Gesetzgebung: Stromversorgung - Bezeichnung der Netzgebiete - Leistungsauftrag
Législation: approvisionnement en électricité - Désignation des zones de desserte -
Mandat de prestation

Kt.	Rechtsgrundlage Anschlussgesetzgebung zum StromVG	Ist die Bezeichnung der Netzgebiete flächendeckend erfolgt (gem. Art. 5 Abs. 1 StromVG)?	Bestehen Leistungsaufträge an die Netzbetreiber (gem. Art. 5 Abs. 1 StromVG)?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlussgarantie (gem. Art. 5 Abs. 2 StromVG)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss				z.B. Absichten, Abweichungen, detailliertere Informationen
Ct.	Base légale Législation connexe à la LApEI	Les zones de desserte ont-elles été désignées pour tout le territoire (selon art. 5, al. 1 LApEI)?	Existe-t-il des contrats de prestations destinés au gestionnaire de réseau (selon art. 5, al. 1 LApEI)?	Autorité décisionnelle lors de litiges sur la garantie de raccordement (selon art. 5, al. 2 LApEI)	Remarques
	par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat				par ex. intentions, divergences, informations détaillées
ZH	Kantonales Energiegesetz 1983, EnerG (LS 730.1), in Kraft §§ 8a-e am 01.03.11	Ja	Nein	Verwaltungsgericht	Netzgebietszuteilung erfolgt mit Regierungsratsbeschluss Nr. 168/2013 vom 20.02.13
BE	Bestandteil des KEnG	Ja	Nein	Amt für Umweltkoordination und Energie -> Rechtsweg	Gesetzliche Grundlage zur Erteilung von Leistungsaufträgen ist in KEnG vorhanden
LU		Ja	Ja	Bau- Umwelt und Wirtschaftsdepartement (BUWD)	
UR	Versorgung zum StromVG vom 01.10.08, in Kraft 01.01.09	Ja	Nein	Regierungsrat	
SZ	Einführungsgesetz zum StromVG (EGzStromVG) vom 23.11.11 (SRSZ 420.410)	Ja	Ja	Regierungsrat	
OW		In Vorbereitung	In Vorbereitung		Aktuell laufen Vorbereitungsarbeiten zu den rechtlichen Anpassungen im Stromversorgungsbereich
NW	Elektrizitätswerkgesetz, EWNG, 27.03.13	Ja	Ja	Regierung	Kantonales Werk, EWN
GL	Teil 6 kant. EG, Art. 42 ff	Ja	Nein	Departement Bau und Umwelt	
ZG		Ja	Ja	Baudirektion; gemäss Verordnung zum Energiegesetz vom 12.07.05, § 7	
FR	LAEE du 11.09.03, RAEE du 25.11.14	Oui	Oui	Etat de Fribourg, Direction de l'économie et de l'emploi	
SO	Einführungsverordnung zum Bundesgesetz über die Stromversorgung (StromVG)	Ja	In Vorbereitung	Volkswirtschaftsdepartement	Rechtsgrundlagen sind geschaffen
BS	IWB-Gesetz 772.300, Verordnungen 772.400/420/430 angepasst im 2009	Ja	Ja	Verwaltungsgericht BS	Die IWB als Energieversorger des Kantons sind seit 2009 eine selbständige, öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener juristischer Persönlichkeit (zu 100% im Besitz des Kantons BS)
BL	Revision EnG wurde Ende 2012 vom Landrat mit 4/5tel mehr beschlossen und in der Fassung vom 16.06.16 mit Inkrafttreten am 01.01.17 unverändert belassen	Ja	Nein	Regierungsrat	
SH		Ja	Ja	Entscheidungsbehörde gemäss Verwaltungsrechtspflegegesetz ist der Regierungsrat	Revision Elektrizitätsgesetz sistiert, da im Moment kein Handlungsbedarf besteht
AR	Vorl. VO über Einführung des Bundesgesetzes über die Stromversorgung (bGS 751.3)	Ja	Nein	Departement Bau und Volkswirtschaft	
AI	EnerG in Kraft 01.01.08	Ja	Ja	Die Standeskommission des Kantons Appenzell I.Rh.	

19. Gesetzgebung: Stromversorgung - Bezeichnung der Netzgebiete - Leistungsauftrag
Législation: approvisionnement en électricité - Désignation des zones de desserte -
Mandat de prestation

Kt.	Rechtsgrundlage Anschlussgesetzgebung zum StromVG	Ist die Bezeichnung der Netzgebiete flächendeckend erfolgt (gem. Art. 5 Abs. 1 StromVG)?	Bestehen Leistungsaufträge an die Netzbetreiber (gem. Art. 5 Abs. 1 StromVG)?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlussgarantie (gem. Art. 5 Abs. 2 StromVG)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss				z.B. Absichten, Abweichungen, detailliertere Informationen
Ct.	Base légale Législation connexe à la LApEI	Les zones de desserte ont-elles été désignées pour tout le territoire (selon art. 5, al. 1 LApEI)?	Existe-t-il des contrats de prestations destinés au gestionnaire de réseau (selon art. 5, al. 1 LApEI)?	Autorité décisionnelle lors de litiges sur la garantie de raccordement (selon art. 5, al. 2 LApEI)	Remarques
	par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat				par ex. intentions, divergences, informations détaillées
SG	EG zur eidg. Stromversorgungsgesetzgebung (2010), seit 01.01.11	Ja	Nein	Baudepartement	Das Erteilen von Leistungsaufträgen wurde geprüft, aber aufgrund dürftiger rechtlicher Grundlage verworfen
GR	Stromversorgungsgesetz, StromVG GR, in Kraft 01.09.09	Ja	Nein	Regierung	
AG	Energiegesetz, Energieverordnung	Teilweise	Nein	Das zuständige Departement kann Anpassungen der Netzgebiete beschliessen und Ausnahmen regeln. Seine Entscheide sind an des Verwaltungsgericht weiterziehbar	Zuweisung Netzgebiete auf Netzebene 7 flächendeckend erfolgt; Netzebene 5 (2017) und 3 folgen sofern Endverbraucher oder Elektrizitätserzeuger angeschlossen sind
TG	Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die StromV (2010)	Ja	Nein	Departement DIV	
TI	Legge cantonale di applicazione della legge federale sull'approvvigionamento elettrico (LA-LAEI del 30.11.09), in vigore 01.01.10; RLA-LAEI del 23.11.10, in vigore dal 30.11.10	Oui	Non	Art. 8 LA-LAEI : Le controversie in materia di allacciamento sono deferite al Consiglio di Stato, per quanto non rientrino nelle competenze della Commissione dell'energia elettrica (EICOM)	
VD	Loi vaudoise sur le secteur électrique (LSecEI), en vigueur dès 01.10.09	Oui	En préparation	Commission cantonale sur le secteur électrique, COSSSEL	
VS	Loi cant. sur l'appr. en élec. (LcApEI), 17.12.14, en vigueur 01.06.15	En préparation	En préparation	Conseil d'Etat	La désignation des zones de dessertes est en cours. Selon l'art. 6 al. 4 LcApEI, l'attribution d'une zone de desserte par le Conseil d'Etat peut être assortie d'un mandat de prestations au gestionnaire de réseau
NE	Loi approvisionnement en énergie électrique (LAEE), du 01.09.04	Oui	En préparation	Service cantonal de l'énergie et de l'environnement	Le nouveau projet de loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEL) a été accepté au Grand Conseil le 25.01.17. Le délai de référendum n'est pas encore échu
GE	L 2.35 Loi modifiant la loi sur l'organisation des Services industriels de Genève (LSIG) du 10.10.08, entrée en vigueur 01.01.09. Projet de modification examinée au Parlement	Oui	Oui		Convention d'objectifs énergétiques pour SIG signée en 2015
JU	En préparation	En préparation	En préparation	A priori, le Département de l'Environnement	
FL		Nein	Nein		

20. Gesetzgebung: Stromversorgung - Anschlusspflichten
Législation: approvisionnement électrique - Obligation de raccordement

Kt.	Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb ihres Netzgebietes an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 3 StromVG)?	Anschlusspflicht ausserhalb der Bauzonen: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb der Bauzone an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 4 StromVG)?	Netznutzungs-entgelt: Bestehen Rechtsgrundlagen für den Erlass von Massnahmen gem. Art. 14 Abs. 4 Satz 1 StromVG?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes resp. der Bauzone	Bemerkungen
Ct.	Obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux en dehors de leur zone de desserte (selon art. 5, al. 3 LApEI)?	Obligation de raccordement hors des zones à bâtir: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux hors de la zone à bâtir (selon art. 5, al. 4 LApEI)?	Rémunération pour l'utilisation du réseau: existe-t-il des bases légales pour édicter des mesures selon l'art. 14, al. 4, phrase 1 LApEI?	Autorité décisionnelle lors de litiges sur l'obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte, respectivement hors de la zone à bâtir	Remarques
					z.B. Absichten, Abweichungen, detailliertere Informationen
					p.ex. intentions, divergences, informations détaillées
ZH	Ja	Ja	Ja	Verwaltungsgericht	
BE	Ja	Ja	Ja	Amt für Umweltkoordination und Energie -> Rechtsweg	
LU	Ja	Ja	Nein	Bau- Umwelt und Wirtschaftsdepartement (BUWD)	
UR	Ja	Ja	Ja	Gemäss den Bestimmungen der Verordnung über die Verwaltungspflege	
SZ	Ja	Ja	Ja	Regierungsrat	
OW	In Vorbereitung	In Vorbereitung	In Vorbereitung		Aktuell laufen Vorbereitungsarbeiten zu den rechtlichen Anpassungen im Stromversorgungsbereich
NW	Nein	Ja	Ja		EWN hat das ganze Kantonsgebiet als Netzgebiet, somit Anschlusspflicht
GL	Ja	Ja	Ja	Regierungsrat	
ZG	Ja	Ja	Ja	Baudirektion; gemäss Verordnung zum Energiegesetz vom 12.07.05, Art. 7	
FR	Oui	Oui	Oui	Etat de Fribourg, Direction de l'économie et de l'emploi	
SO	Ja	Ja	Ja	Volkswirtschaftsdepartement	Das Verfahren für den Erlass von Verfügungen und Entscheiden richtet sich nach dem Gesetz über den Rechtsschutz in Verwaltungssachen vom 15.11.70 (Verwaltungsrechtspflegegesetz)
BS	Ja	Ja	Ja	Regierungsrat	Das gesamte Kantonsgebiet wird vom Betreiber abgedeckt
BL	Ja	Ja	Ja	Regierungsrat	
SH	In Vorbereitung	In Vorbereitung	In Vorbereitung	Entscheidungsbehörde gemäss Verwaltungsrechtspflegegesetz ist der Regierungsrat	Revision Elektrizitätsgesetz sistiert, da im Moment kein Handlungsbedarf besteht
AR	Ja	Ja	Ja	Departement Bau und Volkswirtschaft	
AI	Nein	Ja	Nein	Die Standeskommission des Kantons Appenzell I.Rh.	
SG	Nein	Nein	Nein	Baudepartement	
GR	Ja	Nein	Nein	Kanton entscheidet in Fällen, die nicht in die Zuständigkeit der ECom fallen	

20. Gesetzgebung: Stromversorgung - Anschlusspflichten
Législation: approvisionnement électrique - Obligation de raccordement

Kt.	Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb ihres Netzgebietes an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 3 StromVG)?	Anschlusspflicht ausserhalb der Bauzonen: Sind die Netzbetreiber nach den kantonalen Rechtsgrundlagen verpflichtet, auch Endverbraucher ausserhalb der Bauzone an das Netz anzuschliessen (gem. Art. 5 Abs. 4 StromVG)?	Netznutzungs-entgelt: Bestehen Rechtsgrundlagen für den Erlass von Massnahmen gem. Art. 14 Abs. 4 Satz 1 StromVG?	Entscheidungsbehörde bei Streitfällen bezüglich Anschlusspflicht ausserhalb des Netzgebietes resp. der Bauzone	Bemerkungen
Ct.	Obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux en dehors de leur zone de desserte (selon art. 5, al. 3 LApEI)?	Obligation de raccordement hors des zones à bâtir: selon les bases légales cantonales, les gestionnaires de réseau sont-ils aussi contraints de raccorder au réseau les consommateurs finaux hors de la zone à bâtir (selon art. 5, al. 4 LApEI)?	Rémunération pour l'utilisation du réseau: existe-t-il des bases légales pour édicter des mesures selon l'art. 14, al. 4, phrase 1 LApEI?	Autorité décisionnelle lors de litiges sur l'obligation de raccordement en dehors de la zone de desserte, respectivement hors de la zone à bâtir	Remarques
					z.B. Absichten, Abweichungen, detailliertere Informationen
					p.ex. intentions, divergences, informations détaillées
AG	Ja	Ja	Ja	Das zuständige Departement kann Anpassungen der Netzgebiete beschliessen und Ausnahmen regeln. Seine Entscheide sind an des Verwaltungsgericht weiterziehbar	
TG	Ja	Ja	Ja	Bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit der Anschlusspflicht entscheidet das Departement	Richtlinie für Eigenverbrauchsregelung in Arbeit
TI	Oui	Oui	Oui	Art. 8 LA-LAEI : Le controversie in materia di allacciamento sono deferite al Consiglio di Stato, per quanto non rientrano nelle competenze della Commissione dell'energia elettrica (ECom)	Art. 7 LA-LAEI : fuori delle zone edificabili
VD	Oui	En préparation	Oui	Département en charge de l'énergie (DTE) et commission cantonale (COSSEL)	Un règlement sur "les zones de desserte et les concessions" est en préparation
VS	Oui	Oui	Oui	Conseil d'Etat	
NE	Oui	Oui	Non	Service cantonal de l'énergie et de l'environnement	Le nouveau projet de loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEL) a été accepté au Grand Conseil le 25.01.17. Le délai de référendum n'est pas encore échu
GE	Non	Oui	Oui		Une seule zone de desserte
JU	En préparation	En préparation	En préparation		
FL	Nein	Nein	Nein		

21. Gesetzgebung: Wasserkraft-Nutzung Législation: exploitation de la force hydraulique

Kt.	Rechtsgrundlage zur Wasserkraft-Nutzung	Änderungen der Rechtsgrundlagen im Berichtsjahr	Vollzugsbehörde Energieversorgung (Wasserkraft-Konzessionen)	Massnahmen zur Förderung der Wasserkraft mit Zubauzielen	Erteilte Konzessionen (Neuanlagen, Erweiterungen, Konzessionserneuerungen) im Berichtsjahr (Anlagen > 300 kW)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss			z.B. Wasserkraftstrategie, Informationsveranstaltungen, Ziel Ausbau xx GWh/a bis yy	z.B. Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	Base légale concernant l'exploitation de la force hydraulique	Modifications des bases légales au cours de l'année sous rapport	Autorité d'exécution pour approvis. énerg. (concessions pour l'utilisation des forces hydrauliques)	Mesures de promotion de la force hydraulique avec objectifs de production	Concessions octroyées (nouvelles installations, agrandissements, renouvellements de concessions) au cours de l'année sous rapport (installations > 300 kW)	Remarques
	par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat			p.ex. stratégie sur l'utilisation de la force hydraulique, rencontres d'information, objectif de production de xx GWh/an d'ici yy	par ex. centrale hydroélectrique xy: 50 MW	par ex. intentions
ZH	Wasserwirtschaftsgesetz 1991, WWG (LS 724.11), in Kraft 01.01.93 (in Revision, vgl. Vorlage 5164 betreffend Wassergesetz (WsG) 28.01.15)	Nein	Baudirektion (delegiert an AWEL), wenn Bruttoleistung > 300 kW: Regierungsrat	Positivplanung Kleinwasserkraftwerke vom 05.07.13 im Internet unter www.awel.ch -> Wasser und Gewässer; trotzdem Einzelfallbetrachtung für Konzession nötig; im Kt Zürich kein erhebliches Volumen	Etzelwerk, 135 MW, Übergangskonzession (RRB Nr. 494/2016); Kraftwerk Neuhausen, 5,6 MW, Zusatzkonzession (RRB Nr. 495/2016)	
BE	Wassernutzungsgesetz (WNG) vom 23.11.97 (Stand 01.01.15)	<ul style="list-style-type: none"> - Reduktion des maximalen WZ um 10 Fr.; - Möglichkeiten für WZ-Verzicht bis max. 10 Jahre; - rückwirkend auf 01.01.15 	Amt für Wasser und Abfall AWA, Abt. Wassernutzung	Wasserstrategie 2010 wurde überarbeitet und Gesetz geändert mit Massnahmen zur Förderung (siehe oben)	Engstlige, Adelboden: 1.4 GWh	
LU	Wassernutzungs- und Wasserversorgungsgesetz, WNVG, vom 20.01.03; Wassernutzungs- und Wasserversorgungsverordnung, WNVV vom 10.06.03		Regierungsrat; Dienststelle Verkehr- und Infrastruktur (vif), instruierende Behörde	Planungsbericht über die Wasserkraftnutzung im Kanton Luzern vom 26.10.10	Neuanlage der CKW; Wasserkraftwerk Waldemme, 3.9 Megawatt	
UR	Gewässernutzungsgesetz GNG; Gewässernutzungsverordnung GNV	Landrat Regierungsrat < 1 MW	Baudirektion Uri	Gesamtenergiestrategie Uri 2008 / Aktualisierung 2013; Eignerstrategie Wasserkraft Uri 2008 / Überprüfung 2015	Kraftwerk Schächen: 3.6 MW	
SZ	Wasserrechtsgesetz vom 11.09.73 (WRG, SRSZ 451.100)		Bezirke	Gespräche mit Elektrizitätswerken, Begleitung von Neukonzessionierungen		Revision Wasserrechtsgesetz bis Ende 2018
OW	GDB 740.1 - Gesetz über den Wasserbau und die Wassernutzung (Wasserbaugesetz) vom 31.05.01, in Kraft 01.01.05		Kanton (Regierungsrat)			Eignerstrategie des Elektrizitätswerkes in Erarbeitung evt. Rückkauf Kraftwerk Obermatt
NW	Wasserrechtsgesetz WRG 30.04.67		Amt für Wald und Energie			
GL	EG ZGB Art. 160 ff.		Landrat	Keine		
ZG	Gesetz über die Gewässer vom 25.11.99 (BGS 731.1)		Regierungsrat			

21. Gesetzgebung: Wasserkraft-Nutzung Législation: exploitation de la force hydraulique

Kt.	Rechtsgrundlage zur Wasserkraft-Nutzung	Änderungen der Rechtsgrundlagen im Berichtsjahr	Vollzugsbehörde Energieversorgung (Wasserkraft-Konzessionen)	Massnahmen zur Förderung der Wasserkraft mit Zubauzielen	Erteilte Konzessionen (Neuanlagen, Erweiterungen, Konzessionserneuerungen) im Berichtsjahr (Anlagen > 300 kW)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss			z.B. Wasserkraftstrategie, Informationsveranstaltungen, Ziel Ausbau xx GWh/a bis yy	z.B. Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	Base légale concernant l'exploitation de la force hydraulique	Modifications des bases légales au cours de l'année sous rapport	Autorité d'exécution pour approvis. énerg. (concessions pour l'utilisation des forces hydrauliques)	Mesures de promotion de la force hydraulique avec objectifs de production	Concessions octroyées (nouvelles installations, agrandissements, renouvellements de concessions) au cours de l'année sous rapport (installations > 300 kW)	Remarques
	par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat			p.ex. stratégie sur l'utilisation de la force hydraulique, rencontres d'information, objectif de production de xx GWh/an d'ici yy	par ex. centrale hydroélectrique xy: 50 MW	par ex. intentions
FR	Loi sur les eaux		Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions - Service de l'environnement	Rapport sur l' « Evaluation et gestion de la force hydraulique du canton de Fribourg »		
SO	Gesetz über Wasser, Boden und Abfall, 04.03.09, GWBA; in Kraft 01.01.10	Nein	Bau- und Justizdepartement	Neues Kraftwerk Dünern in Olten, Feinanalyse Nutzung Überschusswasser Guldental	Keine	
BS	Wird direkt in den Konzessionsverträgen geregelt	Keine bekannt	Regierungsrat	Keine nötig, da Stromversorgung bereits überwiegend mit Wasserkraft erfolgt	Keine	IWB liefert 100% erneuerbaren Strom. Aufgrund der Strommarktliberalisierung versorgen sich allerdings mittlerweile diverse grössere Betriebe mit Strom ohne Herkunftsnachweis
BL			Amt für Umweltschutz und Energie	Abschätzungsstudie	Keine	
SH	Elektrizitätsgesetz vom 24.01.00 (Stand 01.01); Wasserwirtschaftsgesetz vom 18.05.98 (Stand 01.14); VO zum Wasserwirtschaftsgesetz 22.12.98 (Stand 01.14)	Keine	Regierungsrat. Wichtige Konzessionen: Kantonsrat	Erhebung Wasserkraftpotential im Kanton SH (Kleinwasserkraftwerke und Kapazitätssteigerung bestehende Kraftwerke). Abschluss Studie und Strategie 2013 abgeschlossen	Zusatzkonzession (Erhöhung der nutzbaren Wassermenge von 28 auf 29.9 m ³ /s für Kraftwerk Neuhausen (EnAlpin)) durch die Kantone Schaffhausen und Zürich erteilt	Nein des SH-Stimmvolks zur Revision WWG am 18.05.14: damit kein Ausbau der Wasserkraft am Rhein möglich
AR	Wasserbaugesetz, 2006, WBauG, 01.01.16, (bGS 741.1); Wasserbauverordnung, 2006, WBauV, 01.01.16, (bGS 741.11); Wasserrechtskonzessionen (bGS 751.22)	Rein redaktionelle Änderungen. Neu: Departement Bau und Volkswirtschaft; Alt: Departement Bau und Umwelt	Seit 01.01.16: Amt für Umwelt (zuvor: beim Tiefbauamt)	Keine Zubauziele, sondern Ziel ist Erhalt der bestehenden Wasserkraftanlagen	Keine	Keine
AI	Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch 1911, EG ZGB, in Kraft 30.04.11		Die Standeskommission des Kantons Appenzell I.Rh.	Nein	Nein	

21. Gesetzgebung: Wasserkraft-Nutzung Législation: exploitation de la force hydraulique

Kt.	Rechtsgrundlage zur Wasserkraft-Nutzung	Änderungen der Rechtsgrundlagen im Berichtsjahr	Vollzugsbehörde Energieversorgung (Wasserkraft-Konzessionen)	Massnahmen zur Förderung der Wasserkraft mit Zubauzielen	Erteilte Konzessionen (Neuanlagen, Erweiterungen, Konzessionserneuerungen) im Berichtsjahr (Anlagen > 300 kW)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss			z.B. Wasserkraftstrategie, Informationsveranstaltungen, Ziel Ausbau xx GWh/a bis yy	z.B. Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	Base légale concernant l'exploitation de la force hydraulique	Modifications des bases légales au cours de l'année sous rapport	Autorité d'exécution pour approvis. énerg. (concessions pour l'utilisation des forces hydrauliques)	Mesures de promotion de la force hydraulique avec objectifs de production	Concessions octroyées (nouvelles installations, agrandissements, renouvellements de concessions) au cours de l'année sous rapport (installations > 300 kW)	Remarques
	par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat			p.ex. stratégie sur l'utilisation de la force hydraulique, rencontres d'information, objectif de production de xx GWh/an d'ici yy	par ex. centrale hydroélectrique xy: 50 MW	par ex. intentions
SG	Gesetz über die Gewässernutzung 1960, GNG, Vollzug seit 01.01.61 mit zugehöriger Verordnung		Amt für Umwelt und Energie, Sektion Wasserkraft	Zielführende Beratung ab Projektskizze bis und mit Umsetzung (inkl. Berücksichtigung der Umwelt- und Ersatzmassnahmen). Die Kerngruppe Wasserkraft trifft sich mind. 4 Mal jährlich	Keine Konzessionen im Berichtsjahr erteilt	Diverse Sanierungen betr. Wiederherstellung der Fischwanderung, Schwall-Sunk-Rate und Geschiebehaushalt in den nächsten rund 20 Jahren anstehend
GR	Wasserrechtsgesetz, BWRG 95, in Kraft 01.07.95; Verordnung zum Wasserrechtsgesetz, BWRV 94, in Kraft 01.07.95		- Gemeinde = Konzessionsgeberin - Regierung = Genehmigungsbehörde	Website Energieapéros Information + Beratung Aktualisierung Wasserkraftstrategie	KW Alp Trida-Laret: 0,46 MW (Gemeindewerk); KW Molino; 0,46 MW; KW Aua da Mulegn: 2,88 MW; KW Buseno: 2,34 MW; KW Sarsura: 2,2 MW (Gemeindewerk)	
AG	Wasserrechtsgesetz Bund WRG / Wassernutzungsgesetz WnG Kt. Aargau vom 11.03.08 (Stand 01.01.13)	Keine	Regierungsrat über 10 MW	Strategie gemäss EnergieAARGAU	Keine	
TG	Wassernutzungsgesetz (WNG), RB 721.80, vom 25.08.99, in Kraft 01.01.00. Verordnung des Regierungsrates zum Wassernutzungsgesetz (WVN), RB 721.81, vom 07.12.99	WNG § 17, WNV § 7 und 10a wurden angepasst und auf den 01.01.16 in Kraft gesetzt	Konzession: Departement für Bau und Umwelt; Vollzugsbehörde ist die kantonale Fachstelle für Wasserkraft, d.h. Abteilung Wasserbau und Hydrometrie, Amt für Umwelt	Keine	Kanalkraftwerk Bürglen der Axpo Kleinwasserkraftwerke AG: 972 kW Ausbauleistung	Restwassersanierung bei 7 Kraftwerken (KW) wird angepackt und die Ablösung der ehehaften Wasserrechte wird geprüft. Bei 21 KW ist der Fischaufstieg und bei 23 KW der Fischabstieg zu sanieren
TI	Legge sull'utilizzazione delle acque, del 07.10.02, in vigore dal 29.11.02; regolamento sull'utilizzazione delle acque del 29.04.03, in vigore dal 02.05.03		Gran Consiglio o Consiglio di Stato a dipendenza della potenza lorda media	Piano Energetico Cantonale PEC: P.1 idroelettrico; Piano Direttore: Obiettivo 27 e schede V3 e P6; Linee direttive 2015-2019: Scheda N. 39 Energia; Fondo Energie Rinnovabili FER	Previsto nel 2017: Ampliamento concessioni CEL Cerentino (+0.7 MW installata) e CEL Campo Vallemaggia (+1.3 MW installata)	

21. Gesetzgebung: Wasserkraft-Nutzung Législation: exploitation de la force hydraulique

Kt.	Rechtsgrundlage zur Wasserkraft-Nutzung	Änderungen der Rechtsgrundlagen im Berichtsjahr	Vollzugsbehörde Energieversorgung (Wasserkraft-Konzessionen)	Massnahmen zur Förderung der Wasserkraft mit Zubauzielen	Erteilte Konzessionen (Neuanlagen, Erweiterungen, Konzessionserneuerungen) im Berichtsjahr (Anlagen > 300 kW)	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss			z.B. Wasserkraftstrategie, Informationsveranstaltungen, Ziel Ausbau xx GWh/a bis yy	z.B. Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	Base légale concernant l'exploitation de la force hydraulique	Modifications des bases légales au cours de l'année sous rapport	Autorité d'exécution pour approvis. énerg. (concessions pour l'utilisation des forces hydrauliques)	Mesures de promotion de la force hydraulique avec objectifs de production	Concessions octroyées (nouvelles installations, agrandissements, renouvellements de concessions) au cours de l'année sous rapport (installations > 300 kW)	Remarques
	par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat			p.ex. stratégie sur l'utilisation de la force hydraulique, rencontres d'information, objectif de production de xx GWh/an d'ici yy	par ex. centrale hydroélectrique xy: 50 MW	par ex. intentions
VD	LFH 1916, Leaux 1991, LFSP 1991, LPDP 1957 et RLPDP 1958, LLC 1944, Lpêche 1978	Aucune	Direction générale de l'environnement DGE	Cadastre du potentiel hydraulique du Canton réalisé. Soutien aux études sommaires et d'avant-projet. Soutien aux projets d'amélioration des installations existantes	Aucune	Plusieurs projets sont en cours pour une puissance de plusieurs dizaines de MW
VS	Loi sur l'util. FH du 28.03.90, Règlement exécution loi sur l'util. FH du 04.07.90, Décret approbation disp. comm. util. FH eaux publiques du 13.09.12, Règl. sur l'assurance RC du 04.07.90	Loi cantonale sur l'utilisation de la FH du 10.11.16. Entrée en vigueur prévue le 15.03.17	Collectivités concédantes (communes pour les rivières latérales ou canton pour le Rhône)	Analyse d'opportunité « GigaNat » proposée aux communes	Avançon (1900 kW), Péteille (725 kW), Monthey (456 kW), Iséables (810 kW), Gere (8684 kW), Saas Grund (570 kW)	Le décret du 13.09.12 a été prolongé jusqu'au 27.09.17. La modif. de la loi sur l'util. des FH et de la loi sur les FMV a été acceptée par le Grand Conseil. Le délai de referendum est le 02.03.17
NE	Loi cantonale sur la protection et la gestion des eaux (LPGE) du 02.10.12, état au 01.06.15	Aucune	Département du développement territorial et de l'environnement	Evaluation du potentiel hydro-électrique cantonal, 1ère partie réalisée en 2009 et 2ème partie en 2012	Aucune	
GE	Loi cantonale sur les eaux (L 2 05), LEaux-GE, du 05.07.61; Règlement sur utilisation des eaux superficielles et souterraines du 05.03.03 (L2 05.04)		Dépend de la puissance accordée (cf. art. 6 du règlement L2 05.04), soit le DALE, le Conseil d'Etat ou le Grand Conseil			
JU	Loi sur la gestion des eaux (LGEaux) du 28.10.15. Ordonnance sur la gestion des eaux (OGEaux) du 29.11.16	Non	Gouvernement pour les concessions de force hydraulique supérieures à 50 kilowatt théorique; Département de l'environnement pour les autres	Stratégie de protection et d'utilisation en matière de force hydraulique. Proposition de révision de la fiche 5.10 du plan directeur cantonal transmise au Parlement. Objectif : + 10 GWh/an d'ici 2035	Aucune	
FL						

22. Gesetzgebung: Nutzung des Untergrundes (Geothermie, Kohlenwasserstoffe, Speicherung)
Législation: exploitation du sous-sol (géothermie, hydrocarbures, stockage)

Kt.	Rechtsgrundlage Nutzung tiefer und untiefer Untergrund	Vollzugsbehörde (Konzession, Aufsicht)	Massnahmen zur Förderung der energetischen Nutzung des Untergrundes	Erteilte Neukonzessionierungen im Berichtsjahr	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Strategie, Informationsveranstaltungen	z.B. Geothermie-Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	Bases légales concernant l'exploitation profonde et peu profonde du sous-sol	Autorité d'exécution (concession, surveillance)	Mesures d'encouragement de l'exploitation du sous-sol sur le plan énergétique	Nouvelles concessions octroyées au cours de l'année sous rapport	Remarques
	par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. stratégie, rencontres d'information	par ex. centrale géothermique xy: 50 MW	par ex. intentions
ZH	Wasserwirtschaftsgesetz 1991, WWG (LS 724.11), in Kraft 01.01.93	Baudirektion	Informationen unter www.energie.zh.ch --> Energienutzung aus Untergrund & Wasser		Gesetz in Erarbeitung (vgl. Vorlage 5218a betreffend Gesetz über die Nutzung des Untergrundes (GNU) vom 15.11.16)
BE	Bergregalgesetz (BRG) vom 18.06.03 (Stand 08.02.16)	Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion, Amt für Wasser und Abfall			
LU		Bau- Umwelt- und Wirtschaftsdepartement (BUWD)			
UR	Gewässernutzungsgesetz GNG; Gesetz über das Bergregal und die Nutzung des Untergrund (BUG)	Baudirektion Uri	Förderung von Erdsonden- & Grundwasserwärmepumpen; Verzicht auf jährlich wiederkehrende Abgaben für energetische Nutzung des Untergrunds für Gebäudeheizung und -kühlung	Insgesamt 19 erteilte Konzessionen zur Erdwärme- und Grundwassernutzung mit einer Gesamtleistung von - Erdsonden: 17 Anlagen / 285 kW - Grundwasser 2 Anlagen / 465 kW	
SZ	Gesetz über das Bergregal und die Nutzung des Untergrundes, vom 10.02.99 (SRSZ 215.110)	Aufsicht: Regierungsrat Konzessionen: Volkswirtschaftsdepartement			
OW	Nur untiefer Untergrund ist geregelt: GDB 750.211 - Ausführungsbestimmungen über die Wärmenutzung aus dem Untergrund vom 13.05.08, in Kraft 01.06.08	Vollzug bei Teil eines bewilligungspflichtigen Bauvorhabens ist bei der Gemeinde, ansonsten beim kant. Amt für Landwirtschaft und Umwelt (Aufsichtsbehörde)			Die Regelung des tiefen Untergrunds in einer separaten Gesetzgebung wurde Ende 2015 geprüft und soll gemäss Rückmeldung der Regierung vorläufig nicht weiter verfolgt werden
NW	211.15 Vollziehungsverordnung zum Gesetz über die Einführung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches betreffend das herrenlose Land und den Untergrund (Vollziehungsverordnung 2 zum EG ZGB)	Amt für Umwelt			
GL	Die Neuerstellung oder Erweiterung einer Anlage zur Gewinnung von Energie mit einer thermischen Leistung von mehr als 1000 kW bedarf einer Bewilligung des Regierungsrates.(Art. 5 Abs. 1a kant. EG)	Regierungsrat	Einzelfallweise Förderung durch Mittel aus dem kant. Energiefonds		

22. Gesetzgebung: Nutzung des Untergrundes (Geothermie, Kohlenwasserstoffe, Speicherung)
Législation: exploitation du sous-sol (géothermie, hydrocarbures, stockage)

Kt.	Rechtsgrundlage Nutzung tiefer und untiefer Untergrund	Vollzugsbehörde (Konzession, Aufsicht)	Massnahmen zur Förderung der energetischen Nutzung des Untergrundes	Erteilte Neukonzessionierungen im Berichtsjahr	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Strategie, Informationsveranstaltungen	z.B. Geothermie-Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	Bases légales concernant l'exploitation profonde et peu profonde du sous-sol	Autorité d'exécution (concession, surveillance)	Mesures d'encouragement de l'exploitation du sous-sol sur le plan énergétique	Nouvelles concessions octroyées au cours de l'année sous rapport	Remarques
	par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. stratégie, rencontres d'information	par ex. centrale géothermique xy: 50 MW	par ex. intentions
ZG	Gesetz über die Nutzung des Untergrundes (GNU) vom 15.12.16 (Referendumsfrist 21.02.17); danach wird die Verordnung dazu vom Regierungsrat erlassen	Regierungsrat, Baudirektion	Grundlagenstudie zum Potenzial des Untergrundes		
FR	Loi sur les eaux	Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions - Service de l'environnement	Etude du potentiel sur le territoire cantonal. Projet géothermie profonde site Bluefactory Fribourg		
SO	Gesetz über Wasser, Boden und Abfall vom 04.03.09 (in Kraft 01.01.10)	Bau- und Justizdepartement	Keine	Keine	
BS	771.500 Gesetz über die Nutzung von öffentlichem Fluss- und Grundwasser, 771.510 Verordnung dazu. Geothermische Nutzung: es gilt die Wegleitung Grundwasserschutz des BAFU v. 2004	Amt für Umwelt und Energie, Abt. Gewässer	"Wärmepumpen-Strategie" des neuen Energiegesetzes ab 01.10.17	Keine	
BL	EnG BL vom 16.06.16	Kanton		Nein	
SH	Eine Rechtsgrundlage für die Nutzung des Untergrundes existiert noch nicht, ist jedoch längerfristig vorgesehen	Regierungsrat	Geothermie-Potenzialstudie Thurgau-Schaffhausen aus dem Jahr 2009	Keine	
AR					
AI	Keine				In Vorbereitung: Gesetzliche Regelung der Nutzung des Untergrundes
SG	Planungs- und Baugesetz (PBG) tritt am 01.10.17 in Kraft. Kantonaler Sondernutzungsplan wird erlassen für Anlagen zur Gewinnung von Energie und zur Nutzung des Untergrundes	Baudepartement		Keine neue Konzessionierung	Gesetzgebungsprozess Gesetz zur Nutzung des Untergrundes (GNU) wurde sinitiert
GR		Amt für Natur und Umwelt Graubünden			Gesetzesentwurf wird erarbeitet
AG	Gesetz über die Nutzung des tiefen Untergrundes und die Gewinnung von Bodenschätzen (GNB) vom 19.06.12, in Kraft 01.03.13	Departement Bau, Verkehr und Umwelt Abteilung für Umwelt Sektion: Grundwasser, Boden und Geologie	Keine	Keine	
TG	Gesetz über die Nutzung des Untergrundes (UNG) RB 723.1 vom 01.04.16; Verordnung des Regierungsrates zum Gesetz über die Nutzung des Untergrundes (UNV) RB 723.11 vom 01.04.16	Konzession: Regierungsrat; Bewilligung: Departement für Bau und Umwelt; Vollzug: Amt für Umwelt	Leistungsauftrag mit Verein Geothermie Thurgau: Exkursionen zu zwei Geothermiekraftwerken in Deutschland und einer Geothermiebohrung in Kreuzlingen, jährliches Informationsbulletin Geoskop	Keine	2 Bewilligungen nach UNG für Erdwärmesondenfelder

22. Gesetzgebung: Nutzung des Untergrundes (Geothermie, Kohlenwasserstoffe, Speicherung)
Législation: exploitation du sous-sol (géothermie, hydrocarbures, stockage)

Kt.	Rechtsgrundlage Nutzung tiefer und untiefer Untergrund	Vollzugsbehörde (Konzession, Aufsicht)	Massnahmen zur Förderung der energetischen Nutzung des Untergrundes	Erteilte Neukonzessionierungen im Berichtsjahr	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Strategie, Informationsveranstaltungen	z.B. Geothermie-Kraftwerk xy: 50 MW	z.B. Absichten
Ct.	Bases légales concernant l'exploitation profonde et peu profonde du sous-sol	Autorité d'exécution (concession, surveillance)	Mesures d'encouragement de l'exploitation du sous-sol sur le plan énergétique	Nouvelles concessions octroyées au cours de l'année sous rapport	Remarques
	par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat		par ex. stratégie, rencontres d'information	par ex. centrale géothermique xy: 50 MW	par ex. intentions
TI	Loi fédérale du 1991 sur la protection des eaux (LEaux); Ordonnance du 1998 sur la protection des eaux (OEaux); Exploitation de la chaleur tirée du sol et sous sol (OFEV 2009)	- Concessioni: il cantone - Sorveglianza: il comune		- Sonde geotermiche: 2700 kW; - Sfruttamento del calore delle acque sotterranee: 17'000 l/min	
VD	L sur les hydrocarbures (LHydr, 1957); L sur les Mines (LMines, 1891); L sur les carrières et gravières (LCar, 1988); L sur le cadastre géologique (LCG, 2008); R sur l'utilisation des PAC (RPCh, 2011)	Direction générale de l'environnement (DGE)	Etablissement de cadastres sous-terrains, subventionnement d'études, information	Pas de concessions pour grandes exploitations géothermiques. 2 à 3 concessions pour l'exploitation de nappes. 416 autorisations de forage pour des pompes à chaleur	Un nouveau projet de loi (loi sur les ressources naturelles du sous-sol) est en cours d'élaboration. Il regroupe mines, hydrocarbures, géothermie profonde et stockage
VS	Loi cantonale de la protection des Eaux 2013, LcEaux, 01.01.14 / Loi sur les routes 1965, 31.12.65 / Arrêté sur l'utilisation des eaux souterraines 1982, 01.08.82	Conseil d'état, conseil communal selon la base légal requise	Stratégie cantonale, programme de promotion	Aucune	Loi sur l'extraction de matériaux et l'utilisation des ressources du sous-sol en élaboration
NE	Loi cantonale sur la protection et la gestion des eaux (LPGE) du 02.10.12, état au 01.06.15	Département du développement territorial et de l'environnement	Evaluation du potentiel hydroélectrique cantonal, Programme cantonal de développement de la géothermie à Neuchâtel (PDGN) - Rapport d'août 2010	Aucune	
GE	Projet de loi du Conseil d'Etat sur les ressources du sous-sol (LRSS) (L 3 05). Objet renvoyé en commission : énergie et des Services industriels de Genève	Service de géologie, sols et déchets (GESDEC)	Plateforme cantonale géothermie 2020		
JU	Loi sur la gestion des eaux (LGEaux) du 28.10.15. Ordonnance sur la gestion des eaux (OGEaux) du 29.11.16	Office de l'environnement	Subventions pour les sondes géothermiques. Carte du geoportail indiquant les restrictions. Projet-pilote de géothermie profonde à Haute-Sorne (procédure en cours au TF)		Bases légales à rédiger pour exploitation géothermie profonde (hors projet-pilote)
FL		Amt für Umwelt			

23. Direkte Förderung: Förderprogramm, Budget
Encouragement direct: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.49 MuKE 2014	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2016 ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge	Förderung direkter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone (HFM 2015)	Bemerkungen
		inkl. Globalbeiträge des Bundes [CHF]	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-P-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	u.a. Förderbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 2014 oder HFM 2015
Ct.	Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.49 MoPEC 2014	Programme d'encouragement cantonal: contributions d'encouragement versées en 2016 par les cantons et déclarées à la Confédération	Encouragement de mesures directes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons (ModEnHa 2015)	Remarques
		y c. contributions globales de la Confédération [en CHF]	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE-P, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. conditions de subvention, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014 ou au ModEnHa 2015
ZH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	6'889'421	Minergie-Sanierung, Minergie-P/A-Ersatzneubauten, Nutzung Abwärme, grosse Holzheizungen, Ersatz Elektroheizungen, thermische Solaranlagen, Wärmezähler	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BE	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	19'545'693	Plusenergiegeb., MINERGIE-P, Solarkollektoren, Wärmeerzeugung Holz, Wärmenetze EE-Wärme, Ersatz Öl- und Elektroheizungen, MINERGIE-Sanierungen N Wohnbauten, GEAK-Aufstiege für Wohnbauten	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
LU	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	1'804'191	Bonus für MINERGIE- und MINERGIE-P-Sanierungen Gebäudeprogramm, MINERGIE-P-(A) Ersatzneubauten, Sonnenkollektoren (thermisch), Holzfeuerungen, Anschluss Fernwärme	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Förderprogramm 2016 entsprach (fast) vollständig dem HFM 2015
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	577'882	- Minergie / Minergie-P / Minergie-A bei Neu- und Umbauten - Inst. ES- & GW-WP's sowie Holzheizungen - Ersatz Elektroheizungen / Anbindung WW an Heizung - Inst. SoKo und PV-Anlagen	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SZ	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	49'210	Gebäudehüllensanierung HFM M-01	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	441'345	Gebäudesanierungen (Einzelbauteile und Gesamtanierungen), MINERGIE-P Neubauten, Wärmepumpen, Holzheizungen, Sonnenkollektoren, Wärmeverbund	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
NW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	123'900	Massnahmen M-01, 03, 05, 06, 07, 08, 16 gemäss HFM 2015	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Umsetzung MuKE 2014 geplant auf 01.01.19

23. Direkte Förderung: Förderprogramm, Budget
Encouragement direct: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.49 MuKE n 2014	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2016 ausbezahlt und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge	Förderung direkter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone (HFM 2015)	Bemerkungen
		inkl. Globalbeiträge des Bundes [CHF]	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-P-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	u.a. Förderbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 2014 oder HFM 2015
Ct.	Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.49 MoPEC 2014	Programme d'encouragement cantonal: contributions d'encouragement versées en 2016 par les cantons et déclarées à la Confédération	Encouragement de mesures directes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons (ModEnHa 2015)	Remarques
		y c. contributions globales de la Confédération [en CHF]	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE-P, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. conditions de subvention, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014 ou au ModEnHa 2015
GL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	829'782	Gebäudesanierung, MINERGIE Basis -P-A, Ersatzneubauten, Wärmepumpen, Elektroheizungsersatz, Holzfeuerungen, Sonnenkollektoren, Mikro-BHKW, Eisspeicher, Beleuchtungsersatz, Gebäudeautomation	Nein	Förderung gemäss HFM 2015 angepasst. Massnahmen M01 bis M18 teilw. übernommen
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	659'395	Aussenhüllen und steuerungstechnische Einrichtungen in Gebäuden inkl. Sonnenkollektoranlagen, kontrollierte Lüftung und Wärmepumpen. Elektrotechnische Einrichtungen in Betriebsstätten	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Die konkrete Umsetzung der MuKE n 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	4'062'372	Rénovation des bâtiments (complément au PNAB), solaire thermique, chauffage au bois, MINERGIE-P et -A, pompe à chaleur, CCF, valorisation des rejets de chaleur, remplacement chauffe-eau électriques	Oui, mais avec divergence dans le contenu	
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	1'232'384	Gebäudehüllensanierungen, Neubauten Minergie-P, Sanierung Minergie, Holzfeuerungen, thermische Solaranlagen, Wärmepumpen	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	6'866'656	Gebäudesanierungen (ganz/teilweise), Neubauten MINERGIE-P, Solaranlagen thermisch, Holzfeuerungen, Wärmepumpen	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
BL	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	6'580'715	Gebäudesanierung inkl. Bonus; Holzenergieanlagen; thermische Solaranlagen; Neubauten MINERGIE-P; Wärmepumpen; Anschluss an Wärmenetz	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Zusätzliche Massnahmen Haustechnik bei Neubauten

23. Direkte Förderung: Förderprogramm, Budget
Encouragement direct: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.49 MuKE 2014	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2016 ausbezahlt und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge	Förderung direkter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone (HFM 2015)	Bemerkungen
		inkl. Globalbeiträge des Bundes [CHF]	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-P-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	u.a. Förderbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE 2014 oder HFM 2015
Ct.	Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.49 MoPEC 2014	Programme d'encouragement cantonal: contributions d'encouragement versées en 2016 par les cantons et déclarées à la Confédération	Encouragement de mesures directes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons (ModEnHa 2015)	Remarques
		y c. contributions globales de la Confédération [en CHF]	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE-P, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. conditions de subvention, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014 ou au ModEnHa 2015
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	0	Gebäudehüllensanierung (Das Gebäudeprogramm), Umwälzpumpen (ProKilowatt). Aufgrund des Neins zur Revision des Baugesetzes keine finanziellen Mittel für ein kantonales Förderprogramm vorhanden	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Einführung MuKE 2014 im Jahr 2019 vorgesehen.
AR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	262'032	Gemäss Förderprogramm	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
AI	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	138'348		Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
SG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	6'085'787	Sonnenkollektoren, Wärmenetze (ohne Wärmeerzeugung), Biogasanlagen, Holzfeuerungen (>70 kW Leistung), Ersatz von Beleuchtungsanlagen und Elektroboilern und fossile Feuerungen	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
GR	Nein	3'605'585	Neubauten mit Vorbildcharakter, Gebäudehülle inkl Bonus, Holzfeuerungen, Wärmepumpen, Solaranlagen, Wärmeverbände, Komfortlüftung, Nutzungsgradverbesserung ind. / gewerb. Prozesse, GEAK Plus	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Gebäudehülle: Fenster und gegen unbeheizt werden kantonal gefördert. Haustechnische Anlagen: Förderung über EBF
AG	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	3'467'299	Kanton Aargau fördert M-01 und M-14	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	7'605'009	Gebäudesanierung, Gesamtsanierungen, Minergie-A/-P, Solarthermie, Photovoltaik, Holzenergie, Wärmenetze, Wärmepumpen, Effizienzmassnahmen (Komfortlüftung etc.), Abwärmenutzung, Sonstige (WKK etc.)	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	

23. Direkte Förderung: Förderprogramm, Budget
Encouragement direct: programme d'encouragement, budget

Kt.	Rechtsgrundlage Förderung gemäss Art. 1.49 MuKE n 2014	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen 2016 ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge	Förderung direkter Massnahmen	Umsetzung harmonisiertes Fördermodell der Kantone (HFM 2015)	Bemerkungen
		inkl. Globalbeiträge des Bundes [CHF]	z.B. Gebäudesanierungen, MINERGIE-P-Neubauten, Sonnenkollektoren, Holzfeuerungen	u.a. Förderbedingungen, Grundmechanik der Beitragsbemessung bezogen auf gewählte Förderkategorien	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKE n 2014 oder HFM 2015
Ct.	Base légale pour mesures d'encouragement selon art. 1.49 MoPEC 2014	Programme d'encouragement cantonal: contributions d'encouragement versées en 2016 par les cantons et déclarées à la Confédération	Encouragement de mesures directes	Mise en œuvre du Modèle d'encouragement harmonisé des cantons (ModEnHa 2015)	Remarques
		y c. contributions globales de la Confédération [en CHF]	par ex. rénovations des bâtiments, nouv. constructions MINERGIE-P, capteurs solaires, chauffages au bois	par ex. conditions de subvention, mécanisme fondamental du calcul des aides en référence aux catégories d'encouragement choisies	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014 ou au ModEnHa 2015
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	6'085'266	MINERGIE-P, -ECO, -A per nuovi edifici, risanamenti globali e/o MINERGIE, teleriscaldamento, biogas, riscaldamento a legna, solare termico, sost. Riscaldam.fossili e elettr., Pompe di calore >200kW	Oui, sans divergence dans le contenu	Al momento non viene richiesto il Sistema Modulo per le pompe di calore in quanto in Ticino non è ancora conosciuto dagli installatori
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	5'542'430	Solaire thermique, solaire PV (pont-RPC), chauffages au bois, MINERGIE, assainissement de chauffages électriques directs, bonus isolation, autres projets de cas en cas	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Fonds destiné à la promotion des mesures prévues dans la LVLene. Dans le cadre d'une opération spéciale, le Canton finance des bonus pour le Programme Bâtiments
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	3'703'107	Rénovations, nouv. constructions Minergie-P ou CECB A/A, chauffages au bois, pompes à chaleur, capteurs solaires, raccordements CAD, infrastructure CAD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Les programmes de promotion valaisans tiennent compte des spécificités du territoire et du marché cantonal
NE	Oui, sans divergence dans le contenu	762'105	Oui	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Remplacement d'une chaudière à bois ou d'une pompe à chaleur par une chaudière automatique à bois ou le raccordement à un chauffage à distance accepté
GE	Non	5'051'250	Programme de subventions coordonné avec SIG, Conseils, audits énergie, rencontres	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Barèmes et conditions qui diffèrent
JU	Oui, sans divergence dans le contenu	851'655	M-01 à M-08, M-10, M-12, M-16 et M-18	Oui, sans divergence dans le contenu	Montants égaux ou supérieurs aux montants de base du ModEnHa 2015
FL	Nein	4'000'000	Förderung gemäss Energieeffizienzgesetz	Nein	
Total CH		92'822'819			

24. Indirekte Förderung: Energieberatung, Information, Aus- und Weiterbildung
Encouragement indirect: conseil en énergie, information, formation et perfectionnement

Kt.	Organisation und Anzahl Beratungsstellen	Beratungsangebot resp. Aufgaben der öffentlichen Energieberatungsstellen	Förderung indirekter Massnahmen	Bemerkungen
	Energieberatungszentrale, Energieberatungsstelle (kantonal, regional, kommunal), Privat	z.B. Grobanalysen, Erstellung GEAK, telefonische Beratung, Energieberatergutscheine	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, GEAK Plus	z.B. Absichten
Ct.	Organisation et nombre de services de conseil	Offre de conseil ou tâches des services publics de conseil en matière d'énergie	Encouragement de mesures indirectes	Remarques
	Centrale et services d'information en matière d'énergie (cantonaux, régionaux, communaux), privés	par ex. analyses sommaires, établ. du CECB, conseil par téléphone, bons pour conseillers en énergie	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, CECB-Plus	par ex. intentions
ZH	Forum Energie Zürich, kostenlose Telefonhotline	Telefonische Erstauskunft	GEAK Plus, Informationsveranstaltungen, Messeauftritt, Unterstützung Verein Forum Energie Zürich, Unterstützung Kurse, Fachkongresse	Förderung des Wissenstransfers
BE	Planungsregionen bzw. Regionalkonferenzen werden verpflichtet unabhängige Beratungsstellen für Energiefragen zu führen > 8 regionale Energieberatungsstellen	Beratung Bevölkerung, Gemeinden und Gewerbe, Beratungen vor Ort mit einfachem Bericht, Informationen, z.B. Referate, Öffentlichkeitsarbeit (Veranstaltungen, Messen), Kurse, Schulungen	Energieberatung, Information an Messen/Energie-Apéros, Aus-/Weiterbildung, Energiestadt / BEakom, kommunale Energierichtpläne, GEAK Plus, Grobanalysen für nicht GEAK-Gebäude, Machbarkeitsstudien	
LU		Kantonale Energieberatung, telefonische Fachberatung, allgemeine Telefonauskunft zu Energiefragen (niederschwellige Anlaufstelle)	Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, Energieberatung, Energiestadt, Schulungen, Kommunikation, Messeauftritte, Ausstellungen, GEAK und GEAK Plus Förderung	
UR	Angebot für Erstberatungen beim Amt für Energie Uri; Weitere Beratungsangebote über Energieberaterverein Uri resp. Privatwirtschaft	Erstberatung über Gebäudehülle, Heizsysteme, Nutzung Erd- und Grundwasserwärme, Sonnenenergienutzung, Energie im Haushalt u.v.m.	- GEAK & GEAK Plus - Photovoltaikanlagen - Betriebsoptimierungen mit energoAdvanced o.Ä. - KMU-Modell o.Ä.	
SZ	Energieberatungszentrale, 4 regionale Energieberatervereine	Schulung, Grobanalysen, GEAK, "Vor Ort Beratung", telefonische Auskünfte, Informationsveranstaltungen	Energieberatung (GEAK Plus), Informationsveranstaltungen, Energie Apero Schwyz	
OW	Energieberatung ist kantonal organisiert	Angebot vorhanden zu: kant. "vor Ort" Energieberatung, Betriebsoptimierung (energo-Advanced), GEAK-Plus	Förderung von: kant. "vor Ort" Energieberatung, Betriebsoptimierung (energo-Advanced), GEAK Plus Förderung	
NW	Energiefachstelle des Kantons	Kantonale Energieberater	Machbarkeitsstudien, Ausbildungen, Energieberatungen	
GL	Energie-Coaching seit 2012 eingeführt	Vorgehensberatung, teilw. Begehung vor Ort	Finanzielle Unterstützung von Machbarkeitsstudien. Organisation von Informationsveranstaltungen (Handwerker, Planer, Architekten)	
ZG	Energieberatungsstelle des Kantons Zug durch Verein energienetz-zug (Leistungsvereinbarung)	Telefonberatung, Vorort-Beratung, Vorgehensberatung, Modul Beratung Stockwerkeigentümerschaften, Modul Elektroeffiziente Firmen	Medienarbeit, Messe, allgemeine Veranstaltungen, Schulungen, Energieberatung für Gebäudeeigentümer	

24. Indirekte Förderung: Energieberatung, Information, Aus- und Weiterbildung
Encouragement indirect: conseil en énergie, information, formation et perfectionnement

Kt.	Organisation und Anzahl Beratungsstellen	Beratungsangebot resp. Aufgaben der öffentlichen Energieberatungsstellen	Förderung indirekter Massnahmen	Bemerkungen
	Energieberatungszentrale, Energieberatungsstelle (kantonal, regional, kommunal), Privat	z.B. Grobanalysen, Erstellung GEAK, telefonische Beratung, Energieberatergutscheine	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, GEAK Plus	z.B. Absichten
Ct.	Organisation et nombre de services de conseil	Offre de conseil ou tâches des services publics de conseil en matière d'énergie	Encouragement de mesures indirectes	Remarques
	Centrale et services d'information en matière d'énergie (cantonaux, régionaux, communaux), privés	par ex. analyses sommaires, établ. du CECB, conseil par téléphone, bons pour conseillers en énergie	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, CECB-Plus	par ex. intentions
FR	Service de l'énergie, Commissions communales de l'énergie	Etude de faisabilité pour les communes, séances d'information, campagne de sensibilisation dans le domaine de l'électricité, programme de formation continue	Etude de faisabilité pour les communes, séances d'information, campagne de sensibilisation dans le domaine de l'électricité, programme de formation continue	
SO	Energieberatungszentrale NWCH für Infomaterial, 16 akkreditierte Energieberater in allen Regionen des Kantons	Kurzberatungen, Analysen, Vorgehensberatung, GEAK	Diverse Machbarkeitsstudien; Informations-, Aus- und Weiterbildungsveranstaltungen; Messen	
BS	Öffentliche Energieberatung BS (seit 01.04.17 direkt im AUE integriert)	Tel. und vor-Ort-Beratung, Erstanalysen (Bauherrenberatung)	Studien, Energieanalysen, Veranstaltungen, Energieberatung, GEAK Plus	
BL	Öffentliche Baselbieter Energieberatung mit zwei Beratungsstellen	Erst und Vorgehensberatung ist gratis. Weitergehende Beratung ist kostenpflichtig	GEAK Plus	
SH	Minimales Förderbudget von Fr. 200'000.- zur Umsetzung des Grossverbrauchermodells (Unterstützung für die Erstellung von Energieverbrauchsanalysen)	Energieberatung für private Bauherren aufgrund von Sparbemühungen eingestellt. Kostenpflichtige Beratung wird durch Energiefachleute angeboten	Machbarkeitsstudien werden nur im Rahmen der Umsetzung des Grossverbrauchermodells unterstützt	Aufstockung Förderbudget um CHF 200'000.- in 2017. Damit werden Machbarkeitsstudien in den Bereichen Wärmenetze, Biogasanlagen, Abwärmenutzung, Gesamtenergieversorgung, Windenergie unterstützt
AR	Verein Energie AR/AI	Erbringung öffentlicher Energieberatung	GEAK Plus, Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, etc.	
AI	Verein Energie AR / AI	Telefonische Beratung und Beratung vor Ort	Nein	
SG	Energieagentur St.Gallen GmbH sowie kommunale Beratungsstellen	Telefonische Beratung; Förderung; Sensibilisierung	Schaffung von Netzwerken; Vorgehensberatung; Machbarkeitsanalysen; Gebäudemodernisierung mit Konzept; Planung Minergie A; Zertifizierungskosten Minergie; Beratungsangebote für KMU/Landwirtschaft	
GR	Kantonale Energieberatungsstelle, Beratungsstellen in Gemeinden und teilweise in Regionen	Vorgehensberatung (telefonisch und persönlich im Amt)	Informationsveranstaltungen, Messeauftritte, Energie-Apéros mit Video-Übertragung nach Poschiavo, Isolieren hilft heizen (Wanderausstellung vom AEV), Kurse für Fachleute, Referate, etc.	
AG	Zentrale Energieberatungsstelle, Gemeindeberater pro Region (7 Regionen)	Tel. Beratung, Grobberatung, Planungsberatung, Beratung Schutzobjekte und kirchliche Gebäude, Beratung in der Landwirtschaft, Beratung Industrie/Gewerbe/Dienstleistung, Heizungs-Check, Gebäudeanalysen	Energieberatung, GEAK Plus, Messen/Austellungen, Tage der offenen Tür, Informationsveranstaltungen, Kurse, Prozesse Energiestadt, Machbarkeitsstudien. Durchführung eines Heizungs-Checks für Wohnbauten	Verstärkung der Energieberatung. Verschiedentliche Förderung von Massnahmen die nicht anrechenbar sind

24. Indirekte Förderung: Energieberatung, Information, Aus- und Weiterbildung
Encouragement indirect: conseil en énergie, information, formation et perfectionnement

Kt.	Organisation und Anzahl Beratungsstellen	Beratungsangebot resp. Aufgaben der öffentlichen Energieberatungsstellen	Förderung indirekter Massnahmen	Bemerkungen
	Energieberatungszentrale, Energieberatungsstelle (kantonal, regional, kommunal), Privat	z.B. Grobanalysen, Erstellung GEAK, telefonische Beratung, Energieberatergutscheine	z.B. Machbarkeitsstudien, Informationsveranstaltungen, GEAK Plus	z.B. Absichten
Ct.	Organisation et nombre de services de conseil	Offre de conseil ou tâches des services publics de conseil en matière d'énergie	Encouragement de mesures indirectes	Remarques
	Centrale et services d'information en matière d'énergie (cantonaux, régionaux, communaux), privés	par ex. analyses sommaires, établ. du CECB, conseil par téléphone, bons pour conseillers en énergie	par ex. études de faisabilité, rencontres d'information, CECB-Plus	par ex. intentions
TG	12 regionale Energieberatungsstellen über den ganzen Kanton verteilt, 9 davon mit Leistungsauftrag und finanzieller Unterstützung des Kantons. Beratung durch Energiefachleute TG (kostenpflichtig)	Kostenlose Objektberatung (Kurz- + Vorgehensberatung) für Bauherren vor Ort oder beim Energieberater; kostenlose Impulsberatung bei Ersatz fossiler Wärmeerzeugung vor Ort (Vergleich Energieträger)	GEAK mit Beratungsbericht, Machbarkeitsstudien, Energieanalysen für Unternehmen, Objektberatung, Energiestadt-Label	
TI	Piattaforma Ticinoenergia: consulenza e informazioni. Traduzioni norme, organizzazione corsi, workshop e conferenze. Qualche comune dispone di uno "sportello energia"(consulenza ai privati)	Consulenza telefonica informativa (Ticinoenergia per consigli più approfonditi), partecipazione ad incontri informativi e conferenze come relatori	Supporto finanziario a studi di fattibilità (es. teleriscaldamento), studi sulla mobilità, analisi energetiche per PMI e grandi consum., elaborazione strumenti politica energetica comunale, workshop, ecc.	Incontri d'informazione e di aggiornamento, consulenza, piattaforma Ticinoenergia, traduzioni norme, partecipazione ad eventi e fiere
VD	Centre cantonal d'information grand public et professionnel. Centre cantonal d'information énergie pour les écoles. Stand cantonal itinérant d'information. Quelques centres communaux.	Information/conseils par téléphone, e-mail et au guichet. Publications. Site internet. Séances d'information	Séances d'information. Cours de formation. Etudes de faisabilité/opportunité. CECB-Plus. Etudes de planification énergétique territoriale	Poursuite du subventionnement de mesures indirectes
VS	Plusieurs distributeurs d'électricité ont un centre de conseil (SEIC, SEDRE, ESR). Plusieurs villes ont leur propre conseil en énergie (Monthey, Sierre). Région Martigny: CREM		Conférences lors de manifestations (PrimVert, Energyforum Valais/Wallis, Energie-Apéro)	
NE	3 Centres de conseils: - Canton: Centre de conseils InfoEnergie. - Villes Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, Le Locle: Délégué communal à l'énergie	Conseils aux communes, entreprises et particuliers dans tous les domaines de l'énergie	Subvention pour l'établissement d'un CECB-Plus. Emission radio Flash-Watt, rencontres d'information Lunch-Energie, campagne scolaire, etc.	
GE	Ligne info service; permanence téléphonique de l'OCEN. Site web de l'OCEN	Permanence téléphonique de l'OCEN; Formation de l'HEPIA en partenariat avec l'OCEN	Rencontres de l'OCEN 1x par mois	
JU	Information et conseils; communiqués de presse; organisation de séances d'information publique et de cours, via CRDE; participation à des manifestations	Conseils par téléphone et rencontres	Mandat de prestations entre l'Etat et Energie du Jura SA pour offrir des prestations dans ce domaine et faciliter la réalisation de projets	
FL				

25. Förderung: Weitere Förderinstrumente Mesures d'encouragement: autres instruments d'encouragement

Kt.	Steuererleichterungen für energetische Massnahmen	Ausnutzungsbonus von verbesserten Bauweisen	Förderung Pilot- und Demonstrationsanlagen	Förderung Forschung und Entwicklung	Bemerkungen, weitere Förderinstrumente
			z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Lenkungsabgabe, Unterstützung Technologietransfer
Ct.	Allègements fiscaux pour mesures énergétiques	Bonus d'utilisation du sol pour modes de construction améliorés	Encouragement d'installations pilotes et de démonstration	Encouragement de projets de recherche et de développement technologique	Remarques, autres outils promotionnels
			par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisées	par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisées	par ex. taxe d'incitation, soutien, transfert technologique
ZH	Ja	Kantonale Hoheit; umgesetzt	Rahmenkredit 2013-2014		Ausnutzungsbonus indirekt durch Nichtanrechnung dickerer Wärmedämmstärken
BE	Ja	Kommunale Hoheit; umgesetzt	Zusammenarbeit mit der Fachhochschule Plusenergiequartier; Zusammenarbeit mit Industrie und der Hauptstadtregion	Keine	Unterstützung Technologietransfer über den energie-cluster
LU	Nein	Kantonale Hoheit; umgesetzt		Hochschule Luzern (ZIG, HSLU)	InnovationsTransferZentrum (ITZ), Hochschule Luzern (ZIG; HSLU) Abteilung Technik und Architektur
UR	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt	Auf Anfrage möglich	Auf Anfrage möglich	
SZ	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt			
OW	Nein	Kommunale Hoheit; umgesetzt			
NW	Ja	Kommunale Hoheit; umgesetzt			
GL	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt	Beiträge möglich	Keine	
ZG	Nein	Kommunale Hoheit; umgesetzt	Smart-Metering in Überbauung "Suurstoffi", Rotkreuz		
FR	Oui	Souveraineté cantonale ; mise en œuvre	Au cas par cas	Au cas par cas	
SO	Ja	Kantonale Hoheit; umgesetzt	Möglich: z.B. Sologrid	Möglich: z.B: Begleitung von Bachelor- und Masterarbeiten, Studien von Fach- und Hochschulen	Verzicht auf Anschlussgebühren; Technologietransfer mit Partnern: energie-cluster; Wirtschaftsförderung Kanton Solothurn
BS	Ja	Kantonale Hoheit; teilweise umgesetzt	Fallweise möglich, durch Novatlantis Pilotregion Basel	Fallweise möglich, durch Novatlantis Pilotregion Basel	Lenkungsabgabe auf Strom (Stromsparfonds Basel sfb), P+D-Gebäude der 2000-W-Gesellschaft - Pilotregion Basel
BL	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt	Nein	Nein	
SH	Ja	Kommunale Hoheit; nicht umgesetzt	Keine	Keine	
AR	Ja	Kommunale Hoheit; umgesetzt			
AI	Ja	Kantonale Hoheit; umgesetzt			
SG	Ja	Kommunale Hoheit; umgesetzt	Gesetzliche Grundlage vorhanden, jedoch keine Mittel eingestellt	Nicht im Rahmen des EnG	

25. Förderung: Weitere Förderinstrumente Mesures d'encouragement: autres instruments d'encouragement

Kt.	Steuererleichterungen für energetische Massnahmen	Ausnutzungsbonus von verbesserten Bauweisen	Förderung Pilot- und Demonstrationsanlagen	Förderung Forschung und Entwicklung	Bemerkungen, weitere Förderinstrumente
			z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Förderbeiträge, Zusammenarbeit mit ETH, Uni, Fachhochschulen	z.B. Lenkungsabgabe, Unterstützung Technologietransfer
Ct.	Allègements fiscaux pour mesures énergétiques	Bonus d'utilisation du sol pour modes de construction améliorés	Encouragement d'installations pilotes et de démonstration	Encouragement de projets de recherche et de développement technologique	Remarques, autres outils promotionnels
			par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisées	par ex. contributions d'encouragement, collaboration avec EPF, Universités, Hautes Ecoles Spécialisées	par ex. taxe d'incitation, soutien, transfert technologique
GR	Ja	Kommunale Hoheit; teilweise umgesetzt	Ja		
AG	Ja	Kommunale Hoheit; umgesetzt	Swiss Blue Energy AG: Entwicklung Thermo-Magnetischer Motor	Zusammenarbeit des Kantons Aargau mit dem PSI, Hightech Zentrum Aargau, H2-Mobilität, Geothermie/Wärmenutzung	
TG	Ja	Kommunale Hoheit; umgesetzt	Keine	Keine	Energie- und Innovationsberatung für KMU im Bereich Energie und Klima seit 2011
TI	Oui	Souveraineté cantonale; mise en oeuvre	Collaborazione con SUPSI e Ticinoenergia	Collaborazione con SUPSI e Ticinoenergia	
VD	Oui	Souveraineté cantonale; mise en oeuvre	Oui	Soutien à 9 projets (EPFL, UNIL, HEIG-VD) et un projet hydraulique dans le cadre de l'opération spéciale: "100 millions pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique"	Possibilité de création de fonds communaux (taxe dédiée sur l'électricité). Programme cantonal doté de 100 millions. Pont RPC cantonal. Bonus au Programme Bâtiments
VS	Oui	Souveraineté cantonale; mise en oeuvre		Installation du Campus Energypolis en collaboration avec l'EPFL sur Sion	
NE	Oui	Souveraineté communale; mise en oeuvre	Oui	Oui	
GE	Oui	Souveraineté cantonale; mise en oeuvre	Etudes et suivi de projets de construction exemplaires; études de faisabilité; en collaboration avec SIG, EPFL, Université et HES	Centre information Pro donne conseils aux professionnels et pour projets; en collaboration avec EPFL, université et HES	
JU	Oui	Souveraineté communale; pas mise en oeuvre			Bonus d'utilisation du sol à introduire suite à motion acceptée par le Parlement
FL	Nein	Kommunale Hoheit; nicht umgesetzt			

26. Gemeinden, Energiestädte Communes, Cités de l'énergie

Kt.	Energiestädte Stand Mai 2017	Beiträge des Kantons an Gemeinden im Rahmen des Energiestadtprozesses	Gemeinden mit Förderprogrammen	Bemerkungen, weitere Unterstützung der Gemeinden
			z.B. Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Förderung der regionalen Zusammenarbeit, Erfahrungsaustausch-Tagungen
Ct.	Cités de l'énergie Etat Mai 2017	Contributions du canton aux communes dans le cadre du processus Cité de l'énergie	Communes avec programmes d'encouragement	Remarques, autre soutien des communes
			par ex. communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. encouragement de la collaboration régionale, rencontres échanges d'expériences
ZH		Ja, fachliche Begleitung	25 von 169	
	Adliswil, Bubikon, Bülach, Dachsen, Dietikon* , Dietlikon, Dinhard, Dübendorf, Elgg, Fehraltorf, Gossau, Hagenbuch, Hedingen, Horgen, Illnau-Effretikon, Kloten, Knonau, Küssnacht* , Lindau, Männedorf, Meilen* , Mettmenstetten, Mönchaltorf, Neftenbach, Niederhasli, Nürensdorf, Opfikon, Ossingen, Rafz, Regensdorf, Rheinau, Richterswil, Rüslikon, Russikon, Rüti* , Schlieren, Seuzach, Stammatal (Gemeinde-Verband), Thalwil, Trüllikon, Truttikon, Turbenthal, Uetikon am See, Uster* , Volketswil, Wädenswil, Wald* , Wallisellen, Winterthur* , Zell, Zürich*			
BE		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Diverse, Gesamtübersicht nicht bekannt. Einzelabfragen über www.energiefranken.ch	Unterstützung Energieplanung (50% der Richtplankosten); Fachliche und finanzielle Unterstützung bei Massnahmenplanung und Umsetzung mit BEakom, Energiestadt-Erfa- Tagungen, Energiestadtbewertungen
	Bätterkinden, Bern* , Biel, Bremgarten bei Bern, Brugg, Burgdorf, Herzogenbuchsee, Interlaken, Köniz* , Langenthal, Lyss, Moosseedorf, Moutier, Münchenbuchsee, Münsingen* , Muri bei Bern, Nidau, Ostermundigen, Schwarzenburg, Spiez, Steffisburg, Thun, Urtenen-Schönbühl, Wiler bei Utzenstorf, Wohlen bei Bern, Worb, Zollikofen			
LU		Ja, Förderbeitrag	Meggen, Stadt Luzern (und ev. weitere: Keine Meldepflicht)	Energiestadt Jahresversammlung; Kommunale Energierichtpläne; Fernwärmeprojekte Wirtschaftslichkeitsabklärungen; Jahresversammlung Swisssolar
	Adligenswil, Altbüron, Ballwil, Dagmersellen, Ebikon, Egolzwil, Emmen, Entlebuch (Region), Eschenbach, Hochdorf, Hohenrain, Horw, Kriens, Luzern* , Mauensee, Meggen, Menznau, Nottwil, Oberkirch, Pfaffnau, Rain, Ruswil, Schenkon, Schlierbach, Schwarzenberg, Sempach, Sursee, Triengen, Vitznau, Wauwil, Weggis, Willisau			
UR		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Gemeindewerke Erstfeld mit umfassendem Förderprogramm	- Einsitz in den Kommissionen der jeweiligen Energiestädte; - Zwei Erfa-Tagungen pro Jahr in der Zentralschweiz; - Erfa-Tagungen der Urner Energiestadtgemeinden
	Altdorf, Andermatt, Erstfeld*			
SZ		Ja, fachliche Begleitung	Schwyz, Küssnacht, Arth, Einsiedeln Alle sieben Gemeinden im Versorgungsgebiet des Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz (EBS) und 3 Gemeinden im Versorgungsgebiet des EW Höfe	Erfahrungsaustausch Energiestadtgemeinden und interessierte Gemeinden
	Arth, Einsiedeln, Freienbach, Illgau, Küssnacht am Rigi, Lauerz, Morschach, Muotathal, Sattel, Schwyz (Bezirk), Steinerberg, Wollerau			
OW		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Alle sieben Gemeinden des Kantons haben mit Unterstützung von ProKilowatt im 2015 und 2016, ein Förderprogramm (Umwälzpumpen und Elektroboiler) von CHF 200'000 umgesetzt	Jährlicher kant. Unterstützungsbeitrag von CHF 15'000., hinzu kommt die Mitarbeit der Energiefachstelle in der Steuer- und Arbeitsgruppe mit fachlicher Unterstützung
	Alpnach, Engelberg, Giswil, Kerns, Lungern, Sachseln, Sarnen			
NW		Ja, Förderbeitrag		Organisation und aktiver Erfahrungsaustausch, 2x pro Jahr
	Hergiswil, Stans* , Stansstad			
GL		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag		
ZG		Nein	8 von 11	Jährliche Besprechung mit Energiebeauftragten und Prüferingenieuren der Zuger Einwohnergemeinden; Beantwortung energierechtlicher Fragestellungen
	Baar, Cham* , Hünenberg, Oberägeri, Risch, Steinhausen, Unterägeri, Zug*			

26. Gemeinden, Energiestädte Communes, Cités de l'énergie

Kt.	Energiestädte Stand Mai 2017	Beiträge des Kantons an Gemeinden im Rahmen des Energiestadtprozesses	Gemeinden mit Förderprogrammen	Bemerkungen, weitere Unterstützung der Gemeinden
Ct.	Cités de l'énergie Etat mai 2017	Contributions du canton aux communes dans le cadre du processus Cité de l'énergie	Communes avec programmes d'encouragement	Remarques, autre soutien des communes
			z.B. Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Förderung der regionalen Zusammenarbeit, Erfahrungsaustausch-Tagungen
			par ex. communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. encouragement de la collaboration régionale, rencontres échanges d'expériences
FR		Oui, suivi professionnel et contribution d'encouragement	Etude en cours	Les communes ont certaines contraintes légales leur imposant notamment la comptabilité énergétique, le plan communal des énergies, la valorisation des ER, etc.
	Attalens, Avry, Broc, Bulle, Châtel-St-Denis, Corminboeuf, Fribourg, Gibloux, Givisiez, Gletterens, Granges-Paccot, Marly, Morat, Neyruz, Noréaz, Romont, Sensebezirk, Siviriez, Val-de-Charney, Villars-sur-Glâne			
SO		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag		Erfahrungsaustausch mit Energiestädten Grenchen, Solothurn, Zuchwil, Oensingen und Olten; Finanzielle Unterstützung von Projekten möglich
	Grenchen, Hofstetten-Flüh, Oensingen, Olten, Solothurn, Thal (Region), Zuchwil*			
BS		Ja, Förderbeitrag	Alle 3 Gemeinden des Kantons	
	Basel* , Bettingen, Riehen*			
BL		Ja, fachliche Begleitung	ca. 15	Aus- und Weiterbildung von Gemeinderät/innen und Gemeindeangestellten; ERFA Energiestadt
	Aesch, Arlesheim, Birsfelden, Frenkendorf, Itingen, Lausen, Liestal, Lupsingen, Münchenstein, Muttenz, Oberwil, Pratteln, Reigoldswil, Reinach, Sissach, Therwil			
SH		Nein	Schaffhausen, Thayngen, Neuhausen am Rheinflall	Konzept zur Erhöhung der Energieeffizienz in der Strassen- und Objektbeleuchtung im Kanton Schaffhausen in Zusammenarbeit mit den lokalen EVU und den Gemeinden 2016 abgeschlossen. Sensibilisierung findet statt
	Neuhausen am Rheinflall, Schaffhausen* , Thayngen			
AR		Ja, Förderbeitrag		ERFA für Gemeinden
	Appenzellerland über dem Bodensee AüB (Region), Heiden, Herisau, Speicher, Teufen, Trogen, Urnäsch			
AI		Nein		
SG		Ja, Förderbeitrag	Etwa 25 von 77	Das Angebot "Energie in Gemeinden" der EnF unterstützt seit Herbst 2009 Gemeinden bei einer aktiven Energiepolitik durch Leitfäden, Veranstaltungen und dgl.
	Altstätten, Au, Balgach, Berneck, Buchs* , Diepoldsau, Eichberg, Eschenbach, Flawil, Gaiserwald, Gams, Goldach, Gossau, Grabs* , Kaltbrunn, Kirchberg, Lichtensteig, Marbach, Mels, Mörschwil, Oberriet, Obertoggenburg (Region), Rapperswil-Jona, Rebstein, Rorschach, Rorschacherberg, Rüthi, Sargans, Sennwald, Sevelen, St.Gallen* , St. Margrethen, Steinach, Thal, Uznach, Uzwil, Vilters-Wangs, Waldkirch, Walenstadt, Wartau, Wattwil, Widnau, Wil, Wittenbach			
GR		Ja, fachliche Begleitung und Förderbeitrag	Diverse Gemeinden und EVU's haben eigene Förderprogramme	Erfahrungsaustausch-Veranstaltungen für Energiestädte und Vollzugspersonen, Weiterbildungsangebot für Vollzugspersonen
	Bonaduz, Chur, Davos, Ela, Felsberg, Haldenstein, Ilanz/Gilon, Klosters-Serneus, La Punt Chamues-ch, Landquart/Igis, Maienfeld, Malans, Rhäzüns, St.Moritz, Thusis, Val Müstair, Vaz/Obervaz			
AG		Ja, Förderbeitrag	Uns bekannt: Aarau, Baden, Rheinfelden, Stein AG	Gemeindeberatung aufgeteilt in 7 Regionen
	Aarau, Auw, Bad Zurzach, Baden* , Döttingen, Ennetbaden, Erlinsbach, Freienwil, Kaiseraugst, Küttigen, Lengnau, Lenzburg, Magden, Mägenwil, Mühlau, Oftringen, Rheinfelden, Schneisingen, Seon, Spreitenbach, Stein, Surbtal (Region),Turgi, Unterkulm, Untersiggenthal, Windisch, Wölflinswil, Zeihen, Zofingen			

26. Gemeinden, Energiestädte Communes, Cités de l'énergie

Kt.	Energiestädte Stand Mai 2017	Beiträge des Kantons an Gemeinden im Rahmen des Energiestadtprozesses	Gemeinden mit Förderprogrammen	Bemerkungen, weitere Unterstützung der Gemeinden
			z.B. Gemeinden x,y,z oder 4 von 20	z.B. Förderung der regionalen Zusammenarbeit, Erfahrungsaustausch-Tagungen
Ct.	Cités de l'énergie Etat mai 2017	Contributions du canton aux communes dans le cadre du processus Cité de l'énergie	Communes avec programmes d'encouragement	Remarques, autre soutien des communes
			par ex. communes x,y,z ou 4 sur 20	par ex. encouragement de la collaboration régionale, rencontres échanges d'expériences
TG		Ja, Förderbeitrag	Frauenfeld, Amriswil, Arbon, Diessenhofen, Eschlikon, Hohentannen, Kreuzlingen, Münsterlingen, Romanshorn, Steckborn, Weinfelden	Regionale Energieberatungstellen, ERFA
	Aadorf, Affeltrangen, Amriswil, Arbon, Berg, Bettwiesen, Bischofszell, Diessenhofen, Egnach, Eschlikon, Frauenfeld* , Gachnang, Hauptwil-Gottshaus, Kreuzlingen, Roggwil, Romanshorn, Steckborn, Weinfelden			
TI		Oui, contribution d'encouragement	Parecchi	
	Arbedo-Castione, Bellinzona, Bioggio, Canobbio, Chiasso, Coldrerio, Croglio, Cugnasco-Gerra, Gambarogno, Gordola, Locarno, Lumino* , Maroggia, Melano, Mendrisio, Minusio, S. Antonino, Stabio			
VD		Oui, contribution d'encouragement	Chiffre exact pas connu	Outils pour l'élaboration de concepts énergétiques communaux (avec soutien financier). Cours et séances d'information
	Aigle, Avenches, Bex, Blonay, Bussigny, Cossonay, Crissier, Ecublens, Gland, Lausanne* , Le Mont-sur-Lausanne, Leysin, Montreux* , Morges, Nyon, Orbe, Payerne, Prangins, Prilly, Renens, Rolle, Sainte-Croix, Vevey* , Yverdon-les-Bains			
VS		Oui, contribution d'encouragement	43 sur 126 communes ont leur propre programme d'encouragement énergétique	
	Ardon, Ayent, Bagnes, Bitsch, Brig-Glis, Collombey-Muraz, Crans-Montana, DalaKoop (Region), Fully, Grimisuat, Hérémece, Leuk, Martigny* , Monthey, Naters, Nendaz, Riddes, Saas-Fee, Saint-Martin, Saxon, Sierre, Sion, Sonnenberge-Agarn-Turtmanntal (Region), Vétroz, Visp, Zermatt			
NE		Oui, contribution d'encouragement	Ville de Neuchâtel	Organisation de rencontres-énergie entre le canton et les communes
	Le Locle, Neuchâtel*			
GE		Oui, suivi professionnel et contribution d'encouragement	Plusieurs communes proposent des encouragements, par exemple des conseils ou des subventions pour les vélos électriques ou d'autres subventions complémentaires	Plusieurs programmes régionaux en cours, notamment transfrontaliers
	Anières, Aire-la-Ville, Bellevue, Bernex* , Carouge, Chancy, Chêne-Bourg, Confignon* , Corsier, Genève* , Lancy, Le Grand-Saconnex* , Meyrin* , Onex, Plan-les-Ouates, Satigny, Thônex, Vernier* , Versoix			
JU		Oui, suivi professionnel et contribution d'encouragement	Delémont, Fontenais, Porrentruy	L'augmentation du nombre de Cités de l'énergie dans le canton du Jura est un des objectifs de la conception cantonale de l'énergie. Plusieurs communes intéressées au processus
	Delémont*, Fontenais*, Porrentruy*			
FL		Nein		
	Balzers, Eschen-Nendeln, Gamprin-Bendern, Mauren-Schaanwald, Planken, Ruggell, Schaan, Schellenberg, Triesen, Triesenberg, Vaduz			

* European Energy Award Gold eea

N.B. état au 31.12.2016

412 Cités de l'énergie, 42 Cités de l'énergie Gold

(La Chaux-de-Fonds a quitté le projet au 31.12.2016 ; Lörrach (D) fait partie des Cités de l'énergie Gold suisses)

Anmerkung: Stand am 31.12.2016

412 Energiestädte; 42 Energiestädte Gold

(La Chaux-de-Fonds hat das Projekt am 31.12.2016 verlassen; Lörrach (D) zählt zu den schweizerischen Energiestädten Gold)

27. Förderung öffentlicher Verkehr, Langsamverkehr und effizienter Verkehr
Encouragement des transports publics, de la mobilité douce et du trafic efficace

Kt.	Rechtsgrundlage zur Unterstützung des öffentlichen Verkehrs, des Langsamverkehrs und der Förderung des effizienten Verkehrs	Aktivitäten im Bereich effizienter Fahrzeuge	Massnahmen zur Förderung des öffentlichen Verkehrs, des Langsamverkehrs sowie der kombinierten Mobilität	Mobilitätsmanagement (MM)	Weitere Aktivitäten im Bereich effiziente Mobilität
Ct.	<p>Bases légales concernant l'encouragement des transports publics, de la mobilité douce et la promotion du trafic efficace</p> <p>par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat</p>	<p>Activités dans le domaine des véhicules efficaces</p> <p>Activités dans le domaine des motorisations alternatives et de la mobilité électrique (p.ex. contributions d'encouragement pour les véhicules efficaces appartenant à des privés et/ou des entreprises), encouragement des infrastructures pour le rechargement (contributions d'encouragement, propres stations (publiques) de rechargement)</p>	<p>Mesures d'encouragement des transports publics, de la mobilité douce et de la mobilité combinée</p> <p>p.ex. activités dans le domaine des TP (communauté tarifaire), de la mobilité douce (déplacements en vélo, à pied, etc.), carsharing, co-voiturage</p>	<p>Gestion de la mobilité</p> <p>p.ex. propres activités de gestion de la mobilité, mesures visant à motiver les communes, les entreprises, les planificateurs et/ou les organisateurs de manifestations</p>	<p>Autres activités dans le domaine de la mobilité efficace</p> <p>p.ex. encouragement de la conduite éco, incitations pour les projets innovants liés à la mobilité, remarques (intentions, etc.)</p>
ZH	<p>Personenverkehrsgesetz (PVG) 1988; Gesamtverkehrskonzept 2016; ZVV Strategie 2012-2016, Strategie 2016-2019 vom Regierungsrat verabschiedet, ist vor dem Kantonsrat</p>	<p>Unterstützung ecocar-expos</p>	<p>Zürcher Verkehrsverbund; Veloförderprogramm</p>		
BE	<p>Gesetz über den öffentlichen Verkehr vom 16.09.93 (Stand 01.01.08) ff www.belex.sites.be.ch</p>	<p>Betreiberinnen und Betreiber von verkehrsintensiven Vorhaben sind verpflichtet, Ladestationen für Elektrofahrzeuge zu errichten und zu betreiben gemäss Bauverordnung</p>	<p>Div. Tarifverbunde beim öV, auch interkantonal; Fachstelle Fuss- und Veloverkehr im Tiefbauamt; separate Stabsstelle Gesamtmobilität der BVE</p>	<p>Mobilitätskonzept Verwaltung Kanton Bern liegt vor. Unterstützung der Gemeinden im Rahmen des Beakom</p>	<p>Mobilservice-praxis, Berner Verkehrstag als innovative Plattform, jeweils Ende August, ökologisches Fahrzeugsteuermodell Mobilitätsbericht mit strategischen Absichten</p>
LU	<p>Verkehrsabgabegesetz SRL Nr. 776</p>	<p>Bonus für Erdgas-, Elektro- und Hybridfahrzeuge (bis 31.12.16)</p>	<p>Projektgruppe Mobilitätsmanagement c/o Verkehrsverbund Luzern (2010), ab 01.01.11 bei der Dienststelle Verkehr und Infrastruktur (vif)</p>		

27. Förderung öffentlicher Verkehr, Langsamverkehr und effizienter Verkehr
Encouragement des transports publics, de la mobilité douce et du trafic efficace

Kt.	Rechtsgrundlage zur Unterstützung des öffentlichen Verkehrs, des Langsamverkehrs und der Förderung des effizienten Verkehrs	Aktivitäten im Bereich effizienter Fahrzeuge	Massnahmen zur Förderung des öffentlichen Verkehrs, des Langsamverkehrs sowie der kombinierten Mobilität	Mobilitätsmanagement (MM)	Weitere Aktivitäten im Bereich effiziente Mobilität
Ct.	<p>Bases légales concernant l'encouragement des transports publics, de la mobilité douce et la promotion du trafic efficace</p> <p>par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat</p>	<p>Activités dans le domaine des véhicules efficaces</p> <p>Activités dans le domaine des motorisations alternatives et de la mobilité électrique (p.ex. contributions d'encouragement pour les véhicules efficaces appartenant à des privés et/ou des entreprises), encouragement des infrastructures pour le rechargement (contributions d'encouragement, propres stations (publiques) de rechargement)</p>	<p>Mesures d'encouragement des transports publics, de la mobilité douce et de la mobilité combinée</p> <p>p.ex. activités dans le domaine des TP (communauté tarifaire), de la mobilité douce (déplacements en vélo, à pied, etc.), carsharing, co-voiturage</p>	<p>Gestion de la mobilité</p> <p>p.ex. propres activités de gestion de la mobilité, mesures visant à motiver les communes, les entreprises, les planificateurs et/ou les organisateurs de manifestations</p>	<p>Autres activités dans le domaine de la mobilité efficace</p> <p>p.ex. encouragement de la conduite éco, incitations pour les projets innovants liés à la mobilité, remarques (intentions, etc.)</p>
UR	Keine Gesetzesgrundlagen im Energiebereich	<ul style="list-style-type: none"> - Öffentliche Stromtankstelle des Kantons bei der kantonalen Verwaltung (Energie finanziert durch Kanton); - Anschaffung von effizienten Fahrzeugen (Hybrid); - Unterstützung AutoEnergie-Check des AGVS 			
SZ	Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs vom 26.11.87 (GöV SRSZ 781.100)		Gemäss Strategie öffentlicher Verkehr 2030 vom 01.04.14		Slow-up Swiss Knife Valley (alle 2 Jahre Mitte September)
OW	GDB 771.2 - Gesetz über die Strassenverkehrssteuern vom 04.12.08, in Kraft seit: 01.01.09, Art. 16 und 17 über die Verwendung der Strassenverkehrssteuern				Zusammenarbeit mit Energiestädten, Umsetzung von Massnahmen aus einem vergangenen Postulat (z.B. Vorbildfunktion: Bike to Work, ECO-Drive etc.)
NW	Amt für Mobilität	ÖV-Strategie 2017-2020 Schlussbericht			

27. Förderung öffentlicher Verkehr, Langsamverkehr und effizienter Verkehr Encouragement des transports publics, de la mobilité douce et du trafic efficace

Kt.	Rechtsgrundlage zur Unterstützung des öffentlichen Verkehrs, des Langsamverkehrs und der Förderung des effizienten Verkehrs	Aktivitäten im Bereich effizienter Fahrzeuge	Massnahmen zur Förderung des öffentlichen Verkehrs, des Langsamverkehrs sowie der kombinierten Mobilität	Mobilitätsmanagement (MM)	Weitere Aktivitäten im Bereich effiziente Mobilität
Ct.	Bases légales concernant l'encouragement des transports publics, de la mobilité douce et la promotion du trafic efficace par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat	Activités dans le domaine des véhicules efficaces Activités dans le domaine des motorisations alternatives et de la mobilité électrique (p.ex. contributions d'encouragement pour les véhicules efficaces appartenant à des privés et/ou des entreprises), encouragement des infrastructures pour le rechargement (contributions d'encouragement, propres stations (publiques) de rechargement)	Mesures d'encouragement des transports publics, de la mobilité douce et de la mobilité combinée p.ex. activités dans le domaine des TP (communauté tarifaire), de la mobilité douce (déplacements en vélo, à pied, etc.), carsharing, co-voiturage	Gestion de la mobilité p.ex. propres activités de gestion de la mobilité, mesures visant à motiver les communes, les entreprises, les planificateurs et/ou les organisateurs de manifestations	Autres activités dans le domaine de la mobilité efficace p.ex. encouragement de la conduite éco, incitations pour les projets innovants liés à la mobilité, remarques (intentions, etc.)
GL	ÖV-Gesetz VII D/6/1 LG Beschluss 2012: Ausbau ÖV ab Sommer 2014, Glarner-Sprinter stündlich	Förderbeiträge für öffentliche Ladestationen	Diverse Massnahmen innerhalb Tarifverbunde "Ostwind" und "Z-Pass". Unterstützung Marketing-Massnahmen SBB im Glarnerland	Sound-of-Glarus: Unterstützung An-/Abreise mit ÖV gemäss Leistungsvereinbarung mit Veranstalter	
ZG	Gesetz über den öffentlichen Verkehr vom 22.02.07		Tarifverbund, Mobilitätsmanagement und zahlreiche andere		
FR	Loi sur les transports 94, Règlement d'exécution (RTr) du 25.11.96	Etudes en cours	RER fribourgeois. Développement de zones cyclables		
SO	ÖV-Gesetz vom 27.09.92; Verordnung über das Grundangebot im regionalen Personenverkehr vom 24.09.96; Legislaturplan 2014 - 2017 mit Ziel Erhöhung Anteil ÖV am Gesamtverkehr	Eigene Solartankstelle beim Amt für Umwelt	Diverse Langsamverkehrsprojekte; Tarifverbünde im Kantonsgebiet	Mobilitätsmanagementsprogramm soImobil mit den Energiestädten	
BS	780.100 Umweltschutzgesetz BS. Inkraft seit 2014. Zudem individuelle Regelungen möglich per RR-Beschluss in speziellen Bauvorschriften resp. Bebauungsplänen. Federführung beim Amt für Mobilität BS	Div. zeitlich befristete Aktionen im Bereich E-Mobilität (e-bikes, Kistenvelos, Elektro-PKWs etc.)	Tarifverbund TNW (U-Abo), Förderung Mobility-Standplätze sowie Projekt Catch-a-car, U-Mobility, kantonale Fahrzeugflotte wo möglich weitgehend durch Mobility-Autos ergänzt oder ersetzt	Aktuell keine geplant	Studie Elektromobilität Region Basel: Massnahmenkonzept für die Bereitstellung von Ladeinfrastruktur, ebp 2015

27. Förderung öffentlicher Verkehr, Langsamverkehr und effizienter Verkehr
Encouragement des transports publics, de la mobilité douce et du trafic efficace

Kt.	Rechtsgrundlage zur Unterstützung des öffentlichen Verkehrs, des Langsamverkehrs und der Förderung des effizienten Verkehrs	Aktivitäten im Bereich effizienter Fahrzeuge	Massnahmen zur Förderung des öffentlichen Verkehrs, des Langsamverkehrs sowie der kombinierten Mobilität	Mobilitätsmanagement (MM)	Weitere Aktivitäten im Bereich effiziente Mobilität
Ct.	Bases légales concernant l'encouragement des transports publics, de la mobilité douce et la promotion du trafic efficace par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat	Activités dans le domaine des véhicules efficaces Activités dans le domaine des motorisations alternatives et de la mobilité électrique (p.ex. contributions d'encouragement pour les véhicules efficaces appartenant à des privés et/ou des entreprises), encouragement des infrastructures pour le rechargement (contributions d'encouragement, propres stations (publiques) de rechargement)	Mesures d'encouragement des transports publics, de la mobilité douce et de la mobilité combinée p.ex. activités dans le domaine des TP (communauté tarifaire), de la mobilité douce (déplacements en vélo, à pied, etc.), carsharing, co-voiturage	Gestion de la mobilité p.ex. propres activités de gestion de la mobilité, mesures visant à motiver les communes, les entreprises, les planificateurs et/ou les organisateurs de manifestations	Autres activités dans le domaine de la mobilité efficace p.ex. encouragement de la conduite éco, incitations pour les projets innovants liés à la mobilité, remarques (intentions, etc.)
BL	Gesetz zur Förderung des öffentlichen Verkehrs (ÖVG) sowie das dazugehörige Angebotsdekret	Eigene öffentliche Ladestationen. Elektra Baselland hat ein Programm "Ladestation für alle Gemeinden" im EBL Einzugsgebiet	Tarifverbund Nordwestschweiz (TNW)		
SH	Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs 743.100 vom 09.05.05, Stand 1/2006	Keine	Diverse Kommunikationsmassnahmen im öV. Vereinfachung des Tarifwesens (Integration Flextax-Tarifverbund in den Ostwind-Tarifverbund)	Keine	Keine
AR					
AI					
SG	Nicht Teil des EnG				
GR	Gesetz und Verordnung über den öffentlichen Verkehr im Kanton Graubünden. Strassengesetz und Strassenverordnung des Kantons Graubünden	Bericht Chancen der Elektro-Mobilität für den Kanton Graubünden. Pilotbetrieb Elektro-Hybrid Bus an Ski WM St.Moritz (Volvo/Siemens)	Verbesserung der Velo-Infrastruktur; Teilnahme bike to work; Marketing zur Steigerung der Velonutzung; Aktion Bündner GA zum 1/2-Preis; Fahrtziel Natur mit DB; Mobilitätswochen Parc Ela, Sachplan Velo	MM geplant für Neubau Verwaltungszentrum Sinergia Chur West	
AG	Gesetz über den öffentlichen Verkehr (ÖVG) 02.09.75; Dekret über die Beteiligung von Kanton und Gemeinden an den Kosten des öffentlichen Verkehrs (ÖVD) 11.03.97	Transportunternehmen beschaffen vermehrt Hybridfahrzeuge	aargaumobil; Tarifverbunde TNW und A-Welle, Integraler Tarifverbund A-Welle/Z-Pass; Förderung der kombinierten Mobilität (B+R, P+R) und des Fuss- und Radverkehrs, Förderung Mobility Carsharing	aargaumobil-Seminare, MM in Planungsprozessen, autoarmes Wohnen, MM bei Veranstaltungen, Förderung bike4car, Mobility Businesscarsharing (Schnupperkurse für MA), Dienstvelos, bike to work	Verbunde und Transportunternehmen entwickeln Mobilitäts-Apps, Anreize für EcoDrive, Mobilitätsprojekte (PubliRide Baden, eCargo-Bikesharing "carvelo2go")

27. Förderung öffentlicher Verkehr, Langsamverkehr und effizienter Verkehr Encouragement des transports publics, de la mobilité douce et du trafic efficace

Kt.	Rechtsgrundlage zur Unterstützung des öffentlichen Verkehrs, des Langsamverkehrs und der Förderung des effizienten Verkehrs	Aktivitäten im Bereich effizienter Fahrzeuge	Massnahmen zur Förderung des öffentlichen Verkehrs, des Langsamverkehrs sowie der kombinierten Mobilität	Mobilitätsmanagement (MM)	Weitere Aktivitäten im Bereich effiziente Mobilität
Ct.	Bases légales concernant l'encouragement des transports publics, de la mobilité douce et la promotion du trafic efficace par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat	Activités dans le domaine des véhicules efficaces Activités dans le domaine des motorisations alternatives et de la mobilité électrique (p.ex. contributions d'encouragement pour les véhicules efficaces appartenant à des privés et/ou des entreprises), encouragement des infrastructures pour le rechargement (contributions d'encouragement, propres stations (publiques) de rechargement)	Mesures d'encouragement des transports publics, de la mobilité douce et de la mobilité combinée p.ex. activités dans le domaine des TP (communauté tarifaire), de la mobilité douce (déplacements en vélo, à pied, etc.), carsharing, co-voiturage	Gestion de la mobilité p.ex. propres activités de gestion de la mobilité, mesures visant à motiver les communes, les entreprises, les planificateurs et/ou les organisateurs de manifestations	Autres activités dans le domaine de la mobilité efficace p.ex. encouragement de la conduite éco, incitations pour les projets innovants liés à la mobilité, remarques (intentions, etc.)
TG	Revidiertes Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs 2015, FöVG, in Kraft 01.01.16 und Verordnung, FöVV, in Kraft 01.01.16	Förderbeitrag an 4 Hybrid-Postautos	Erhöhung des Angebotes von Bahn und Bus um 1.5% (Jahreskilometer). Das neu erarbeitete Langsamverkehrskonzept Thurgau wird im Frühjahr 2017 vom RR verabschiedet und im Grossen Rat diskutiert		Verbilligte EcoDrive-Kurse beworben mit Motorfahrzeugsteuer; Rechnung
TI	LTPub 1994, LStr 1983, M 6704-24.10.12 mobilità ciclabile DL 19.02.13, DE bike sharing 26.11.13, DE contributi mobilità aziendale 15.03.16		Pianificazione e finanziamento offerta di trasporto pubblico (linee regionali, urbane), Comunità tariffale Ticino e Moesano (Arcobaleno), Bike to Work, Bike to School	Giornate tecniche 2013 sulla pianificazione dei percorsi ciclabili	Gruppo strategico per la mobilità ciclabile
VD	Loi sur la mobilité et les transports publics (LMTP, 01.09.06). Loi sur la taxe des véhicules automobiles et des bateaux (LTVB, 01.01.06). Loi sur l'énergie (LVLEne, 01.09.06)	Etudes sont en cours (bonnes pratiques, marché romand de l'électromobilité, etc.) afin de préparer la stratégie pour les prochaines années	Promotion des plans de mobilité, du covoiturage et de la mobilité douce (vélo, vélo électrique). Semaine de la mobilité. Communauté tarifaire "RER Vaud"	Guide plan de mobilité d'entreprise (publié en commun avec le canton de Genève). Partenariat avec la plateforme "Mobil Service"	
VS	Concept cantonal de développement territorial (CCDT), entrée en vigueur le 01.01.15. Le Plan directeur cantonal (adoption et approbation en cours)	Le bonus écologique n'a pas été reconduit compte tenu des problèmes relevés sur les émissions des véhicules à moteur diesel. La mesure sera réexaminée lorsque cette question sera réglée	Rail-Check: 50% frais déplac. + Bike-Check: bons 100.- Fr. pour appr.+étud. Intégr. Chablais à CT Mobilis (étude). Pedibus, Addiction (FiestaDrive) et MobilityLab (Smartshuttle, Publiride, CiBo)	Directive concernant acquisition, gestion et usage véhicules de l'Etat (priorisation TP et mobilité douce). Mobility car-sharing + plan de mobilité pour employés de l'Etat (étude en cours)	La conduite éco fait partie des exigences de l'examen pratique de conduite. Les moniteurs l'enseignent et les experts vérifient lors de l'examen que ces exigences sont bien assimilées

27. Förderung öffentlicher Verkehr, Langsamverkehr und effizienter Verkehr
Encouragement des transports publics, de la mobilité douce et du trafic efficace

Kt.	Rechtsgrundlage zur Unterstützung des öffentlichen Verkehrs, des Langsamverkehrs und der Förderung des effizienten Verkehrs	Aktivitäten im Bereich effizienter Fahrzeuge	Massnahmen zur Förderung des öffentlichen Verkehrs, des Langsamverkehrs sowie der kombinierten Mobilität	Mobilitätsmanagement (MM)	Weitere Aktivitäten im Bereich effiziente Mobilität
Ct.	<p>Bases légales concernant l'encouragement des transports publics, de la mobilité douce et la promotion du trafic efficace</p> <p>z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss</p>	<p>Activités dans le domaine des véhicules efficaces</p> <p>Aktivitäten im Bereich alternativer Antriebe und Elektromobilität (z.B. Förderbeiträge für effiziente Fahrzeuge für Private und/oder Unternehmen), Förderung Ladeinfrastruktur (Förderbeiträge, eigene (öffentliche) Ladestationen)</p>	<p>Mesures d'encouragement des transports publics, de la mobilité douce et de la mobilité combinée</p> <p>z.B. Aktivitäten im Bereich öV (Tarifverbund), Langsamverkehr (Velo, Fussverkehr, etc.), Carsharing, Carpooling</p>	<p>Gestion de la mobilité</p> <p>z.B. eigene MM-Aktivitäten, Motivationsmassnahmen für Gemeinden, Unternehmen, Planer und/oder Veranstalter</p>	<p>Autres activités dans le domaine de la mobilité efficace</p> <p>z.B. Förderung EcoDrive, Anreize für innovative Mobilitätsprojekte, Bemerkungen (Absichten etc.)</p>
NE	<p>Loi sur les transports publics (LTP), du 01.10.96, révision entrée en vigueur le 01.01.11</p>	<p>Aucune</p>	<p>Communauté tarifaire Onde verte couvrant l'ensemble du territoire cantonal ainsi que les districts limitrophes des cantons de Berne et du Jura, action anti smog pendant l'été</p>	<p>Aucune</p>	
GE	<p>Loi sur le réseau des transports publics (LRTP) H 1 50 entrée en vigueur 02.07.88; Règlement d'exécution de la loi sur le réseau des transports publics (RRTP) H 1 50.01 (14.11.02)</p>		<p>Subvention aux véhicules deux-roues électriques. Communauté tarifaire, train, bus, bateau; promotion de la mobilité douce; ECO-drive obligatoire lors des examens de conduite, semaine de la mobilité</p>		
JU	<p>Loi sur les transports publics du 20.10.10</p>	<p>Le décret actuel sur l'imposition des véhicules accorde une réduction de 50% de la taxe aux véhicules n'utilisant pas de carburant fossile, électriques, hybrides et à gaz naturel</p>	<p>Participation à un programme transfrontalier de promotion du covoiturage dans l'Arcjurassien à l'intention des entreprises; JobAbo, abonnement TP à prix réduit pour les employés</p>	<p>Grâce à un partenariat avec SuisseEnergie, octroi de subventions aux entreprises qui se lancent dans une démarche de gestion de la mobilité; conseil et soutien aux entreprises via PlanB</p>	
FL					

28. Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer Différenciation des impôts sur les véhicules à moteur

Kt.	Rechtsgrundlage zur Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer	Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Präzisierungen zur Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer, Absichten, weitere Anforderungen
Ct.	Bases légales concernant la différenciation des impôts sur les véhicules à moteur	Différenciation des impôts sur les véhicules à moteur	Remarques
	par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat		p.ex. précisions concernant la différenciation des impôts sur les véhicules à moteur, intentions, autres exigences
ZH	Verkehrsabgabegesetz, in Kraft seit Januar 2014	Nach Gewicht	Ermässigung für energieeffiziente Fahrzeuge (erste 4 Jahre)
BE	Gesetz über die Besteuerung der Strassenfahrzeuge (BSFG) vom 12.03.98 (Stand 01.01.13)	Teilweise nach Gewicht	Die Steuer bemisst sich nach Zulassungsdauer und Gesamtgewicht mit Vergünstigungen für umweltschonende PW und Elektrofahrzeuge
LU		Nach Hubraum	
UR	Verordnung über die Strassenverkehrssteuer vom 04.06.97, Stand am 01.01.07	Nach Gewicht	Art. 1 Abs.3: Die Normalsteuer wird wie folgt ermässigt: auf zwei Drittel für batterieangetriebene Fahrzeuge und solche, die diesen gleichzustellen sind
SZ	Gesetz über die Motorfahrzeugabgaben, vom 20.04.11 (SRSZ 782.300)	Andere Differenzierung (Präzisierung siehe Bemerkungen)	Nach Leistung - Gesamtgewicht
OW	GDB 771.2 - Gesetz über die Strassenverkehrssteuern vom 04.12.08, in Kraft seit: 01.01.09	Nach Hubraum	
NW	Gesetz über die Strassenverkehrssteuer, 22.10.08	Nach Hubraum	
GL	Verordnung über das ökologische Rabattsystem der Verkehrssteuern (Verkehrssteuernrabattverordnung, VStRV) vom 08.11.11 (Stand 01.01.16)	Nach Energieeffizienz (Basis Energieetikette)	
ZG	Gesetz über die Steuern im Strassenverkehr vom 30.10.86 (BGS 751.22)	Andere Differenzierung (Präzisierung siehe Bemerkungen)	Für Personenwagen, Motorräder und Kleinmotorräder bildet der Hubraum die Bemessungsgrundlage, für die übrigen Fahrzeugarten das Gesamtgewicht
FR	Loi du 07.05.96 sur l'Office de la circulation et de la navigation (LOCN)	Selon cylindrée	
SO	Gesetz über die Steuern und Gebühren für Motorfahrzeuge ...] vom 23.07.61; Verordnung über Steuern und Gebühren für Motorfahrzeuge...] vom 01.10.62	Nach Hubraum	
BS	650.500 Gesetz über die Besteuerung der Motorfahrzeuge. 650.510 Verordnung dazu. In Kraft 2013	Nach Hubraum	Steuerreduktionen möglich für umweltfreundliche Fahrzeuge
BL	Gesetz über die Motorfahrzeugsteuer vom 17.10.13 (Stand 01.01.14) und Verordnung zum Gesetz über die Motorfahrzeugsteuer vom 21.01.14	Andere Differenzierung (Präzisierung siehe Bemerkungen)	Reduktion resp. Zuschlag abhängig vom CO2-Ausstoss
SH	Gesetz über die Strassenverkehrssteuern (645.100)	Nach Hubraum	Steuerliche Entlastung für Motorfahrzeuge mit Elektromotoren beschlossen, tritt per 01.01.18 in Kraft (Revision Verordnung über die Strassenverkehrssteuern)
AR		Nach Gewicht	
AI	Verordnung zum Einführungsgesetz zum Strassenverkehrsgesetz (VEG SVG) vom 22.06.92	Nach Gewicht	
SG	sGS 711.70 - Gesetz über die Strassenverkehrsabgaben (SVAG) (Erlassdatum: 29.11.11)	Teilweise nach Gewicht	Differenzierung nach: Gewicht & emissionsarme Fahrzeuge & Elektrofahrzeuge & gasbetriebene Fahrzeuge
GR	Art. 13 Abs. 2 EGzSVG (BR 870.100) vom 11.06.08 i.V.m. Art 15 RVVzEGzSVG (BR 870.110) vom 08.12.08, in Kraft 01.01.09	Nach Gewicht	Fahrzeuge, die bestimmte CO2-Grenzwerte unterschreiten, erhalten 60 oder 80 Prozent Rabatt

28. Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer Différenciation des impôts sur les véhicules à moteur

Kt.	Rechtsgrundlage zur Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer	Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer	Bemerkungen
	z.B. Gesetz, Verordnungen, Regierungsratsbeschluss		z.B. Präzisierungen zur Differenzierung der Motorfahrzeugsteuer, Absichten, weitere Anforderungen
Ct.	Bases légales concernant la différenciation des impôts sur les véhicules à moteur	Différenciation des impôts sur les véhicules à moteur	Remarques
	par ex. loi, ordonnances, arrêté du Conseil d'Etat		p.ex. précisions concernant la différenciation des impôts sur les véhicules à moteur, intentions, autres exigences
AG	Gesetz über die National- und Kantonsstrassen und ihre Finanzierung (Strassengesetz, StrG) 1969, I.s. 29.06.69 Dekret über die Steuern und Gebühren im Strassenverkehr 1977, I.s. 01.01.78	Andere Differenzierung (Präzisierung siehe Bemerkungen)	PW, Nutzfz. bis 1000 kg Nutzlast, Motorwagen: Hubraum / Nutzfz. über 1000 kg Nutzlast, Transp.anhänger: Nutzlast / Besondere Arten: nach §§ 5 ff. Dekret
TG	Gesetz über die Strassenverkehrsabgaben 741.1 in Kraft 16.08.06; Verordnung zum Gesetz über die Strassenverkehrsabgaben 741.11 in Kraft 07.12.10	Nach Energieeffizienz (Basis Energieetikette)	Bonus Kategorie A und Elektrofahrzeuge = 50 %, Kategorie B = 25 %; Malus Kategorie F + G = 50 %
TI	Legge sulle imposte e tasse di circolazione dei veicoli a motore del 09.02.77 (7.4.2.2)	Autre différenciation (pour les précisions: cf. remarques)	L'imposta per i veicoli di nuova immatricolazione viene moltiplicata per un coefficiente (bonus/malus) stabilito dal CdS in base alle emissioni di CO2 (consumi) e peso (tipo) del tipo di veicolo
VD	Loi sur la taxe des véhicules automobiles et des bateaux (LTVB, 01.01.2006). Règlement fixant la taxe des véhicules automobiles et des bateaux (RTVB, 01,01, 2006)	Autre différenciation (pour les précisions: cf. remarques)	En vigueur: rabais selon émissions de CO2 (75% si <120g/km), taxe préférentielle pour les véhicules électriques (25.- par année)
VS	Loi cantonale sur l'imposition des véhicules automobiles du 16.09.04	Selon cylindrée	Voitures de tourisme imposées selon cylindrée. Règle générale: véhicules les plus légers sont les moins polluants et paient moins d'impôt. Véhicules électriques tarif env. 50% inférieur
NE	Loi sur la taxe des véhicules automobiles, des remorques et des bateaux (LTVRB) du 06.10.92, état au 01.01.14	Partiellement selon consommation	Emissions CO2 et âge du véhicule
GE	Arrêté du Conseil d'Etat relatif à l'exonération de l'impôt sur les véhicules à moteur de faible consommation et peu polluant pour l'année 2016	Partiellement selon efficacité énergétique (base: étiquetteEnergie)	Impôt auto selon puissance avec bonus/malus selon émission CO2 [g/km]
JU	Décret sur l'imposition des véhicules routiers et des bateaux du 06.12.78	Selon poids	Réduction de 50% de la taxe sur les véhicules pour les véhicules électriques, à gaz ou à hydrogène
FL		Nach Gewicht	Elektro-, Hybrid- und Gasfahrzeuge sind von der Motorfahrzeugsteuer befreit

29. Vorbildfunktion Kanton: Grundsatz, Minimalanforderungen an Wärmeversorgung und Stromverbrauch, Betriebsoptimierung

Exemplarité cantonale: principe de base, exigences minimales en matière d'approvisionnement en chaleur et consommation d'électricité, optimisation de l'exploitation

Kt.	Grundsatz Vorbild öffentliche Hand gemäss Art. 1.47 MuKEn 2014	Minimalanforderung en gemäss Art. 1.47 MuKEn 2014 Absatz 2 1. Satz: Die Wärmeversorgung wird bis 2050 zu 100% ohne fossile Brennstoffe realisiert	Minimalanforderungen gemäss Art. 1.47 MuKEn 2014 Absatz 2 2. Satz: Der Stromverbrauch wird bis 2030 um 20% gegenüber dem Niveau von 1990 gesenkt oder mit neu zugebauten erneuerbaren Energien gedeckt	Betriebsoptimierung	Bemerkungen
Ct.	Principe d'exemplarité des pouvoirs publics selon art. 1.47 MoPEC 2014	Exigences minimales selon art. 1.47, al. 2, 1ère phrase MoPEC 2014: L'approvisionnement en chaleur sera entièrement assuré sans recours à des combustibles fossiles, à l'horizon 2050	Exigences minimales selon art. 1.47, al. 2, 2ème phrase MoPEC 2014: D'ici à 2030, la consommation d'électricité sera réduite de 20 % par rapport à celle de 1990, ou couverte grâce à de nouvelles installations alimentées par des énergies renouvelables	Optimisation de l'exploitation	Remarques
ZH	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein	28 laufende energo-Abos, 40 abgeschlossene energo-Abos	Grundsatzbeschluss für Vorbildfunktion
BE	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung		Kt. Gebäude müssen Solarenergie nutzen. Energieziele 2020: -20% Wärme, -10% Strom, -25% CO2
LU	Nein	Nein	Nein	Zusammenarbeit mit energo für ausgewählte Bauten	
UR	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Betriebsoptimierungen mit energoAdvanced bei der Kt. Mittelschule Uri im Gange / weitere Gebäude geplant	
SZ	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	BO-Verträge mit energo für 10 kantonale Gebäude, bei weiteren Gebäuden sind die Verträge bereits ausgelaufen. Betriebsoptimierung wird mit dem technischen Dienst weitergeführt	
OW	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Zusammenarbeit mit energo (energo-Advanced) für die Förderung von Betriebsoptimierungen; Vorbildwirkung mit eigener Betriebsoptimierung, verwaltungsinterner Stromsparwettbewerb	
NW	Nein	Nein	Nein		Umsetzung MuKEn 2014 geplant auf 01.01.19
GL	Nein	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	14 Kantonale Liegenschaften in Interwatt erfasst (energo)	
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Die konkrete Umsetzung der MuKEn 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden

29. Vorbildfunktion Kanton: Grundsatz, Minimalanforderungen an Wärmeversorgung und Stromverbrauch, Betriebsoptimierung

Exemplarité cantonale: principe de base, exigences minimales en matière d'approvisionnement en chaleur et consommation d'électricité, optimisation de l'exploitation

Kt.	Grundsatz Vorbild öffentliche Hand gemäss Art. 1.47 MuKEN 2014	Minimalanforderungen gemäss Art. 1.47 MuKEN 2014 Absatz 2 1. Satz: Die Wärmeversorgung wird bis 2050 zu 100% ohne fossile Brennstoffe realisiert	Minimalanforderungen gemäss Art. 1.47 MuKEN 2014 Absatz 2 2. Satz: Der Stromverbrauch wird bis 2030 um 20% gegenüber dem Niveau von 1990 gesenkt oder mit neu zugebauten erneuerbaren Energien gedeckt	Betriebsoptimierung	Bemerkungen
				z.B. Zusammenarbeit mit energo, Anzahl energo-Abo, Anzahl durchgeführte Betriebsoptimierungen	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 2014
Ct.	Prinzip d'exemplarité des pouvoirs publics selon art. 1.47 MoPEC 2014	Exigences minimales selon art. 1.47, al. 2, 1ère phrase MoPEC 2014: L'approvisionnement en chaleur sera entièrement assuré sans recours à des combustibles fossiles, à l'horizon 2050	Exigences minimales selon art. 1.47, al. 2, 2ème phrase MoPEC 2014: D'ici à 2030, la consommation d'électricité sera réduite de 20 % par rapport à celle de 1990, ou couverte grâce à de nouvelles installations alimentées par des énergies renouvelables	Optimisation de l'exploitation	Remarques
ZG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung		Die konkrete Umsetzung der MuKEN 2014 ist noch im Gange. Eine Aussage, welche Module wie umgesetzt werden, kann zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht gemacht werden
FR	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu		
SO	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Laufend durch technische Abteilung des Hochbauamtes	
BS	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Diverse kantonale Bauten haben ein energo-Abo, Anzahl unbekannt	Wärmeversorgung bis 2050 zu 95% (nicht 100%) ohne fossile Brennstoffe. Gesamt-Endenergieverbrauch: Senkung um 10% bis 2030 (gegenüber 2010)
BL	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein	10 Objekte mit energo und 10 Objekte mit EnAW	
SH	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Nein	Nein	Laufender Ersatz Heizungspumpen in Verwaltungsgebäuden, Optimierung Wärmeverbund Herrenacker	Umsetzung MuKEN 2014 für das Jahr 2019 vorgesehen
AR	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Nein		
AI	Nein	Nein	Nein		Der Kanton AI hat das Energiegesetz bzw. Verordnung noch nicht nach MuKEN 2014 angepasst, immer noch MuKEN 2008

29. Vorbildfunktion Kanton: Grundsatz, Minimalanforderungen an Wärmeversorgung und Stromverbrauch, Betriebsoptimierung

Exemplarité cantonale: principe de base, exigences minimales en matière d'approvisionnement en chaleur et consommation d'électricité, optimisation de l'exploitation

Kt.	Grundsatz Vorbild öffentliche Hand gemäss Art. 1.47 MuKEN 2014	Minimalanforderung en gemäss Art. 1.47 MuKEN 2014 Absatz 2 1. Satz: Die Wärmeversorgung wird bis 2050 zu 100% ohne fossile Brennstoffe realisiert	Minimalanforderungen gemäss Art. 1.47 MuKEN 2014 Absatz 2 2. Satz: Der Stromverbrauch wird bis 2030 um 20% gegenüber dem Niveau von 1990 gesenkt oder mit neu zugebauten erneuerbaren Energien gedeckt	Betriebsoptimierung	Bemerkungen
				z.B. Zusammenarbeit mit energo, Anzahl energo-Abo, Anzahl durchgeführte Betriebsoptimierungen	z.B. Absichten, Abweichungen zu MuKEN 2014
Ct.	Principe d'exemplarité des pouvoirs publics selon art. 1.47 MoPEC 2014	Exigences minimales selon art. 1.47, al. 2, 1ère phrase MoPEC 2014: L'approvisionnement en chaleur sera entièrement assuré sans recours à des combustibles fossiles, à l'horizon 2050	Exigences minimales selon art. 1.47, al. 2, 2ème phrase MoPEC 2014: D'ici à 2030, la consommation d'électricité sera réduite de 20 % par rapport à celle de 1990, ou couverte grâce à de nouvelles installations alimentées par des énergies renouvelables	Optimisation de l'exploitation	Remarques
				par ex. collaboration avec energo, nbre d'abo energo, nbre d'optimisations énergétiques réalisées	par ex. intentions, divergences par rapport au MoPEC 2014
SG	Nein	Nein	Nein	Es stehen 3 Objekte unter Betriebsoptimierungs-Abos mit dem Verein energo. Weitere Betriebsoptimierungen werden durch Mitarbeiter des Hochbauamtes durchgeführt	Strategie entspricht in der Stossrichtung der MuKEN 2014. Details müssen noch abgeglichen werden
GR	Nein	Nein	Nein		MuKEN 2014 noch nicht in Kraft
AG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Drei Betriebsoptimierungsprojekte in Zusammenarbeit mit energo und dem Produkt „ADVANCED“. Zwei weitere Projekte mit Beginn ab Ingebrauchnahme (ab 2017) in Vorbereitung	
TG	Ja, ohne inhaltliche Abweichung	Ja, jedoch mit inhaltlicher Abweichung	Nein	Jährlich werden rund 5-8 Gebäude genauer über das Energiemonitoring ausgewertet und optimiert	Jetziges Gesetz: Tiefgreifende Sanierungen = Minergie-Modernisierungs-Standard
TI	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Monitoraggio dei consumi e verifica delle azioni di ottimizzazione sul patrimonio immobiliare. Abbonamento energo Basic su 300 edifici	
VD	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Optimisation régulation et équilibrage réseau de chauffage dans 15 bâtiments. Remplacement de sources lumineuses et pose de détecteurs dans 12 bâtiments. Pose de limiteurs de tension dans 9 bâtiments	

29. Vorbildfunktion Kanton: Grundsatz, Minimalanforderungen an Wärmeversorgung und Stromverbrauch, Betriebsoptimierung

Exemplarität cantonale: principe de base, exigences minimales en matière d'approvisionnement en chaleur et consommation d'électricité, optimisation de l'exploitation

Kt.	Grundsatz Vorbild öffentliche Hand gemäss Art. 1.47 MuKE 2014	Minimalanforderung en gemäss Art. 1.47 MuKE 2014 Absatz 2 1. Satz: Die Wärmeversorgung wird bis 2050 zu 100% ohne fossile Brennstoffe realisiert	Minimalanforderungen gemäss Art. 1.47 MuKE 2014 Absatz 2 2. Satz: Der Stromverbrauch wird bis 2030 um 20% gegenüber dem Niveau von 1990 gesenkt oder mit neu zugebauten erneuerbaren Energien gedeckt	Betriebsoptimierung	Bemerkungen
Ct.	Principe d'exemplarité des pouvoirs publics selon art. 1.47 MoPEC 2014	Exigences minimales selon art. 1.47, al. 2, 1ère phrase MoPEC 2014: L'approvisionnement en chaleur sera entièrement assuré sans recours à des combustibles fossiles, à l'horizon 2050	Exigences minimales selon art. 1.47, al. 2, 2ème phrase MoPEC 2014: D'ici à 2030, la consommation d'électricité sera réduite de 20 % par rapport à celle de 1990, ou couverte grâce à de nouvelles installations alimentées par des énergies renouvelables	Optimisation de l'exploitation	Remarques
VS	Oui, sans divergence dans le contenu	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	5 objets, avec incidences sur l'enveloppe, 1 nouvelle installation de ventilation avec récupération de chaleur, 1 nouvelle régulation et 2 changements de production de chaleur	La priorité est mise sur la suppression des productions de chaleur à mazout, les installations à gaz sont en partie maintenues et ne seront pas forcément toutes remplacées d'ici 2050
NE	Oui, mais avec divergence dans le contenu	Oui, sans divergence dans le contenu	Non	Diffusion offre cours energo et Fe3	
GE	Non	Non	Non		Exemplarité bâtiments canton et communes prévue dans la loi
JU	Non	Non	Non	Depuis 2015, abonnement energo basic pour les bâtiments qui consomment le plus d'énergie	Exemplarité de l'Etat et des communes introduite par les nouvelles bases légales
FL	Nein	Nein	Nein		

30. Vorbildfunktion Kanton: Energieleitbild, Energiebuchhaltung und -Statistik, Einbezug externe Kosten, elektrische Energie, Geräte
Exemplarité cantonale: charte énergétique, comptabilité et statistique énergétique, prise en compte des coûts externes, énergie électrique, appareils

Kt.	Energieleitbild kantonales Hochbauamt	Energiebuchhaltung Energiestatistik	Einbezug der externen Kosten bei kantonalen Projekten	Massnahmen im Bereich elektrische Energie, Geräte
	z.B. Energieleitbild kantonale Bauten 2017			z.B. Anforderungen an die Beleuchtung, Beschaffungsrichtlinien Geräte
Ct.	Charte énergétique de l'office cantonal des bâtiments	Comptabilité énergétique, statistique énergétique	Prise en compte des coûts externes pour les projets cantonaux	Mesures relatives à l'énergie électrique, aux appareils
	p.ex. charte énergétique relative aux bâtiments cantonaux 2017			p.ex. exigences en matière d'éclairage, directives concernant l'acquisition d'appareils
ZH	BD-Standard Nachhaltigkeit im Hochbau	Ja	Ja	Beste Effizienzklasse bei Pumpen, Motoren von Lüftungsanlagen
BE	Amt für Grundstücke und Gebäude AGG mit Fachstelle Umwelt und Ökologie; Nachhaltigkeitsprogramm 2020	Ja	Ja	Nur Geräte der höchsten Energieeffizienzklasse
LU	Planerhandbuch kantonale Hochbauten, April 2016	Ja	Nein	Die Beschaffung richtet sich nach der bestmöglichen Effizienzklasse
UR	Gesamtenergiestrategie Uri mit energetischen Vorgaben zu neuen & bestehenden Bauten; Betriebsoptimierung an kantonalen Bauten (energo)	Ja	Teilweise	Gesamtenergiestrategie Uri mit Effizienzvorgaben zum Geräte- & Anlagepark der öffentlichen Hand
SZ	Leitbild "Nachhaltiges Bauen" 14.11.06	Ja	Ja	
OW	Anwendung des kant. Energiekonzeptes (seit 2009 in Umsetzung); Vorbildwirkung bei eigenen Bauten	Ja	Ja	LED Beleuchtungen, MINERGIE-Bauweise bei Neubauten, Betriebsoptimierungen bei bestehenden Bauten, Stromsparwettbewerb in der Verwaltung, etc.
NW	Kein	Nein	Nein	
GL	Angedacht	Ja	Teilweise	Anwendung SIA 380/4
ZG	Vorhanden und mit RRB verabschiedet	Ja	Ja	
FR	Exigences légales visant l'exemplarité des collectivités publiques	Oui	Oui	
SO	Energieleitbild 2008/1	Ja	Ja	Ersatz Beleuchtung mit LED-Technologie, Minergie-Standard, Investitionsprogramm für Photovoltaikanlagen bewilligt. Zubau 2017-19: ca. 100 MWh/a
BS	Absenkepfad für kantonseigene Bauten	Ja	Nein	
BL	Richtlinie Nachhaltigkeit	Ja	Teilweise	Beleuchtungsrichtlinie
SH	Energieleitbild der EnFK (Leitlinien und Massnahmen der kantonalen Energiepolitik 2008-2017), kein eigenes Energieleitbild	Ja	Nein	Beschaffungsrichtlinien für Beleuchtung, IT-Geräte, Haushaltgeräte (Kühlschränke, Kaffeemaschinen usw.)
AR		Ja	Ja	
AI	Nein	Teilweise	Nein	
SG	Richtlinie zur Vorbildfunktion wurde noch nicht angepasst. In Abweichung zur bestehenden Richtlinie wird fallweise der SIA-Effizienzpfad, das Nachweisinstrument des NNBS anstelle Minergie angewendet	Ja	Ja	Keine eigenen konkreten Dokumente. Orientierung nach Empfehlung Gebäudetechnik des KBOB, bei welchem das Hochbaumt des Kt. SG mitgewirkt hat
GR	Leitbild und Strategie 2009, Nachhaltigkeitskonzept	Ja	Teilweise	Beschaffung von energieeffizienten Geräten
AG	Die „Immobilienstrategie des Kantons Aargau 2015 – 2023“ mit Teilzielen und strategischen Initiativen zum Thema Energie ist erstellt und durch die Regierung genehmigt	Ja	Ja	Richtlinie Beleuchtung für die Mindestanforderung gemäss SIA 380/4. Bestandesbauten des Kantons Aargau werden, mit Unterstützung externer Firmen, auf die Verbesserung der Energieeffizienz untersucht
TG	RRB Nr. 209 vom 03.03.09 "Förderung erneuerbarer Energien und der Energieeffizienz"; Vorbildfunktion der öffentlichen Hand	Teilweise	Nein	Beleuchtung: Minergie-Grenzwerte 380/4 oder Minergieleuchten; Beschaffungsrichtlinie für Geräte vom 06.02.08 wird im Jahr 2017 überarbeitet
TI	Percorso di riduzione dei consumi e delle emissioni, aggiornando il bilancio energetico di tutti gli edifici e qualificazione del fabbisogno termico (etichetta energetica). Progetto pluriennale	En préparation	No	Rispetto delle esigenze accresciute iscritte alle prescrizioni cantonali (acquisto e utilizzo di apparecchi ad alta efficienza energetica). Sviluppo di direttive dedicate e standard procedurali

30. Vorbildfunktion Kanton: Energieleitbild, Energiebuchhaltung und -Statistik, Einbezug externe Kosten, elektrische Energie, Geräte
Exemplarität cantonale: charte énergétique, comptabilité et statistique énergétique, prise en compte des coûts externes, énergie électrique, appareils

Kt.	Energieleitbild kantonales Hochbauamt	Energiebuchhaltung Energiestatistik	Einbezug der externen Kosten bei kantonalen Projekten	Massnahmen im Bereich elektrische Energie, Geräte
	z.B. Energieleitbild kantonale Bauten 2017			z.B. Anforderungen an die Beleuchtung, Beschaffungsrichtlinien Geräte
Ct.	Charte énergétique de l'office cantonal des bâtiments	Comptabilité énergétique, statistique énergétique	Prise en compte des coûts externes pour les projets cantonaux	Mesures relatives à l'énergie électrique, aux appareils
	p.ex. charte énergétique relative aux bâtiments cantonaux 2017			p.ex. exigences en matière d'éclairage, directives concernant l'acquisition d'appareils
VD	Directives énergétiques cantonales. Objectif long terme : Société à 2000 watts dans les bâtiments de l'Etat	Oui	Oui	Les valeurs cibles pour l'éclairage visées selon SIA 380/4
VS	Stratégie énergétique: - suppression du mazout - installation PV - achat courant vert - bâtiment neuf 100% renouvelable	Oui	Oui	- SIA 380/4 selon Minergie - Appareil classe A+++
NE	RELCEn, chapitre 7: Exemplarité des bâtiments publics	Partiellement	Oui	Application de la norme SIA 380/4. Mise à disposition de toitures de bâtiments appartenant à l'État pour la réalisation d'installations solaires photovoltaïques (principalement par Viteos SA)
GE	Charte Negawatt signée par le canton avec les services industriels de Genève en 2013, et convention d'objectifs courant jusqu'en 2017 (à renouveler)	Oui	Oui	
JU	Dès le 01.01.17, bâtiments construits ou subventionnés par l'Etat devront respecter le standard Minergie-P, les bâtiments rénovés le standard Minergie	Oui	Partiellement	
FL		Teilweise	Teilweise	

31. Vorbildfunktion Kanton: Anforderungen an kantonale Bauten (Gebäudestandard), realisierte Projekte
Exemplarité cantonale: exigences relatives aux bâtiments cantonaux (Standard Bâtiment), projets réalisés

Kt.	Anforderungen an kantonale Neubauten	Anforderungen an kantonale Gebäudesanierungen	Erstellte und/oder sanierte Gebäude im MINERGIE-Standard (normal, A, P, ECO) im Berichtsjahr	Erstellte grössere Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energie resp. Abwärme im Berichtsjahr	Bemerkungen, weitere Anforderungen
			in [m2 EBF]	in [MW]	z.B. Absichten
Ct.	Exigences pour les nouveaux bâtiments cantonaux	Exigences pour les rénovations d'anciens bâtiments cantonaux	Bâtiments construits et/ou rénovés selon MINERGIE (normal, A, P, ECO) durant l'exercice sous revue	Plus grandes installations exploitant les énergies renouvelables ou les rejets thermiques constr. durant l'exercice	Remarques, autres exigences
			en [m2 SRE]	en [MW]	par ex. intentions
ZH	MINERGIE-P / -P-ECO	MINERGIE / -ECO			
BE	MINERGIE-P / -P-ECO	MINERGIE / -ECO			
LU	MINERGIE-P / -P-ECO	MINERGIE / -ECO			Dienststelle Immobilien, Finanzdirektion (FD)
UR	MINERGIE-P / -P-ECO	MINERGIE / -ECO			
SZ	MINERGIE-A / -A-ECO	MINERGIE / -ECO			
OW	MINERGIE / -ECO	MINERGIE / -ECO	0	0	Weitere Neubauten und Sanierungen im MINERGIE-Standard erstellen
NW	Keine	Keine			
GL	MINERGIE / -ECO	MINERGIE / -ECO	0	0	
ZG	MINERGIE / -ECO	MINERGIE / -ECO			Es laufen diverse Neubau- und Sanierungsprojekte, wo diese Anforderungen zu Grunde liegen. In diesem Berichtsjahr aber noch nicht realisiert
FR	Minergie-P / -P-ECO	Minergie-P / -P-ECO			
SO	MINERGIE-P / -P-ECO	MINERGIE / -ECO	5'083	1'750	Anschluss Fernwärmenetz PH und Rötihof Solothurn
BS	MINERGIE-P / -P-ECO	MINERGIE / -ECO	8'943	0	Sanierungs-Anforderungen: MINERGIE "Sanierung" MIT Primäranforderung Neubau sowie Anforderung ZIELwerte bez. SIA 380/4 und 382/1. Bauten: Aescherstr. 12 und Erweiterung Kunstmuseum
BL	MINERGIE-P / -P-ECO	MINERGIE / -ECO	0	0	
SH	MINERGIE / -ECO	Andere verschärfte Anforderungen	0	0	Keine Neubauten
AR	MINERGIE / -ECO	MINERGIE / -ECO	in Bau		
AI	Keine	Keine			
SG	Andere verschärfte Anforderungen	Andere verschärfte Anforderungen	0	1	Beim Durchschnitt aller Neubauten dürfen höchstens 70 % des Energiebedarfs für Heizung und Warmwasser mit nichterneuerbaren Energien gedeckt werden. Diese Forderung wird überarbeitet
GR	MINERGIE-P / -P-ECO	MINERGIE / -ECO	3'913		Im Rahmen der kant. Immobilienstrategie läuft die Planung für ein neues Verwaltungszentrum im MINERGIE-P-Standard. Kleinere Objekte werden ohne Zertifizierung nach Grundsätzen Minergie/ECO realisiert

31. Vorbildfunktion Kanton: Anforderungen an kantonale Bauten (Gebäudestandard), realisierte Projekte

Exemplarité cantonale: exigences relatives aux bâtiments cantonaux (Standard Bâtiment), projets réalisés

Kt.	Anforderungen an kantonale Neubauten	Anforderungen an kantonale Gebäudesanierungen	Erstellte und/oder sanierte Gebäude im MINERGIE-Standard (normal, A, P, ECO) im Berichtsjahr	Erstellte grössere Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energie resp. Abwärme im Berichtsjahr	Bemerkungen, weitere Anforderungen
Ct.	Exigences pour les nouveaux bâtiments cantonaux	Exigences pour les rénovations d'anciens bâtiments cantonaux	Bâtiments construits et/ou rénovés selon MINERGIE (normal, A, P, ECO) durant l'exercice sous revue	Plus grandes installations exploitant les énergies renouvelables ou les rejets thermiques constr. durant l'exercice	Remarques, autres exigences
			in [m2 EBF]	in [MW]	z.B. Absichten
			en [m2 SRE]	en [MW]	par ex. intentions
AG	Andere verschärfte Anforderungen	Andere verschärfte Anforderungen	1'921	1	Unter Berücksichtigung von baukulturellen Rahmenbedingungen werden im Sinne einer ganzheitlichen Nachhaltigkeitsbeurteilung auch alternative Energiestandards in Betracht gezogen
TG	MINERGIE-P / -P-ECO	MINERGIE / -ECO	3'600	0	12
TI	Minergie / -ECO	Minergie / -ECO	20'307	0.506 (=506 KWp)	Aumento della qualità energetica e della quota di risanamenti del patrimonio immobiliare. Nuove realizzazioni con standard Minergie e a tendere Minergie-A
VD	Minergie-P / -P-ECO	Minergie / -ECO	15'700		150 kWc de panneaux photovoltaïques posés
VS	Minergie / -ECO	Minergie / -ECO	2'850	1	Directives du développement durable s'appliquant aux bâtiments d'état ou subventionnés
NE	Minergie-P / -P-ECO	Minergie / -ECO	0	0	En cours: Centre Professionnel du Littoral Neuchâtelois (CPLN) selon les exigences MINERGIE-P pour une SRE de 4'000 m2
GE	Minergie-P / -P-ECO	Minergie / -ECO	0		Ou MINERGIE-P pour les grands projets. 1. Aucun label délivré à l'Etat durant l'exercice (phrases pas très compréhensibles....)
JU	Minergie / -ECO	Minergie / -ECO	4'921		Dès le 01.01.17, bâtiments construits ou subventionnés par l'Etat devront respecter le standard Minergie-P, les bâtiments rénovés le standard Minergie. Obligation déjà mise en œuvre dans la pratique
FL	MINERGIE / -ECO	MINERGIE / -ECO			

32. Vorbildfunktion Kanton: Energiekennzahlen Verwaltungsbauten und Schulen

Exemplarité cantonale: indices énergétiques des bâtiments administratifs et des écoles

Kt.	Durchschnittliche Energiekennzahl = Summe der Energieverbräuche / Summe der Energiebezugsflächen Kantonale Bauten = alle Bauten, welche im Besitze des Kantons sind (u.a. Verwaltungsbauten, Kantonsschulen, Fachhochschulen etc.)				
	Verwaltungsbauten		Schulen		Bemerkungen
	Energiekennzahl Wärme in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Elektrizität in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Wärme in [MJ/m2.a]	Energiekennzahl Elektrizität in [MJ/m2.a]	z.B. Präzisierungen
Ct.	Indice énergétique moyen = somme des consommations d'énergie / somme des surfaces de référence énergétique Bâtiments cantonaux = tous les bâtiments en possession du canton (bâtiments administratifs, écoles cantonales, Hautes Ecoles Spécialisées, etc.)				
	Bâtiments administratifs		Ecoles		Remarques
	Indice de dépense de chaleur en [MJ/m2.an]	Indice énergétique "électricité" en [MJ/m2.an]	Indice de dépense de chaleur en [MJ/m2.an]	Indice énergétique "électricité" en [MJ/m2.an]	par ex. précisions
ZH	229	170	281	119	
BE					
LU					Dienststelle Immobilien, Finanzdirektion (FD)
UR	196	148	163	96	
SZ					
OW	479	170	248	105	Die schlechten Durchschnittswerte sind insbesondere auf ein paar grosse Bauten zurückzuführen (Altes Gymnasium, denkmalgeschützt; Werkhof, grosses Areal mit schlechter Wärmedämmung)
NW					
GL	289	130	200	56	Zahlreiche Gebäude mit gemischter Nutzung. Werte HGT korrigiert
ZG	158	262	237	147	Seit 2008 sind die Energiebezugsflächen nach der SIA 416/1 berechnet. Die Energiedaten sind nicht Heizgradtage bereinigt
FR					
SO	256	114	244	101	Verschlechterung da zusätzliche Bauten erfasst wurden
BS	281	144	299	72	Schulen = Schulhäuser, Kindergärten und Heime, aber ohne Universität. Die jährlichen Schwankungen scheinen grösser als sie effektiv sind aufgrund von Umlagerungen im betrachteten Gebäudebestand
BL	262	142	269	95	
SH	352	168	221	109	
AR	357	140	248	105	
AI					Keine Statistik vorhanden
SG					Es liegen nicht alle Zahlen vor
GR	244	119	230	92	
AG	213	221	249	112	
TG					Ein dutzend Objekte wuren mit Messstellen ausgerüstet. Auswertungszahlen liegen ab 2018 vor
TI	299	154	389	169	Progetto riduzione indici e consumi dal 15% (ottimizzazione) al 40% (risanamenti). Obiettivo finale: conformità RUE n e MoPEC 2014
VD	320	140	302	112	Pour les écoles: l'indice regroupe les écoles professionnelles et les gymnases. Les indices chaleur sont pondérés en fonction de la météo (DH18/18 sur 3 stations). L'année 2005 est prise comme référence
VS	249	65	270	82	
NE	280	174	299	245	Selon valeurs du Bilan énergétique des bâtiments de l'Etat (bébé) édition 2008 (consommation 2007) concernant 17 bâtiments administratifs et 17 écoles
GE					La statistique des consommations cantonales et l'établissement des indices énergétiques sont en voie d'achèvement. Les statistiques seront prochainement disponibles
JU					Abonnement energie basic pour les bâtiments qui consomment le plus d'énergie. Exploitation et interprétation des données en cours
FL					

33. Organisation der kantonalen Energiefachstelle Organisation du Service cantonal de l'énergie

Kt.	Departement	Amt	Anzahl Vollzeitstellen	Personal- und Sachaufwand für kantonale Energiepolitik ohne Budget Förderprogramm (Lohnkosten inkl. Sekretariat, Auszug aus Steuerrechnung)	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge
			inkl. Sekretariat	Aufwand für allg. Energiepolitik, Personalaufwand inkl. Sekretariat, Sachaufwand, inkl. allg. Kredit für Information, Aktionen, Weiterbildung, Wasserkraftpolitik etc. ohne Mittel für die Erstellung und Sanierung kantonalen Bauten, ohne Budget Förderprogramm [CHF]	inkl. Globalbeiträge des Bundes [CHF]
Ct.	Département	Office	Nombre de postes à plein temps	Frais de personnel et de matériel afférents à la politique énergétique cantonale sans le budget programme d'encouragement (y c. salaires secrétariat, extrait du bordereau d'impôt)	Programme d'encouragement cantonal: contributions d'encouragement versées par les cantons et déclarées à la Confédération (à remplir par l'OFEN)
			secrétariat inclus	Frais de politique énergétique génér., de personnel y c. secrétariat, de matériel y c. crédit génér. pour l'information, actions, perfectionnement, polit. force hydraulique, etc. sans les fonds pour la construction et la rénovation des bâtiments cantonaux, sans le budget programme d'encouragement [en CHF]	y c. contributions globales de la Confédération (en CHF)
ZH	Baudirektion	AWEL Amt für Abfall, Wasser, Energie und Luft	13	7'485'200	6'889'421
BE	Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion (BVE)	Amt für Umweltkoordination und Energie	9	1'400'000	19'545'693
LU	Bau-, Umwelt- und Wirtschaftsdepartement (BUWD)	Umwelt und Energie (Dienststelle)	5	964'000	1'804'191
UR	Baudirektion	Amt für Energie	4	480'000	577'882
SZ	Baudepartement	Hochbauamt	2	420'000	49'210
OW	Bau- und Raumentwicklungsdepartement	Hoch- und Tiefbauamt:	1	270'000	441'345
NW	Direktion Landwirtschaft und Umwelt	Amt für Wald und Energie	1	73'000	123'900
GL	Bau und Umwelt	Umwelt und Energie	1	150'000	829'782
ZG	Baudirektion	Direktionssekretariat	1	150'000	659'395
FR	Direction de l'économie et de l'emploi	Service de l'énergie	8	1'075'000	4'062'372
SO	Volkswirtschaftsdepartement	Amt für Wirtschaft und Arbeit	4.2 (bewilligt 5.5)	850'000	1'232'384
BS	Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt	Amt für Umwelt und Energie	11	1'750'000	6'866'656
BL	Bau- und Umweltschutzdirektion	Amt für Umweltschutz und Energie	5	1'000'000	6'580'715
SH	Baudepartement	Generalsekretariat	3	740'000	0
AR	Bau und Volkswirtschaft	Amt für Umwelt	2.5		262'032
AI	Bau- und Umweltdepartement	Amt für Hochbau und Energie	1	90'000	138'348
SG	Baudepartement	Amt für Wasser und Energie	5**	3'200'000	6'085'787
GR	Bau- Verkehrs- und Forstdepartement	Amt für Energie und Verkehr	10	1'500'000	3'605'585
AG	Bau, Verkehr und Umwelt	Abteilung Energie	11	1'621'885	3'467'299
TG	Inneres und Volkswirtschaft	Generalsekretariat	6	1'800'000	7'605'009

33. Organisation der kantonalen Energiefachstelle Organisation du Service cantonal de l'énergie

Kt.	Departement	Amt	Anzahl Vollzeitstellen	Personal- und Sachaufwand für kantonale Energiepolitik ohne Budget Förderprogramm (Lohnkosten inkl. Sekretariat, Auszug aus Steuerrechnung)	Kantonales Förderprogramm: von den Kantonen ausbezahlte und gegenüber dem Bund deklarierte Förderbeiträge
			inkl. Sekretariat	Aufwand für allg. Energiepolitik, Personalaufwand inkl. Sekretariat, Sachaufwand, inkl. allg. Kredit für Information, Aktionen, Weiterbildung, Wasserkraftpolitik etc. ohne Mittel für die Erstellung und Sanierung kantonalen Bauten, ohne Budget Förderprogramm [CHF]	inkl. Globalbeiträge des Bundes [CHF]
Ct.	Département	Office	Nombre de postes à plein temps	Frais de personnel et de matériel afférents à la politique énergétique cantonale sans le budget programme d'encouragement (y c. salaires secrétariat, extrait du bordereau d'impôt)	Programme d'encouragement cantonal: contributions d'encouragement versées par les cantons et déclarées à la Confédération (à remplir par l'OFEN)
			secrétariat inclus	Frais de politique énergétique génér., de personnel y c. secrétariat, de matériel y c. crédit génér. pour l'information, actions, perfectionnement, polit. force hydraulique, etc. sans les fonds pour la construction et la rénovation des bâtiments cantonaux, sans le budget programme d'encouragement [en CHF]	y c. contributions globales de la Confédération (en CHF)
TI	Dipartimento del Territorio	Ufficio dell'aria, del clima e delle energie rinnovabili	5.5	450'000	6'085'266
VD	Département du territoire et de l'environnement	Direction de l'énergie (DIREN)	22.35	5'567'300	5'542'430
VS	Département de l'économie, de l'énergie et du territoire	Service de l'énergie et des forces hydrauliques, Section énergie	6	1'048'000	3'703'107
NE	Département du développement territorial et de l'environnement (DDTE)	Service de l'énergie et de l'environnement (SENE)	7	1'200'000	762'105
GE	Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie (DALE)	Office cantonal de l'énergie (OCEN) du canton de Genève	28	4'995'887	5'051'250
JU	Département de l'Environnement	Service du développement territorial, Section de l'énergie	4	500'000	851'655
FL		Amt für Volkswirtschaft	3		
Total CH			176.55	38'780'272	92'822'819

* Erfolgsrechnung, ohne Pilotprojekte

** Abwicklung Förderung und nicht-hoheitliche Aufgaben sind Teil eines Leistungsauftrags des Kantons an die Energieagentur St.Gallen GmbH

IMPRESSUM

ÉDITEUR

Office fédéral de l'énergie
3003 Berne

TRADUCTION D-F

ACTA Traduction, Yverdon

PHOTOS

Photos: potagers urbains d'equiterre

Copyright: equiterre, sauf page 4 : Adrien Buchet/equiterre

Le «Pom'tager», Grand-Saconnex, 2013 (page de titre, 16, 25, 26)

Thomas T. le petit jardinier, potager urbain «Le Pote à Jean», Genève (page 4)

Le «Potager de Valency», plantage de la Ville de Lausanne (page 6)

Le «Potaluge», premier potager «villageois» à Puplinge, Genève, 2014 (page 9)

Le «Tambougreen» dans le quartier de la Tambourine à Carouge (page 10)

Réalisation du potager urbain avec les habitants, nouveau quartier de La Chapelle, Genève, 2015 (page 13)

Le «Potager des Tattes», Centre d'hébergement pour migrants, Hospice Général, Vernier (page 14)

L'équipe d'equiterre à la Bourdonnette, dans un plantage de la Ville de Lausanne (page 18)

Cours «Pimp your balcony» à Lausanne, 2012 (page 21)

Le «Jardin des Amis de Thônex», Thônex, (page 22)

COMMANDE

Office fédéral de l'énergie

Section Bâtiments

3003 Berne

Tél. 058 462 56 53

Fax 058 463 25 00

bellinda.tria@bfe.admin.ch

Prix: gratuit

Cette publication paraît aussi en allemand.

Mise à jour 2017

Etat: printemps 2017

Berne, juillet 2017